

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA
SAISIE-ARRÊT

EN

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi, 10 Juin 1897, à 4 heure.

PAR

Joseph THUREAU

Président : M. GLASSON, professeur.

Suffragants : { M. DUCROCQ, professeur.
 { M. PILLET, agrégé.

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE

MARCHAL & BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

MAISON PRINCIPALE, 27, PLACE DAUPHINE

Succursale, rue Soufflot, 7

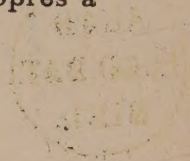
1897

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA
SAISIE-ARRÊT

EN

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi, 10 Juin 1897, à 1 heure.



PAR

Joseph THUREAU

Président : M. GLASSON, professeur.

*Suffragants : { M. DUCROCQ, professeur.
 M. PILLET, agrégé.*

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE
MARCHAL & BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION
MAISON PRINCIPALE, 27, PLACE DAUPHINE
Succursale, rue Soufflot, 7

1897

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND PÈRE

A MON PÈRE

A MA MÈRE

DE LA SAISIE-ARRÊT

EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

INTRODUCTION

Le développement des relations de peuples à peuples donne un intérêt toujours plus grand aux questions juridiques qu'elles peuvent soulever, et rend de jour en jour plus nécessaire la détermination des règles à suivre pour arriver à leur solution.

Ce qui rend celle-ci si difficile, c'est l'antagonisme qui existe entre deux principes fort importants, admis l'un et l'autre par le droit international, le respect dû aux droits de l'individu et la souveraineté des Etats. A adopter le premier exclusivement, on arrive à cette conséquence qu'une personne aurait le droit d'exiger l'application, quant à elle, de la loi à laquelle elle est naturellement soumise, en dehors même des frontières de l'Etat dont elle est nationale : la loi serait alors personnelle. A s'en tenir au second, un Etat devrait au contraire refuser absolument l'application sur son territoire de toute loi étrangère, de telle sorte que toutes les personnes qui se trouveraient dans les limites de sa souveraineté, devraient être soumises à sa législation : c'est le système de la territorialité des lois.

Personnalité ou territorialité des lois; ce sont là, on le conçoit, deux systèmes trop exclusifs. Le second ne tient pas compte de ce fait qu'il y a des lois qui suivent nécessairement ceux qui leur sont soumis : telles sont toutes les dispositions législatives relatives à l'état ou à la capacité des personnes : une personne ne peut, en passant d'un pays dans un autre, laisser de côté les qualités, les droits qui lui sont inhérents, et majeure en deçà d'une frontière, devenir mineure au-delà. La théorie de la personnalité perd de vue que certaines lois doivent nécessairement s'appliquer, sur le territoire de l'Etat qui les promulgue, à tout individu, quelle que soit sa nationalité, à l'exclusion de toute autre disposition étrangère réglant la même question : telles sont les lois relatives aux immeubles. Ce sera donc, suivant les cas, tantôt le droit de l'individu qui l'emportera sur la souveraineté de l'Etat, tantôt la souveraineté de l'Etat qui primera le droit de l'individu.

Mais entre les lois dont le caractère est certainement d'être personnelles, et celles qui sont certainement territoriales, il en est un grand nombre dont la nature n'est pas nettement déterminée : seront elles extra-territoriales, c'est-à-dire personnelles, seront-elles territoriales? Le conflit de lois se réglera-t-il au profit de l'individu ou au profit de l'Etat souverain?

Bien des théories ont été édifiées dans le but de résoudre cette question. C'est d'abord la vieille théorie des statuts, qui remonte au ^{xvi}^e siècle. Elle classait les lois d'après leur objet, et les répartissait en deux groupes, selon qu'elles s'appliquaient aux biens ou aux personnes : les statuts réels, auxquels étaient soumis dans un Etat tous les individus vivant sur son territoire,

quelle que fut leur nationalité, et les statuts personnels qui suivaient le sujet du droit d'un pays dans un autre. C'étaient là deux moules trop étroits dans lesquels les juriscultes s'efforçaient de faire rentrer toutes les lois. Cette théorie avait le grave défaut de considérer la loi comme ayant nécessairement un caractère absolu, alors qu'elle est à la fois territoriale et extra-territoriale (1). Si elle se présente quelquefois à nous avec un seul de ces caractères, il est purement relatif : il est le résultat de la nécessité pratique où l'on se trouve, de sacrifier, suivant les circonstances, un des caractères de la loi pour parvenir à une solution du conflit. En effet, à pousser à bout les conséquences logiques de l'un ou l'autre caractère de la loi absolue, on arriverait à rendre la difficulté insoluble, chaque Etat refusant d'appliquer sur son territoire d'autres lois que les siennes propres, et prétendant pour ses nationaux à l'application de ses lois, même en pays étranger.

A côté de la théorie des statuts, citons d'abord celle de la « *Comitas gentium* », qui pose comme absolu le principe de la souveraineté de l'Etat. Ce serait pour ménager certains avantages à ses nationaux, par une courtoisie intéressée, que le législateur consentirait parfois à laisser porter atteinte à sa souveraineté, en tolérant sur son territoire l'application d'une loi étrangère. En face de ce système, le droit italien a posé le principe tout opposé des nationalités. Mancini, qui en fut le propagateur, assimile les conditions légales dans lesquelles vit un individu aux conditions intellectuelles et physi-

(1) V. article de M. Pillet - An. de Clunet, 1894, p. 417.

ques, et fait par conséquent de l'application de sa loi une nécessité de son existence juridique.

Toutes ces théories ont le tort de chercher une solution absolue au conflit de lois. C'est au contraire au juge à déduire, après analyse du rapport juridique en question, s'il y a lieu à application de la loi étrangère, sous réserve cependant des lois de son pays qui pourraient régler cette question, ou concerner l'ordre public.

Le but social de la loi est ou de protéger les individus, ou de garantir les conditions d'existence et de fonctionnement du corps social. La loi de protection individuelle peut être, selon son objet, tantôt territoriale, tantôt extra-territoriale; les lois de garantie sociale, qui varient avec le génie du peuple pour lequel elles ont été faites et n'ont de raison d'être que par rapport à lui, ne se conçoivent qu'avec le caractère de territorialité. Cette distinction a été consacrée par tous les législateurs modernes : l'art. 3 de notre Code civil décide dans son § 1^{er}, que « les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire », et le Code civil italien, un des plus récemment terminés, a réservé « la réalité » pour les « lois prohibitives », ou pour « celles qui regardent d'une manière quelconque l'ordre public et les bonnes mœurs ». C'est maintenant un axiome de droit international, que « chaque Etat doit accepter sur son territoire l'application à un rapport de droit de la loi étrangère, quand cette application est commandée par la nature de ce rapport, sous la seule réserve de faire toujours respecter ce qui, dans sa propre législation, est considéré comme étant d'ordre public » (1).

(1) M. Despagnet. *Précis de droit international*, p. 27.

Reste à déterminer quelles sont les lois qui doivent rentrer sous cette rubrique très vague : lois d'ordre public. Ont certainement ce caractère, d'une manière absolue, toutes celles qui ont été promulguées comme consacrant l'application des vrais principes de la morale ou d'une bonne organisation sociale. Mais il en est d'autres qui, quoique impérativement édictées, ne se rattachent nullement à l'un de ces principes ; l'ordre public revêt, en ce qui les concerne, un caractère relatif : elles proviennent des conditions particulières d'existence du peuple qui les a édictées, de sa vie politique, de l'esprit de ses nationaux. Telles sont « les lois de police et de sûreté. » Ces termes de l'art. 3 C. C., sont singulièrement compréhensifs, et il est impossible de préciser les dispositions qu'il y faut faire rentrer : elles peuvent cependant être, suivant la volonté du législateur, infiniment nombreuses. Certaines, comme les lois pénales, rentrent manifestement dans cette catégorie. Il en est de même des lois relatives à l'Organisation judiciaire et à la Procédure.

Bien que le fond uniforme des principes, quelques affinités de races, et surtout des intérêts semblables amènent des analogies entre de telles lois dans différents pays, elles n'en sont pas moins variables. « Les lois de procédure civile sont, entre toutes, celles qui reflètent avec le plus de fidélité les caractères et le génie d'un peuple », (1) car ce sont celles qui doivent être le plus conformes aux nécessités pratiques de sa vie sociale. Elles se transforment avec les besoins de la nation où

(1) Introduction au Code de Procédure allemand traduit et annoté par MM. Glasson, Lederlin et Dareste.

elles ont été primitivement édictées. Les modifications nombreuses apportées depuis le commencement du siècle à notre Code de Procédure, au Code Civil, sur les points où il s'occupe de procédure, (par exemple loi de 1886 sur la procédure du divorce), au Code de commerce sur la législation de la faillite, en font preuve. Ce caractère des lois de procédure, (nous prenons ici cette expression dans son sens le plus large : organisation judiciaire, compétence des tribunaux, formalités, voies d'exécution, etc.) de se modeler sur les besoins de l'État chez lequel elles sont promulguées, suffirait pour les faire considérer comme territoriales. Il faut ajouter encore que ce sont les dispositions dans lesquelles le législateur peut le mieux imposer sa souveraineté. Il n'est plus question ici d'antagonisme entre le droit de l'individu et celui de l'État ; ces lois ont pour but seulement d'indiquer les formes dans lesquelles une personne pourra faire valoir son droit, et l'Etat qui en est le protecteur, peut bien exiger, pour prix de son appui, que l'intéressé se soumette à certaines formalités, édictées en somme dans l'intérêt de tous ceux qui vivent sur son territoire.

Ajoutons en outre que, soit pour aider la reconnaissance des droits de chacun, soit pour rendre la justice, soit pour assurer l'exécution des décisions judiciaires, l'Etat délègue ses pouvoirs à des personnes qu'il a choisies lui-même, dans certaines conditions déterminées, qui peuvent ainsi lui inspirer toute confiance. Qui lui assure qu'en pays étranger, ces mêmes intermédiaires entre les particuliers et la justice offrent les mêmes garanties ? A mettre de côté la question de probité et de moralité, il y a lieu toujours d'envisager la question de science : ces personnes, délégataires de la puissance

publique, peuvent être parfaitement honorables, instruites même, et cependant ne pas connaître le droit et les lois des pays étrangers.

Tout Etat souverain se trouve ainsi fondé à ne pas reconnaître chez lui l'autorité des jugements rendus par les tribunaux étrangers et par conséquent à en refuser l'exécution sur son propre territoire. Mais les nécessités pratiques ont amené la jurisprudence de chaque peuple à adoucir un peu la rigueur du principe, et nous verrons dans la suite que, sous la réserve d'un certain examen, les Etats reconnaissent quelque autorité aux jugements étrangers (1). Ceux-ci pourront être exécutés, mais dans les formes et par les officiers publics du pays où doit avoir lieu l'exécution, pourvu qu'ils répondent à certaines conditions exigées par la loi de ce pays.

De ce qui précède, il résulte donc que dans toute question de droit international, il y a lieu de distinguer soigneusement les points se rattachant à la procédure, à la marche de l'instance, à son développement devant un tribunal, des points relatifs à la solution même du litige. Pour ceux-ci, dits les « *decisoria litis* », la loi à appliquer varie d'abord suivant la nature du procès. S'agit-il d'une question d'état ou de capacité, d'une question relative à des biens immobiliers ou mobiliers? Les principes généraux conduisent à appliquer, suivant les circonstances soit la loi personnelle de celui dont l'état ou la capacité est en question,

(1) De nombreuses conventions sont intervenues entre les Etats, relativement à cette question de l'autorité et de l'exécution des jugements étrangers.

soit la loi du domicile du propriétaire des biens mobiliers, soit la loi de la situation des biens immobiliers.

Pour les points de procédure, les « *ordinatoria litis* », c'est-à-dire plus spécialement ce qui concerne la forme des exploits, les constitutions d'avoué, les délais, les voies de recours possibles, la rédaction et le prononcé des jugements, le moment où ils acquerront l'autorité de la chose jugée, le principe est absolu et incontestable : les formes de procéder en justice sont exclusivement réglées par la loi du pays où le procès est engagé, la *lex fori*. Les lois de procédure, en effet, assurent la marche de la justice, le fonctionnement d'un service public ; elles ont donc tout naturellement, comme il a été dit plus haut, un caractère de souveraineté absolue.

Mais quelle sera cette *lex fori* ? Quel sera le pays où le procès devra s'engager ? Le droit international admet entre personnes de nationalité différente le même principe, que toutes les législations proclament entre leurs nationaux : « *actor sequitur forum rei* ». Le demandeur doit engager le procès devant le tribunal du défendeur. Mais ce principe doit tomber devant toute disposition de loi qui pourrait lui être contraire et donner par conséquent compétence à un tribunal autre que celui du défendeur. Tel est, par exemple, l'article 14 de notre C. C. qui étend la compétence des tribunaux français au profit d'un demandeur français à l'encontre d'un défendeur étranger, et ce malgré l'art. 59 de notre C. pr. c. qui pose en termes généraux le principe : *actor sequitur forum rei*. Nous examinerons à fond, par la suite, la question de la compétence des tribunaux français dans les contestations où un étranger est partie. Notons seu-

lement ici, que le juge appelé par le demandeur à statuer sur un différend de cette nature, doit avant tout examiner sa compétence d'après la loi du pays duquel il tient ses pouvoirs. Nous nous trouvons donc encore devant une application de la *lex fori*.

Le tribunal compétent ayant été déterminé, puis le jugement étant survenu dans les formes fixées par la *lex fori*, il faut procéder à l'exécution de la sentence rendue. C'est le moment où vont intervenir les voies d'exécution forcée. Mais, soit avant la décision des tribunaux, soit avant le terme fixé pour l'échéance de sa dette, le débiteur peut disposer de ses biens et diminuer ainsi au détriment de son créancier le gage général que celui-ci a sur eux. La loi s'est préoccupée de la situation faite au créancier, et lui a donné la possibilité de sauvegarder par certaines mesures, l'intégralité de ce gage, sur lequel repose sa créance. M. Garsonnet distingue deux sortes de saisies. Les premières sont les voies d'exécution forcée, tendant à la vente des biens du débiteur et à la distribution du prix entre les créanciers; elles exigent pour être exercées un titre exécutoire. Les secondes, les saisies conservatoires, mettent les biens du débiteur sous la main de justice pour l'empêcher d'en disposer au détriment de son créancier. Ce sont la saisie gagerie, la saisie foraine, la saisie revendication et la saisie spéciale que l'art. 417, C. Pr. autorise dans les matières commerciales qui requièrent célérité: elles exigent toutes, comme dernier épisode de leur procédure, un jugement de validité qui constitue un titre exécutoire et leur donne postérieurement le caractère de mesures d'exécution. Celles-ci peuvent entraîner un acte de contrainte et l'intervention, par conséquent, des

dépositaires des pouvoirs publics : elles ne peuvent donc avoir lieu que sur l'ordre de la justice du pays où elles devront être exécutées. Les mesures conservatoires au contraire n'ont aucun caractère contentieux. Un débat en justice peut soulever des questions incidentes à celle sur laquelle s'est engagé le conflit, questions qui exigent une solution rapide, soit qu'il faille mettre une personne ou un bien à l'abri d'un mal quelconque, soit qu'il s'agisse d'une autorisation à obtenir pour sauvegarder un droit. Les juges saisis de ces questions par requête statueront sans débats, sans que leur décision sur les intérêts accessoires puisse influencer aucunement sur la manière dont sera tranché définitivement le différend principal. En intervenant sur ces points, les juges n'engagent en aucune façon la souveraineté de l'état dont ils relèvent, puisqu'ils statuent sans débats contradictoires : les mesures qu'ils ordonnent sont provisoires et prendront fin par le jugement de la question principale ; elles n'auront donc qu'une influence passagère sur les biens ou les personnes. En conséquence, les règles de compétence pourront être moins rigoureusement observées, sans qu'il y ait moyen pour cela d'attaquer la validité de l'acte conservatoire. Il faut considérer en outre que la nécessité d'avoir une solution immédiate à ces questions accessoires oblige à s'adresser au tribunal dont l'accès est le plus facile pour l'intéressé. On a été ainsi amené à décider que dans un procès, un tribunal, absolument incompétent sur le fond, pouvait cependant ordonner des mesures urgentes. Il a été jugé par arrêt de la Cour de Paris, du 26 mars 1889 (1), qu'en matière de séparation de corps

(1) Dalloz, 90. 2. 428.

ou de divorce entre étrangers, les tribunaux français, bien qu'incompétents pour statuer sur le fond du procès, sont cependant compétents pour ordonner les mesures provisoires qui concernent notamment la garde des enfants, la pension alimentaire à allouer à la femme. Ces décisions sont pourtant relatives à l'état des personnes et devraient, n'était leur caractère provisoire, relever du tribunal du domicile de la personne dont l'état est en discussion.

Si un tribunal quelconque peut ordonner des mesures provisoires dans l'intérêt des personnes, à plus forte raison pourra-t-il en prendre à l'égard des biens et autoriser par conséquent les saisies conservatoires. On voit, d'après tout ce qui précède, de quelle importance peut être, au point de vue du droit international, la détermination du caractère d'une saisie : est-elle exécutoire ou simplement conservatoire ?

Or, parmi les saisies, il en est une, la saisie arrêt, dont la nature n'est pas absolument précisée. Les uns veulent y voir une mesure d'exécution, les autres une simple mesure conservatoire. Depuis le commencement du siècle, le développement prodigieux des valeurs mobilières et leur emploi de plus en plus fréquent dans la vie courante ont singulièrement modifié l'importance comparative de la fortune mobilière et de la fortune immobilière, au détriment de cette dernière, dont la valeur relative diminue de jour en jour. Nous n'avons pas à envisager quels peuvent être, au point de vue économique et social, les inconvénients et les avantages du nouvel ordre des choses. Constatons simplement que la rapidité de circulation des richesses a pour résultat que, de plus en plus souvent, un créancier a pour gage les

créances que son débiteur peut lui-même avoir contre d'autres personnes, et que si la saisie exécution et la saisie immobilière sont toujours aussi fréquentes, le nombre des saisies arrêts s'est prodigieusement développé.

Les personnes franchissent vite les frontières, et avec elles, la richesse mobilière passe facilement d'un pays dans un autre; les rapports de créancier à débiteur se trouvent ainsi fréquemment exister entre parties de nationalités différentes. On voit dès lors quelle importance internationale prend la saisie arrêt, qui est maintenant le moyen de contrainte le plus fréquemment employé pour se faire payer. Dans quelles conditions se réalisera la saisie arrêt lorsque le saisissant, le saisi et le tiers saisi ne seront pas de même nationalité? Entre plusieurs lois différentes, laquelle faudra-t-il appliquer, etc? Autant de questions de droit international que nous allons étudier. Pour arriver à la solution de chacun des points qui pourront être soulevés, nous appliquerons d'abord les principes tels que nous les avons posés d'une manière générale, puis nous essaierons plus spécialement de les combiner avec les dispositions de la loi française relatives soit à la saisie-arrêt elle-même, soit au droit international.

Mais avant d'entrer dans l'étude de la saisie-arrêt en droit international, il est de toute nécessité de déterminer quelle est la nature exacte de ce moyen donné à un créancier pour rentrer indirectement dans ce qui lui est dû : est-ce un acte conservatoire, est-ce un acte d'exécution?

C'est là un point vivement controversé encore à l'heure actuelle : les solutions sont nombreuses, qui ont été

données sur ce sujet, et les partisans de chacune d'elles arrivent à résoudre tout différemment les questions relatives à la saisie arrêt, et particulièrement celles qui vont nous occuper. Nous en retrouverons dans la suite de ce travail un grand nombre dont la solution sera différente, suivant l'opinion acceptée sur le caractère de la saisie-arrêt.

Les différentes doctrines, admises sur ce point, peuvent toutes se résumer dans l'alternative suivante, que M. Garsonnet met en relief avec beaucoup de netteté : « Si la saisie-arrêt est une mesure d'exécution, elle appartient au statut réel et ne relève pour les contestations qu'elle peut soulever, que de la juridiction du pays où elle a lieu ; un tribunal français ne peut donc décider de la validité d'une saisie-arrêt pratiquée en pays étranger. On peut admettre au contraire qu'un acte conservatoire, n'engageant en rien la souveraineté du pays où il a été fait, les contestations relatives à sa validité peuvent être portées devant le tribunal du pays où elles surgissent, lors même que cet acte a été fait à l'étranger. » (1)

La saisie-arrêt peut être définie : « La défense faite par un créancier au débiteur de son débiteur de s'acquitter entre les mains de celui-ci ». (2) L'effet en sera, pour le créancier d'obtenir la délivrance des sommes ou

(1) M. Garsonnet, p. 848, note 40. — Dans le même sens arrêt de Limoges, 29 janvier 1885. (Dalloz, 85, 2, 265.) Cet arrêt juge qu'une saisie-arrêt, surtout quand elle a été suivie de l'attribution des deniers saisis-arrêtés, doit être considérée comme un acte d'exécution, qui, si cette saisie a eu lieu à l'étranger, engage la souveraineté de la nation où les faits se sont passés et rentre sous l'empire du statut réel.

(2) M. Glasson, à son cours.

des effets mobiliers de son débiteur détenus par un tiers, jusqu'à concurrence de ce que lui doit le saisi.

Une défense faite à une personne est un acte conservatoire, mais la délivrance, obtenue par un créancier, des effets de son débiteur constitue un acte d'exécution. C'est donc que la saisie-arrêt présente un caractère mixte. Certains auteurs ont cherché en elle un caractère plus absolu, d'où l'existence d'un grand nombre de systèmes sur la nature de la saisie-arrêt.

Première opinion. — La saisie-arrêt est une mesure conservatoire, car elle consiste en une simple défense faite au débiteur du tiers saisi, défense que la loi « n'a pas considérée comme un acte d'exécution, puisqu'elle l'autorise au profit de celui qui n'a pas de titre exécutoire », (1) et même en vertu d'une simple permission du juge. (Art. 557 et 558, C. Pr. C.).

Il n'y a pas dans la saisie-arrêt cette atteinte portée au droit de propriété absolue du débiteur, qui caractérise l'acte exécutoire, puisque le créancier ne dépouille pas le saisi. Pour arriver à ce résultat qui ne vient qu'en seconde ligne, il lui faut avoir un titre exécutoire, ou, s'il n'en a pas un dès l'origine, en demander un qui ne peut être qu'un jugement concluant à une condamnation. La saisie-arrêt prive le débiteur saisi de la disposition de ce qui lui appartient, mais elle ne l'en dépouille pas, « et d'ailleurs quel que soit son effet, on ne peut pas la regarder comme une mesure exécutoire, puisqu'en l'affranchissant de certaines conditions, la loi témoigne qu'elle ne lui reconnaît pas ce caractère. » (2)

(1) Chauveau sur Carré, tome 4, p. 552.

(2) Chauveau sur Carré, *id.*

Bien au contraire, la suite de la procédure de la saisie-arrêt est la même que celle des saisies que la loi appelle conservatoires, (saisie gagerie, saisie foraine, saisie revendication), à savoir un premier acte qui met d'abord les biens qu'elles frappent sous la main de justice, puis un jugement de validité.

A l'appui de leur thèse, les partisans de cette première opinion invoquent les travaux préparatoires du Code de Procédure. Au cours de la discussion, on demanda que la saisie-arrêt ne pût être pratiquée qu'en vertu d'un jugement; Treilhard répondit que cela était inutile, car la saisie-arrêt était un acte conservatoire, et qu'on n'avait en conséquence jamais exigé l'intervention des tribunaux.

Cette doctrine tient compte trop exclusivement du résultat de l'opposition quant au saisissant : au contraire celle que nous allons examiner maintenant, ne considère la saisie-arrêt que dans ses effets par rapport au débiteur saisi.

Deuxième opinion. — La saisie-arrêt, dit Roger, est une mesure d'exécution, car le créancier saisissant vient non seulement arrêter les objets de son débiteur, mais en plus s'en faire adjuger la valeur, donc exécuter. Il y a là le caractère de toute voie d'exécution, l'appréhension par le créancier de la chose de son débiteur. Toute la procédure de saisie-arrêt a en somme pour but d'amener un jugement de validité, qui est par excellence un titre exécutoire. L'opinion qui fait de la saisie-arrêt un acte conservatoire a, au dire de M. Dodo, l'inconvénient grave de scinder la procédure de saisie-arrêt en deux parties distinctes et d'isoler le premier acte de ceux qui le suivent et viennent en compléter les effets, alors que,

pour apprécier le caractère d'un acte juridique, il faut le considérer dans son ensemble. Si on lui objecte que dans toutes les saisies conservatoires, il y a ainsi un premier acte, puis une demande en validité, qui équivaut en somme à un acte d'exécution, (art. 417 pour la saisie conservatoire, 824 pour la saisie gagerie et la saisie forcaine, 831 pour la saisie-revendication), il répond qu'aucun délai n'est alors imparti au saisissant pour faire cette demande. Chacune de ces saisies n'est qu'une mesure de précaution de la part du créancier, pour empêcher le débiteur de détourner les biens qui constituent son gage. Sans doute, elles ne deviendront effectives que quand le créancier aura demandé et obtenu leur validité par jugement, parce qu'alors elles amèneront une exécution. Mais le créancier formulera cette demande en validité quand il lui plaira, et à son défaut, la saisie conservatoire n'en aura pas moins existé et pu avoir des effets utiles. La procédure de saisie-arrest au contraire forme un tout unique, car ses différents actes, de quelque nature qu'ils soient, sont réunis entre eux par des délais fixes. Le créancier qui l'a commencée, doit poursuivre sa saisie-arrest jusqu'au bout, sous peine de la voir tomber entièrement, sans que ce qu'il aurait commencé puisse lui être d'aucune utilité; « et cette poursuite aboutira par elle-même à satisfaire le créancier sans que le tribunal ait à en prononcer la conversion ».

Cette même opinion a été soutenue par M. le Procureur Général Baudouin devant la cour de Limoges. « L'opinion la plus accréditée, dit-il, voit dans la saisie-arrest

un acte purement conservatoire, (1) au moins jusqu'au jugement de validité qui en fait un acte d'exécution, scindant ainsi la procédure et distinguant la mainmise, l'arrêt purement conservatoire, du reste de la procédure qui, tendant à l'exécution, en prend le caractère. J'inclinerais volontiers à contester avec M. Griot (Dal., 68., l. 369.) cette théorie, à me demander s'il est possible de couper ainsi en deux la saisie-arrêt, si elle ne constitue pas un acte indivisible tout comme la saisie exécution, la saisie immobilière, qui commencent, elles aussi, par des mesures conservatoires, la constatation des choses saisies et l'intention d'en disposer, pour n'emporter exécution qu'après certaines formalités accomplies, après un jugement, sans que cependant personne ait prétendu faire de ces saisies des saisies conservatoires, à condition que la procédure soit arrêtée à tel acte déterminé. Il nous semble, dit M. Griot, qu'un acte destiné à avoir dans la suite les effets d'un acte d'exécution doit toujours, même dès son début, être considéré comme un acte d'exécution. » (2)

Il ne faut donc pas scinder la procédure de la saisie arrêt et y voir deux parties de caractère aussi différent. La saisie arrêt est *ab initio* une mesure d'exécution. D'ailleurs, les résultats en sont aussi graves que ceux d'un acte exécutoire. En se plaçant sur le terrain économique, le préjudice porté au crédit du débiteur par une saisie-arrêt est aussi fort, et peut devenir plus grave que celui qui lui serait causé par une saisie exécution ou une saisie immobilière. Empêcher la rentrée de ses

(1) M. Dodo, *théorie de la saisie-arrêt*, p. 43.

(2) Limoges, 29 Juin 1885. Dalloz, 85. 2. 265.

créances, c'est le forcer à interrompre toutes ses entreprises commerciales ou financières, en immobilisant pour le paiement d'une créance, très petite peut-être, celui d'une créance considérable : on peut ainsi le mener aussi vite et aussi irrémédiablement à la ruine qu'en procédant par la voie, plus brutale il est vrai, des autres actes d'exécution. Pour apprécier le caractère d'une saisie, il faut se placer non au point de vue du saisissant, ce que faisait la première opinion que nous avons exposée, mais au point de vue du saisi. Or pour qu'une mesure soit conservatoire, il faut qu'elle ait pour but de sauvegarder le droit de celui qui y recourt, tout en laissant intacte la situation du débiteur. Ce n'est pas le cas de la saisie-arrêt : elle est donc une mesure d'exécution.

Le législateur a d'ailleurs manifesté presque explicitement sa manière de penser sur ce point, en mettant le titre de la Saisie-Arrêt au Livre de l'Exécution des jugements, entre le Titre de l'Exécution Forcée et celui des Saisies-Exécutions.

La jurisprudence s'est laissé à plusieurs reprises influencer par ces arguments et a opté dans quelques arrêts (1) pour la doctrine du caractère exécutoire de la saisie-arrêt.

Resterait, pour établir cette doctrine avec toute sa rigueur, semble-t-il, à réfuter l'argument tiré des paroles de Treilhard au Conseil d'Etat, déclarant que la saisie-arrêt est une mesure conservatoire. M. Dodo, partisan très chaud de la thèse contraire, lui oppose

(1) Bordeaux, 42 juillet 1880. Dal. 80. 2. 232. — Cass. 28 déc. 1880 et 10 août 1881. Dal. 82. 1. 30, et 377.

Pothier (Traité de procédure, part. 4, chap. 2, sec. 4). « Le simple arrêt, dit-il, est un acte judiciaire par lequel un créancier, pour sa sûreté, met sous la main de justice les choses appartenant à son débiteur, pour l'empêcher d'en disposer. Il est bien différent de la saisie-arrêt, car la saisie-arrêt se fait aux fins de faire vider au débiteur arrêté les mains en celles de l'arrêtant, au lieu que le simple arrêt se fait seulement pour conserver les choses arrêtées, et empêcher que le débiteur en dispose. »

Le simple arrêt n'exigeait pas de titre exécutoire; c'est, d'après M. Dodo, à lui que pensait Treilhard. La saisie-arrêt était au contraire une mesure exécutoire : c'est elle qui est passée dans notre code de procédure en conservant son nom et son résultat, qui est de faire vider les mains du tiers saisi en celles du saisissant.

Il semble assez peu probable, que Treilhard, discutant la rédaction du Code de procédure, ait eu en vue le simple arrêt qui ne devait point passer dans notre code, et ait laissé de côté la saisie-arrêt qui a été adoptée. Ce qui paraît le plus vraisemblable, c'est que le code de procédure a confondu volontairement la saisie-arrêt et le simple arrêt. Ceci, sans doute, ne donne pas plus de portée aux paroles de Treilhard, mais fait tomber l'objection tirée de celles de Pothier.

Aucune des deux opinions qui viennent d'être exposées n'est d'ailleurs absolument exacte ; elles ont l'une et l'autre le tort de ne considérer qu'une phase de la question. La première, qui fait de la saisie-arrêt une mesure conservatoire, n'envisage que le saisissant, et ne tient aucun compte de ce fait, que la simple défense

de payer, adressée au tiers saisi, amènera dans la suite un jugement de validité qui sera exécutoire.

Ceux qui considèrent la saisie-arrêt comme une mesure d'exécution ne s'intéressent qu'aux effets de cette mesure quant au débiteur. Ils ont pour eux ce fait que, dans les délais déterminés, la saisie-arrêt devra, sous peine d'être nulle, aboutir à une exécution ; mais ils ne réfutent pas l'argument si grave en faveur de la première opinion, tiré de ce qu'une opposition peut être pratiquée en vertu d'une simple permission du juge. Ceci semblerait indiquer que, quel que fût au fond le caractère juridique de la saisie-arrêt, le législateur a voulu ne la considérer que comme une mesure conservatoire.

Entre ces deux opinions adverses, il faut opter pour une solution intermédiaire. Plusieurs ont été proposées qui présentent ce caractère.

On a dit que, conservatoire quant au saisissant, la saisie-arrêt est exécutoire quant au saisi. C'est-là une solution arbitraire qui peut être vraie sans doute, mais ne présente aucune utilité pratique.

Troisième opinion. — La vérité est que, conservatoire au début, la saisie-arrêt change de caractère dans la suite et devient exécutoire. Cette théorie, qui a été quelquefois celle de la jurisprudence (1), a le mérite de tenir compte des arguments sérieux de chacune des opinions contraires et de les concilier. Son seul inconvénient est de n'être pas absolument rigoureuse, puisqu'elle fait de la saisie-arrêt une mesure tout-à-fait particulière et sans autre ana-

(1) Douai, 40 décembre 1836. Dall. Alph. N° 7.

logue. Mais le législateur a consacré lui-même ce caractère spécial par la loi du 12 janvier 1895, intitulée : « De la Saisie-Arrêt sur les salaires et petits traitements. » C'était, avant cette loi, un principe absolu que les juges de paix et les tribunaux de commerce ne pouvaient connaître de l'exécution de leurs jugements, et plus particulièrement de la validité d'une saisie-arrêt, par application de cette règle générale que les voies d'exécution sont en dehors de la sphère d'attribution des juridictions d'exception, (règle formulée quant aux tribunaux de commerce dans les art. 442 et 553 du C. Pr., et pour les juges de paix particulièrement par la loi du 25 mai 1838, relative à leur compétence). La nouvelle loi de 1895 donne compétence aux juges de paix, non-seulement pour autoriser la saisie-arrêt des petits salaires, mais même pour statuer sur sa validité (art. 9). Il faut donc qu'il y ait dans la saisie-arrêt autre chose qu'un acte d'exécution, sinon il y aurait une grave atteinte portée au principe que nous venons de poser. Mais elle est aussi autre chose, puisqu'elle doit aboutir à une exécution : elle est donc un acte mixte.

Si donc, conservatoire au début, la saisie-arrêt devient exécutoire dans la suite, quel sera le moment précis de cette transformation ? Sur ce point, nouvelle divergence d'opinions : selon les uns, cette transformations'opèrerait par l'effet du jugement de validité que le saisissant obtient contre le saisi, et qui procure au saisissant un titre exécutoire. Mais s'il en était ainsi, il faudrait reconnaître à la saisie-arrêt, dès le début de la procédure, le caractère d'acte d'exécution, quand le saisissant procède en vertu d'un titre exécutoire, acte authentique ou jugement antérieur portant condamnation.

Quatrième opinion. — Aussi, nous nous arrêterons à une opinion qui, conforme au principe, s'appuie sur les arguments vraiment solides que nous avons pu signaler dans l'exposé qui précède. La saisie-arrêt est d'abord un acte conservatoire, au moment où le saisissant défend au tiers saisi de payer le saisi. Mais à la suite de cette défense, qui se fait par exploit d'huissier, le saisissant doit dans un délai très court, dénoncer la saisie au débiteur saisi, et l'assigner en validité de la saisie-arrêt. Dans cette assignation, le saisissant demande à être payé aux dépens du saisi : la saisie devient alors une mesure d'exécution.

Telles sont les principales doctrines qui ont été soutenues sur la nature de la saisie-arrêt. Maintenant que nous avons déterminé quelle elle est à notre avis, nous allons appliquer les conséquences découlant de ce caractère mixte, et les combiner avec les principes du Droit International et ceux de notre Droit Français.

PREMIÈRE PARTIE

Conditions de validité de la Saisie-Arrêt

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS DE VALIDITÉ QUANT AUX PERSONNES QUI SONT PARTIES A LA SAISIE-ARRÊT.

La saisie-arrêt, par définition même, suppose la co-existence de trois rapports juridiques différents : elle n'exige pas nécessairement la présence de trois personnes, car les qualités de saisissant et de tiers saisi peuvent, d'après la doctrine et la jurisprudence, se trouver réunies sur une seule personne. Mais c'est là une hypothèse toute spéciale que nous laisserons de côté, pour n'envisager l'opposition que sous sa forme la plus fréquente et la plus simple, celle où trois personnes se trouvent en présence, le saisissant, le saisi et le tiers saisi.

Certaines qualités sont exigées de chacun d'eux pour qu'il puisse y avoir lieu à une saisie-arrêt. Le saisissant par exemple doit être créancier personnel du saisi. Ainsi le créancier hypothécaire ne peut saisir arrêter les sommes dues au tiers détenteur de l'immeu-

ble grevé, parce que ce détenteur n'est pas son débiteur personnel : il n'est tenu qu'accidentellement, comme ayant l'immeuble entre les mains. Mais une saisie-arrêt pourrait être pratiquée sur les fruits de l'immeuble hypothéqué aux mains des locataires et fermiers, car la sommation de payer ou de délaisser ayant eu pour effet d'immobiliser les loyers et fermages, le tiers détenteur est devenu, quant à eux, débiteur personnel du créancier hypothécaire (art. 2177, C. civ.). Si le saisissant remplit la condition exigée pour pouvoir saisir arrêter, ses représentants légaux (successeur à titre particulier ou à titre universel, mandataire, cessionnaire de sa créance) seront dans le même cas, et pourront en conséquence saisir arrêter la créance du débiteur de leur ayant cause.

Les personnes qui voient dans la saisie-arrêt une mesure d'exécution exigent aussi du créancier qu'il ait la capacité d'ester en justice. D'après eux, ne pourront faire seuls une opposition, ni la femme mariée, ni l'individu pourvu d'un conseil judiciaire ; il n'en sera pas de même du mineur émancipé qui peut intenter seul les actions mobilières (art. 482 C. civ.), or la saisie-arrêt rentre dans la catégorie de ces actions.

Pour nous, qui voyons dans la saisie-arrêt un acte mixte, nous distinguerons entre la défense de payer faite au tiers saisi qui, ne constituant qu'un acte conservatoire, pourra être faite par une femme mariée sans autorisation de son mari, ou par un prodigue sans l'assistance de son conseil, et l'assignation en validité qui, en sa qualité d'acte d'exécution, ne pourra être adressée qu'avec les assistances requises par la loi.

A la qualité exigée chez le saisissant de créancier per-

sonnel du saisi, correspond comme devant être exigée de ce dernier, la qualité de débiteur personnel du saisissant ou de la personne au nom de laquelle est pratiquée la saisie-arrêt. Seront considérés comme remplissant ces conditions les représentants légaux du saisi ou de ses héritiers.

Quant au tiers saisi, il faut qu'il soit débiteur du saisi et constitue une personne juridique différente. Ainsi le créancier d'un commerçant ne peut saisir-arrêter entre les mains de son caissier les sommes que celui-ci détient. Ce créancier, en effet, n'est pas un tiers : il est mandataire de son patron, et dans une opération juridique la personne du mandataire se confond avec celle du mandant. On admet même qu'il y a lieu de donner une solution analogue dans le cas du banquier qui fait le service de caisse de ses clients.

Telles sont très rapidement esquissées, parce que nous les supposons connues, les conditions exigées des trois parties en présence, saisissant, saisi, tiers saisi, pour que la saisie-arrêt soit possible. Mais qu'arriverait-il si ces trois personnes ne sont pas de même nationalité ? N'y aura-t-il pas lieu d'exiger d'elles, au moins de l'une d'elles, de nouvelles conditions pour qu'elle puisse effectuer une saisie-arrêt ?

Dans l'introduction, nous avons posé en principe que l'observation des lois étrangères pouvait avoir sa raison d'être. Si un rapport de droit se présente entre personnes de nationalités différentes, trois questions se posent au juge compétemment saisi :

1^o L'étranger a-t-il le droit qu'il invoque ? La solution est ici à chercher dans la législation même du juge, qui indiquera généralement, d'une façon plus ou moins

précise, quels sont les droits dont un étranger peut jouir sur son territoire.

2^o Y a-t-il lieu d'appliquer la loi étrangère? C'est ici justement qu'on devra appliquer les principes du droit international, et les combiner avec les dispositions législatives du territoire souverain où se présente le rapport de droit, pour déterminer quelle loi sera applicable.

3^o Comment arriver à la connaissance de la loi étrangère?

Les deux premières questions demandent à être étudiées de façon étendue, ce que nous ferons dans la suite; cette dernière au contraire comporte une solution rapide et immédiate. « La question de savoir quelles sont les dispositions de la loi étrangère, est considérée comme une pure question de fait qui, au point de vue de la preuve, doit être assimilée à une question de fait ordinaire », (1) sauf à rejeter l'aveu et le serment, sur lesquels le juge ne peut avoir aucun contrôle, et à donner une force particulière aux écrits et témoignages; mais en outre le devoir du juge est d'arriver, par tous les moyens en son pouvoir, à la connaissance de la loi étrangère, pour contrôler par lui-même les assertions de la partie qui l'invoque.

La législation étrangère pouvant donc parfois avoir un caractère obligatoire pour le juge, quelle sera la sanction du défaut d'application ou de l'application erronée de cette loi étrangère? Pourra-t-il y avoir lieu à un pourvoi en Cassation (2)? La Cour de Cassation ayant

(1) M. Despagnet. Précis de droit international.

(2) Belgique. Cas. 4 juin 1891. Ann. de Clunet 1892 p. 748. La violation de la loi étrangère ne peut, pas plus que celle d'une maxime juridique, donner ouverture à Cassation, sauf dans le cas où elle entraîne une contravention à la loi belge.

été créée pour maintenir l'unité de la jurisprudence française, une erreur quant à l'application de la loi étrangère ne peut pas donner ouverture à un pourvoi. Il n'en serait plus de même, si cette loi avait dû être appliquée soit en vertu d'une disposition de la loi française, soit en vertu d'un traité. La convention diplomatique régulièrement faite tient autant de la loi que du contrat, et a par conséquent un caractère obligatoire pour le juge. La violation d'un principe du Droit International peut-elle donner lieu au pourvoi ? Parmi ces principes il en est qui sont admis partout et que notre législateur a évidemment voulu consacrer. Il ne l'a pas fait positivement, mais son intention évidente résulte des termes mêmes de la loi. C'est ainsi que plusieurs articles du Code Civil (art. 47, 170, 999 par exemple) consacrent indubitablement la règle « *locus regit actum* » de même que l'art. 3 proclame l'application à l'étranger de sa loi nationale pour ce qui concerne son état ou sa capacité. La violation de tels principes aussi explicitement exprimés, pourrait certainement servir de motif à un pourvoi.

Revenons à la première question que nous avons posée : l'étranger a-t-il le droit qu'il invoque, plus spécialement dans notre hypothèse, le créancier étranger a-t-il le droit de saisir arrêter en France les sommes ou objets dûs à son débiteur français ?

Sur ce point deux opinions ont été émises (1). La première refuse au créancier étranger le droit de saisir arrêter les sommes dues à un Français, sous prétexte que

(1) Ann. de Clunet 1882, p. 55, article de M. Clunet : De la saisie-arrêt pratiquée en France par un étranger sur un Français.

le saisissant n'offre aucune surface, puisqu'il n'a aucun bien en France et peut, par un simple déplacement, se soustraire à toute poursuite. Or la saisie-arrêt peut avoir, comme nous l'avons vu plus haut, de très graves conséquences sur le crédit du saisi, et porter une grave atteinte à sa fortune. La sanction d'une saisie-arrêt faite à tort sera dans les dommages intérêts que le saisissant téméraire pourra être condamné à payer au saisi. Mais dans notre hypothèse, comment contraindre le saisissant étranger à ce paiement, s'il veut s'y soustraire ? On n'a en France aucune prise sur lui. Il y aurait donc un danger grave à permettre à un étranger de procéder à une saisie-arrêt sur un Français.

La deuxième opinion donne au contraire à l'étranger le droit de saisir arrêter en France. La situation du débiteur français n'est pas plus intéressante, que son créancier soit ou non de même nationalité que lui. Le Code de Procédure prend des précautions pour empêcher que le saisissant puisse abuser de la faculté d'empêcher le débiteur de recouvrer ses créances : il précise en effet, très strictement, les conditions dans lesquelles il pourrait y avoir lieu à saisie-arrêt ; il faut, d'après les art. 557 et 558, que le saisissant ait un titre, peu importe sa nature d'ailleurs, ou à défaut de titre, au moins la permission du juge. De telles garanties rendent injustifiées les craintes des partisans de la première opinion.

De plus, les textes sont contre eux : l'art. 2093 C. civ., qui déclare que « les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers », et l'art. 557 C. pr., qui donne à « tout créancier » sous certaines conditions déterminées, le droit de « saisir arrêter entre les mains d'un tiers, les sommes et effets appartenant à son débi-

teur ou s'opposer à leur remise », sont conçus en termes très généraux et n'excluent aucunement le créancier étranger.

Aux termes de l'art. 15 C. civ., l'étranger créancier pourra traduire le Français devant la juridiction française pour des obligations contractées en quelque pays que ce soit. L'étranger a donc pour la sauvegarde de ses droits toutes les mesures de sécurité données au créancier français : il peut poursuivre son débiteur, à plus forte raison doit-il avoir l'exercice d'une mesure en partie conservatoire, comme est la saisie-arrêt. Toujours d'ailleurs, lorsque la loi accorde un avantage à un créancier, elle a en vue la qualité de la créance et non la condition du sujet du droit. Ainsi, par exemple, l'hypothèque judiciaire appartient à la créance fondée sur un jugement rendu par un tribunal français et, l'art. 2121 C. civ. ne distingue pas si ce jugement a été rendu au profit d'un étranger contre un Français. C'est exactement dans le même sens que sont conçus les art. 2101 et suivants, C. civ. relatifs aux créances privilégiées; l'art. 819, C. pr., qui réglemente la saisie-gagerie pour loyers et fermages; l'art. 172 C. de com. aux termes duquel le porteur d'une lettre de change, protestée faute de paiement, peut en obtenant la permission du juge, saisir conservatoirement les effets mobiliers des tireurs, accepteurs et endosseurs.

Or, parmi les avantages attachés aux créances ordinaires, est la faculté de frapper d'indisponibilité, en quelques mains que ce soit, les sommes appartenant au débiteur non payant.

La première opinion est donc contraire aux textes ; elle est de plus conçue dans un esprit très étroit. A l'ap-

plier, on arriverait à retirer aux étrangers le droit de devenir créanciers en France, car enlever à une personne la sanction de son droit, c'est lui supprimer ce droit. Nous nous rallierons donc à la seconde opinion comme étant à la fois plus libérale et plus conforme aux articles cités.

Notre première question se trouve ainsi résolue dans ce sens qu'un créancier étranger a le droit de saisir arrêter en France les créances de son débiteur français; *a fortiori*, un créancier français ou étranger peut faire saisie-arrêt en France sur un étranger.

Nous arrivons à notre deuxième question : les trois personnes en présence dans une saisie-arrêt étant de nationalités différentes, le créancier ayant en principe le droit de faire opposition sur les créances de son débiteur, quelle loi devra être appliquée, quant aux conditions de forme et de fond de la saisie-arrêt?

Les mesures conservatoires sont nécessairement régies par la loi de la personne qui détient les biens sur lesquels elles sont prises. Donc, dans notre hypothèse, la saisie-arrêt sera certainement régie par la loi du tiers saisi, quant à la défense qui lui sera faite de payer. Mais la saisie-arrêt rentre-t-elle sous la même loi, dès l'instant où elle devient mesure exécutoire?

Les voies d'exécution relèvent de la loi du lieu où l'exécution s'accomplit, car elles se rattachent à l'ordre public; or ce lieu est nécessairement celui où se trouvent les biens du débiteur soumis à l'exécution. Celle-ci n'a d'effet que par l'énergie de la loi qui a prise sur les biens à saisir. S'agit-il d'immeubles, l'art. 3 C. civ., nous dit qu'ils seront, même ceux possédés par des

étrangers, régis par la loi française, c'est-à-dire la loi de leur situation, la *lex rei sitae*.

Mais la saisie-arrêt ne porte que sur des meubles; or le Code ne s'est pas expliqué sur les choses mobilières appartenant à des étrangers. Il faut certainement leur appliquer aussi la *lex rei sitae*, mais quelle est leur situation? En ont-ils une qui leur soit propre, ou doivent-ils être rattachés à ce point de vue au lieu du domicile de leur propriétaire? La question est très vivement controversée; deux opinions se sont fait jour, que nous allons exposer et discuter.

D'après la première, soutenue par Fœlix (1), les meubles sont régis par la loi du domicile de leur propriétaire : « La règle, d'après laquelle la loi du territoire régit tous les biens qui y sont situés, s'applique uniquement aux immeubles et ne s'étend pas sur les meubles. » Ceux-ci en effet n'ont pas d'assiette fixe; les soumettre à la loi du lieu où ils se trouvent, aurait pour résultat d'enlever toute stabilité à leur législation, car ils passent très facilement d'un pays dans un autre. On leur donnera plus de fixité en les rendant nécessairement dépendants de la personne à qui ils appartiennent : chaque individu est légalement censé avoir réuni sa fortune au lieu de son domicile, c'est-à-dire au lieu de son principal établissement, et ses biens meubles doivent être considérés comme se trouvant au même endroit. « Peu importe si de fait ils se trouvent oui ou non au dit lieu. Par une fiction légale, on les considère comme suivant la personne et comme étant soumis à la même loi qui régit l'état et la capacité de cette personne, (celle à qui les meubles

(1) Tome 1, n° 61.

appartiennent), et nous avons vu que cette loi est celle du domicile. » Sans doute, ce domicile lui-même est variable, mais il l'est sensiblement moins que le lieu où se trouvent les meubles eux-mêmes.

Cette doctrine peut s'appuyer en outre de l'autorité de Merlin, qui a écrit dans son répertoire de jurisprudence que « l'art. 3 du Code civil se réfère au principe général que les propriétés mobilières suivent la personne et sont censées n'avoir d'autre situation que celle de son domicile. » Ce principe enfin a été consacré par la jurisprudence d'une façon presque absolue, quant aux questions de succession. Il est universellement admis maintenant que les meubles d'un défunt sont régis par la loi du lieu de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire par la loi de son domicile, même quand il est situé à l'étranger. « *Mobilia ossibus inhærent.* »

Un second système (1) prétend appliquer aux meubles comme aux immeubles la loi de leur situation : suivant lui, le motif serait le même pour les uns que pour les autres, c'est l'application du principe de la souveraineté nationale. M. Marcadé s'exprime ainsi sur ce point : « Les meubles, tant qu'ils se trouvent en France, nous paraissent soumis, absolument comme les immeubles, à la loi française ; ce sont des choses, qui doivent être régies par la loi des choses, par la loi réelle du pays. Ainsi les meubles d'un étranger résidant en France n'y pourront être saisis et vendus que conformément à la loi française ; on n'aurait point à consulter là-dessus la loi du pays de l'étranger. » (2). Il faut bien que les meubles soient soumis à une loi quelconque. Dans le silence du

(1) V. Roger, n° 207 *ter*.

(2) Marcadé, tome 1, p. 55.

législateur, il semble tout naturel de se laisser guider par l'analogie et d'appliquer le même principe qu'aux immeubles. On objecte que les biens mobiliers, par leur nature même, échappent facilement à l'action des lois : mais est-ce un remède à cet inconvénient que de les considérer comme fictivement attachés au domicile de leur propriétaire, puisqu'il peut aussi changer ? Il y a même là manque de logique : un propriétaire peut avoir ses biens, même meubles, dans un pays autre que celui de son domicile. Comment la première opinion veut-elle que les lois de l'Etat du domicile puissent aller régir des biens qui ne sont pas sur son territoire ? « C'est avec le souverain du pays où ils (les meubles) se trouvent, qu'ils sont réellement en relation, c'est à sa puissance que réellement et par le fait ils sont soumis ; on ne peut donc, à moins de règles formelles posées à cet égard par les divers législateurs, les déclarer soumis par fiction à l'autorité d'un autre. » (1)

Cette dernière opinion a pour elle d'être très logique, mais la première est préférable au point de vue de l'application pratique. Elle soumet tous les biens meubles d'une personne à une loi unique à laquelle ils ne peuvent pas se soustraire, au lieu de les faire régir par une série de lois d'autant plus difficiles à connaître que, par le moindre déplacement de ses biens mobiliers, le propriétaire peut les faire échapper à l'application de telle ou telle loi. Aussi la jurisprudence a-t-elle admis l'opinion de Foelix.

Mais en matière de saisie-arrêt, le point de vue est tout différent. Il ne s'agit plus de savoir quelle est la loi

(1) Marcadé, *idem*.

qui régira les meubles considérés en eux-mêmes, dans leur état pour ainsi dire, mais quelle sera la loi applicable à une voie d'exécution dirigée contre eux. Foelix lui-même déclare d'ailleurs que la règle du domicile du propriétaire « est sans application à tous les cas où les meubles n'ont pas un rapport intime avec la personne du propriétaire, par exemple, lorsque la propriété des meubles est réclamée et contestée, lorsqu'on invoque la maxime qu' « *en fait de meubles possession vaut titre* », lorsqu'il s'agit d'exercer un droit de gage, des privilèges ou des voies d'exécution sur les meubles, d'en prohiber l'aliénation, d'en prononcer la confiscation. Dans tous ces cas, la fiction cesse, et il faut appliquer la loi du lieu où les meubles se trouvent effectivement. » (1) Il s'agit là en effet, de questions dans la solution desquelles est engagée la notion d'ordre public.

D'ailleurs, dans le cas tout particulier de la saisie-arrêt, l'application de la loi du domicile du propriétaire des biens meubles entraînerait des complications et des distinctions peu pratiques. Quel est en effet le propriétaire des biens meubles saisis arrêtés ? Est-ce le tiers saisi, est-ce le saisi ? La réponse variera suivant que le tiers saisi sera détenteur d'objets appartenant au saisi, ou au contraire sera son débiteur, et dans ce dernier cas, suivant qu'il s'agira d'objets déterminés ou non. S'agit-il d'une chose déterminée, le créancier en est devenu propriétaire dès l'instant du contrat ; s'agit-il d'une chose indéterminée, il ne sera propriétaire que lorsque la tradition aura opéré la détermination des objets dûs. En admettant que les conditions nécessaires à la saisie-arrêt seront

(1) Foelix, tome 1, n° 62.

régies par la loi de la situation des biens saisis, on évite toutes ces distinctions qui constituent, dans le domaine des affaires courantes, une subtilité exagérée.

Notons que souvent, la solution à donner à notre controverse ne présente pas beaucoup d'intérêt pratique, car dans la majorité des cas, la loi du lieu de la situation des biens se confond avec la loi du domicile de leur propriétaire. C'est notamment ce qui se produit dans les hypothèses nombreuses où le tiers saisi est débiteur à l'égard du saisi d'une somme d'argent. C'est presque toujours dans la pratique, sur de telles créances que le saisissant effectue une saisie arrêt. Aussi la jurisprudence a-t-elle été amenée à admettre, que la législation à suivre dans une opposition, quand les parties ne sont pas de même nationalité, est celle du pays du tiers saisi. Cette théorie concilie toutes les opinions, puisque la loi suivie sera presque toujours à la fois celle du domicile du propriétaire et celle de la situation des biens. Pour qu'il n'en fût pas ainsi, il faudrait faire cette hypothèse très rare que les biens mobiliers dont il s'agit sont dans un pays, alors que leur propriétaire est dans un autre : il y aurait alors lieu selon nous d'admettre l'application de la loi du lieu de la situation des biens. C'est ce qu'a fait d'ailleurs un arrêt de la Cour suprême d'Autriche du 12 décembre 1876 (1). A, de nationalité autrichienne et commerçant, avait actionné B et C, tous deux Français et commerçants à Paris, en paiement d'une dette devant le tribunal de commerce de Vienne. Durant le procès, le demandeur réclama du tribunal l'autorisation de former une saisie-arrêt sur les marchan-

(1) Ann. de Clunet, 1801. p. 177.

dises de ses débiteurs qui se trouvaient à Vienne entre les mains de D. Sa demande fut rejetée pour ces motifs, spéciaux à la loi autrichienne, qu'il ne prouvait pas qu'il n'y eût pas d'autre moyen pour lui de se faire payer, et qu'il n'établissait pas l'existence de sa créance conformément aux art. 283, 284, 285 de l'*Allgemeine Gerichtsordnung*. A se pourvut en cassation, alléguant que de semblables preuves n'étaient pas exigées d'un Français, pour qu'il pût faire en France saisie arrêt sur les objets appartenant à son débiteur autrichien. Il en concluait qu'en Autriche, un Autrichien devait jouir du même avantage et pouvait pratiquer une saisie arrêt au préjudice d'un Français sans aucune condition de preuve. La Cour suprême repoussa le pourvoi en se fondant sur ce que la saisie-arrêt, pratiquée sur des objets mobiliers se trouvant en Autriche, est régie par la loi autrichienne alors même que ces objets appartiennent à un étranger.

Dans sa solution, cet arrêt se rattache à deux principes de droit international qui sont incontestables ; 1^o Les objets mobiliers, considérés individuellement (1), sont régis par la loi du pays où ils se trouvent, *lex rei sitae*.

2^o C'est la loi du pays où se trouve un bien qui sert à déterminer les conditions et les formes de la saisie de ce bien.

Donc, que la saisie-arrêt soit pratiquée par un Français sur un étranger, par un étranger sur un Français, ou par un étranger sur un autre étranger, le tiers

(1) Une théorie intermédiaire distingue selon qu'il s'agit de meubles considérés comme universalité ou de meubles considérés individuellement. Dans le premier cas seulement, il y aurait lieu d'appliquer la loi du domicile du propriétaire.

saisi ayant son domicile en France, c'est la loi française qui sera applicable quant aux conditions nécessaires pour la validité d'une saisie-arrêt.

Celle-ci doit s'effectuer en vertu de titres authentiques ou privés (art. 557), mais à leur défaut l'autorisation du juge du domicile du débiteur et même de celui du domicile du tiers saisi (art. 558), pourra suffire au créancier comme fondement de sa saisie-arrêt.

Nous avons vu que le juge de qui un étranger sollicite la permission de frapper d'indisponibilité la fortune d'un Français, ne peut la lui refuser sous prétexte qu'il est étranger; le fait que le créancier, dans de telles conditions, ne présente aucune surface pour le cas où ses tentatives d'exécution seraient injustifiées, ne suffit pas, quoi qu'on en ait dit, pour enlever à un créancier étranger le droit d'user de la saisie-arrêt contre son débiteur; mais le juge ne devra-t-il pas, pour parer à l'inconvénient que nous venons de signaler, poser comme condition de la mesure qu'il accorde, le dépôt préalable d'une caution?

La loi délimite exactement les cas où le juge doit exiger une caution, et celui-ci n'a certainement pas le droit de les étendre. Aux termes des articles 16 du Code civil et 166 du Code de procédure, il faut qu'il y ait instance engagée et que l'étranger soit demandeur. La requête afin de saisie-arrêt n'a pas le caractère d'une instance; il n'y a donc pas lieu au dépôt d'une caution. Le législateur a pensé que le juge, avant d'accorder son autorisation, se renseignerait sérieusement sur la qualité du requérant, et ne lui accorderait la permission demandée, qu'après avoir acquis la double conviction qu'il est créancier et en même temps solvable pour réparer le

dommage que pourrait causer la saisie-arrêt, si par hasard elle n'était pas fondée. C'est là, a-t-il semblé au législateur, une sauvegarde suffisante des intérêts du débiteur saisi. « Si le Président pense que le requérant lui a demandé, comme il arrive quelquefois, une permission avec la croyance de perdre sa cause, mais dans l'intention secrète de nuire au saisi sans réparation possible pour celui-ci, il refusera toute autorisation en se bornant à déclarer qu'il n'y a lieu à la donner; si, au contraire, il voit en lui un créancier sérieux, et dans l'intérêt duquel une saisie-arrêt soit vraiment nécessaire, pourrait-il ajouter à ces conditions suffisantes une condition nouvelle telle qu'une caution, lorsque dans aucune autre espèce de saisie, la loi ne l'impose au saisissant téméraire, fût-il même étranger? (1) »

Mais il n'en est plus de même quand on arrive à la demande en validité : ici il y a véritable instance engagée, et le demandeur est, par hypothèse, étranger. Un jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 9 février 1881 (2), décide que la caution *judicatum solvi* est due par l'étranger demandeur à la validité d'une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'une créance même commerciale. « Attendu, dit le jugement, qu'il est de principe que les Tribunaux civils sont exclusivement compétents, pour statuer sur la validité d'une saisie-arrêt, alors même que par la nature commerciale de la créance, le surplus des contestations entre le saisissant et le saisi pourrait rentrer dans la compétence de la juridiction consulaire.... » Observons que l'intérêt de ce jugement

(1) Roger, n° 153.

(2) Ann. de Cluget, 1882. P. 72.

est rétrospectif. Il consiste en ce fait que, lorsqu'il a été rendu, aux termes des articles 16 du Code civil et 423 du Code de procédure, l'étranger demandeur était, en matière de commerce, affranchi de l'obligation de fournir caution. Mais la loi du 5 mars 1895 a depuis lors fait disparaître cette exception aux règles générales sur la caution ; elle s'exprime ainsi :

Art. 1^{er}. — L'article 16 du Code civil est ainsi modifié :
« En toutes matières, l'étranger qui sera demandeur principal ou intervenant, sera tenu de donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès, à moins qu'il ne possède en France des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce paiement.

Art. 2. — L'article 423 du Code de procédure civile est abrogé.

Bien plus, si le débiteur français, assigné en validité, demande la main-levée de la saisie-arrêt, il n'y en a pas moins lieu à caution de la part du créancier étranger, car, comme nous le verrons plus tard, il n'en reste pas moins demandeur (1).

Mais, « bien que l'étranger qui a fait une saisie-arrêt sur un Français puisse être tenu de donner caution sur

(1) Paris, 22 janvier 1876. Ann. de Clunet, 1877, p. 142. L'étranger originairement défendeur à une validité de saisie-arrêt ne change pas sa situation juridique en devenant demandeur en main levée de l'opposition pratiquée sur lui. Il continue seulement à se défendre et ne doit pas la caution *judicatum solvi*.

Par application inverse du même principe, (Seine, 17 mai 1879, Ann. de Clunet, 1879, p. 341) le saisi français qui introduit devant le Tribunal français une demande incidente tendant à faire déclarer que le saisissant étranger sera non-recevable en sa demande en validité s'il ne fournit pas la caution *judicatum solvi*, est fondé à exiger cette caution.

Bruxelles, 26 mars 1890, id. 1890, p. 850. L'étranger demandeur en validité de saisie-arrêt est tenu de fournir la caution *judicatum solvi*, la créance pour la conservation de laquelle a été faite la saisie fût-elle même de nature commerciale.

l'instance en validité, il ne reste pas déchu de son action, s'il ne fournit pas la caution dans le délai fixé par le jugement qui l'a ordonnée. Il y a lieu seulement à non procéder sur sa demande (1). »

Un étranger assigné en France en validité de saisie-arrêt par un autre étranger peut-il aussi exiger la caution *judicatum solvi* (2) ?

Dans le sens de l'affirmative, on dit que les articles 16 du Code civil et 166 du Code de procédure sont généraux et s'appliquent à tous les étrangers demandeurs. Les motifs sont les mêmes : le défendeur étranger, pas plus que le défendeur français, n'a moyen de recouvrer les dommages-intérêts qui pourraient lui être dus en raison d'un mauvais procès qu'un autre étranger lui aurait suscité. L'ancien droit d'ailleurs permettait au défendeur étranger d'exiger la caution *judicatum solvi* du demandeur également étranger.

Les partisans de la négative observent que le fait de plaider en France n'est qu'une faculté pour l'étranger, que par conséquent le défendeur qui accepte de comparaître devant un tribunal français sait à quoi il s'engage. L'article 16 du Code civil, d'après la place qu'il occupe au titre de la jouissance des droits civils, semble être une loi civile française, dont le bénéfice ne peut être réclamé qu'en vertu soit de traités, soit de la loi française elle-même. Ajoutons enfin que la situation du demandeur est aussi critique que celle du défendeur, qui pourra lui aussi se soustraire à l'effet de la condamnation, et qu'en conséquence Pothier enseignait « que lorsque deux

(1) Bordeaux, 23 juin 1828. Roger, n° 155.

(2) V. Demolombe, tome I, n° 255.

étrangers plaident ensemble, si le défendeur exige la caution du demandeur, il ne peut l'y faire condamner qu'il ne l'offre respectivement de son côté. » Nous nous rallierions volontiers à la doctrine de Pothier.

Le tiers saisi étant domicilié en France, nous avons vu que le juge français pouvait, en toute liberté, autoriser le créancier étranger à faire saisie-arrêt sur son débiteur français, ou le créancier français sur son débiteur étranger, mais cette permission pourra-t-elle être accordée au créancier étranger qui veut pratiquer en France une saisie-arrêt sur un autre étranger?

La question se pose, car elle est liée à cette controverse que nous discuterons dans un chapitre suivant : les tribunaux Français sont-ils compétents pour juger des contestations entre étrangers?

Quelle que soit la solution de cette question, il est un point incontestable pour nous, qui voyons dans la première partie de la saisie-arrêt une mesure conservatoire : c'est que le juge peut autoriser le créancier étranger à défendre au tiers saisi français ou au moins domicilié en France, de payer ce qu'il doit à son débiteur étranger. Il est admis en effet que les tribunaux français sont en tout cas compétents pour autoriser des mesures provisoires et urgentes. Mais sur cette permission du juge, le créancier pourra-t-il appuyer son assignation en validité?

Nous avons vu plus haut que le créancier étranger pouvait saisir arrêter sur un autre étranger. Cela ne saurait faire de doute, quand il a un titre de créance quelconque ; la question ne se pose que lorsqu'il y a lieu, faute de titre, d'obtenir autorisation et évaluation du juge. Mais le tiers saisi étant en France et par hypo-

thèse les biens à saisir arrêter s'y trouvant également, c'est la loi de ce pays qui doit les régir. Les magistrats étrangers n'ont aucun pouvoir à l'encontre du tiers saisi ; les magistrats français au contraire auront toute compétence pour autoriser une telle saisie-arrêt. La question de savoir si les tribunaux français pourraient valider la saisie-arrêt faite par un étranger sur un autre étranger, est ici réservée et sera étudiée dans la suite.

Ainsi nous admettons qu'un juge peut autoriser une saisie-arrêt entre un créancier et un débiteur, tous deux de nationalité différente de la sienne, si le tiers saisi au moins est domicilié dans le pays où le juge exerce ses pouvoirs. La jurisprudence belge est d'accord avec nous. La Cour de Bruxelles a décidé, le 14 décembre 1871 (1), que les tribunaux belges sont compétents pour ordonner, même entre étrangers, mais sur des objets ou valeurs se trouvant en Belgique, l'exécution d'obligations contractées en pays étranger. Ils peuvent donc autoriser une saisie-arrêt sur ces valeurs, si l'étranger qui requiert ces mesures conservatoires, justifie d'un titre apparent.

Cet arrêt avait été rendu sur les faits suivants : deux navires s'étaient abordés en face de Flessingue, dans les eaux hollandaises. Badlington, capitaine du navire anglais abordé, pratiqua une saisie-arrêt ès mains d'un courtier d'Anvers sur Scarzuolo, Italien abordeur, et ce, en vertu d'une autorisation du Président du tribunal d'Anvers. Arrêt de la Cour de Bruxelles déclarant d'abord que les tribunaux belges sont incompétents pour décider le fond de la réclamation, c'est-à-dire décider s'il y a eu obligation contractée en pays étranger,

.. (1) Ann. de Clunet 1874, p. 83.

comme n'étant ni le tribunal du défendeur, ni celui du demandeur, ni celui du lieu où a été contractée l'obligation. Badlington, assigné en main levée, demande que la saisie-arrêt tienne état jusqu'à décision sur le fond par les juges compétents.

Sur la validité, en la forme : un jugement du tribunal d'Anvers du 14 novembre 1871, confirmé par arrêt du 14 décembre, décide que d'après une jurisprudence constante, par application des art. 3 et 59 du C. Pr. belge, les tribunaux belges sont compétents pour ordonner, même entre étrangers, mais sur des objets ou valeurs se trouvant en Belgique, l'exécution d'obligations contractées ou de jugements rendus à l'étranger ; que l'exécution présuppose les mesures préliminaires indispensables pour assurer la conservation du gage et le placer sous la main de justice ; que pour légitimer ces mesures, il suffit d'un titre apparent, de la vraisemblance du droit dont on peut, dans un délai rapproché, fournir une preuve complète ou un titre exécutoire. En fait, Badlington a été forcé de relâcher à Anvers ; là, a eu lieu une expertise, conformément à l'art. 414 C. Com. belge qui l'autorise, au lieu de débarquement. Cette expertise établit une présomption de faute contre Scarzuolo : art. 407 C. Com. (1) ; dans le doute, Scarzuolo est débiteur de moitié. Il résulte de ces faits, que Badlington ne demande qu'à obtenir par les voies les moins onéreuses, l'exécution des lois de la mer ; que Scarzuolo

(1) Le Code de Commerce belge identique quant à ces articles au Code français, ne fait que codifier les usages adoptés par tous les peuples commerçants. Il est en cela conforme au Code hollandais. « S'il y a doute dans les causes de l'abordage, le dommage est réparé à frais communs et par égale portion par les navires qui l'ont fait et supporté. » Art. 407 C. Com. § 3.

prouve l'intention de s'y soustraire ; l'équité demande que le gage reste provisoirement sous la main de justice. Le tribunal ordonne que la saisie-arrêt tiendra état jusqu'à décision au fond ; donne à Badlington, saisissant, un mois à dater du jour de l'arrêt pour rapporter cette décision ou justifier de ses diligences ; Condamne Scarzuolo aux dépens du jugement ; réserve ceux des actes conservatoires. — Arrêt confirmatif de la Cour de Bruxelles sur la compétence.

Cette décision nous paraît parfaitement fondée en fait et en droit, et vient confirmer ce que nous avons dit, que, lorsque les parties en présence dans une saisie-arrêt sont de nationalité différente, c'est la loi du domicile du tiers saisi qui doit régler les conditions de validité de cette saisie-arrêt. C'est là un principe de droit international, applicable par conséquent non seulement en France, mais admis maintenant par la jurisprudence de tous les États.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE VALIDITÉ DE LA SAISIE-ARRÊT QUANT AUX QUALITÉS REQUISES DE LA CRÉANCE.

Nous avons vu dans le chapitre précédent quelles étaient les conditions exigées des parties pour qu'il puisse y avoir saisie-arrêt, et que, celles-ci étant remplies, la nationalité étrangère ne mettait obstacle ni dans le saisissant ni dans le saisi, ni à plus forte raison dans le tiers saisi pourvu qu'il fut domicilié en France, à l'exercice d'une saisie-arrêt. Il nous faut étudier maintenant quelles sont les conditions que doit remplir la créance du saisissant, les qualités qu'elle doit présenter, pour que l'intéressé puisse employer la voie de l'opposition en vue d'obtenir ce qui lui est dû. Dans les cas que nous avons à étudier spécialement, c'est-à-dire lorsque les parties en présence ne sont pas de même nationalité, les exigences de la loi appliquée peuvent être en désaccord avec la réalité des faits. Ce chapitre II a pour but de rechercher les moyens de faire disparaître cet antagonisme entre la situation réelle des parties et les conditions de validité nécessaires d'après la loi française, (la seule que nous ayons à considérer, puisque nous n'abordons que très secondairement la législation comparée), dans les cas déjà déterminés d'ailleurs où elle est

applicable, c'est-à-dire lorsque le tiers saisi est domicilié en France.

Les qualités exigées de la créance par notre Code de procédure, pour qu'il puisse y avoir lieu à saisie-arrêt, sont de deux sortes : les unes sont intrinsèques à la créance elle-même, les autres ont trait à la façon dont elle est constatée. En raison de cette distinction, le chapitre actuel aura deux paragraphes, de très inégale longueur d'ailleurs, car c'est plus au point de vue du mode de constatation d'une créance qu'au point de vue de ses qualités intrinsèques, que peuvent surgir des conflits de législation.

§ 1^{er}. — *Conditions exigées de la créance
elle-même.*

L'art. 551 C. Pr. exige de toute créance, pour qu'il y ait lieu à une saisie quelconque, qu'elle réunisse trois caractères : elle doit être certaine, liquide et exigible. En ce qui concerne la saisie-arrêt, l'art. 559 admet une liquidation provisoire faite par le juge.

1^o La créance du saisissant doit être certaine : est telle, la créance qui existe réellement et ne peut être légitimement contestée. Nous disons légitimement, car pour gagner du temps, un débiteur peut toujours contester sa dette.

C'est au tribunal qui sera dans la suite appelé à statuer sur la saisie, qu'il appartiendra d'apprécier si les contestations soulevées contre l'existence de la créance, au moment où le créancier a fait saisie-arrêt, étaient, ou non, nous ne dirons pas fondées, car un débiteur peut

toujours s'illusionner sur la valeur de ses récriminations, mais sérieusement opposées. Pour qu'une saisie-arrêt puisse être validée, il faut que la créance ait présenté dès le début, c'est-à-dire dès la défense faite au tiers saisi de payer, le caractère de certitude.

Les créances éventuelles ou conditionnelles, c'est-à-dire subordonnées pour leur naissance à un événement futur et incertain prévu par la loi ou par la convention des parties, ne constituent pas des créances certaines. Elles ne justifieraient donc pas une assignation en validité, mais suffiraient comme fondement d'une mesure conservatoire telle que le simple exploit du saisissant au tiers saisi. (1180 C. C.) La jurisprudence est même allée plus loin et a validé des saisies-arrests pratiquées en vertu de créances conditionnelles (1). C'est là certainement étendre d'une manière abusive le caractère conservatoire que nous ne reconnaissons qu'à la première partie de la saisie-arrest.

A plus forte raison, une créance qui est contestée devant un tribunal ne saurait, en principe, donner lieu à une saisie-arrest, et il semble que les juges, appelés à statuer sur sa validité, devraient l'annuler purement et simplement. En fait, il peut arriver que la difficulté ait été soulevée par pur esprit de chicane de la part du débiteur et que, bien que contestée, la créance ne soit pas contestable. Le tribunal, juge de la validité, devra, avant de statuer, examiner si le débat est sérieux, ou n'est qu'un moyen dilatoire employé par le débiteur, et, s'il est convaincu de ce dernier caractère, surseoir au juge-

(1) Caen 20 août 1847. Dal. 49. 2. 21.

ment de la question de validité, jusqu'à ce que justice ait été faite par le juge du fond des échappatoires invoqués par le débiteur, qui cherche à ne pas payer ce qu'il doit. Est-il persuadé au contraire que la contestation est sérieuse, il devra annuler sur le champ la saisie-arrêt et en prononcer la main levée. Mais qu'arrivera-t-il si, alors qu'un tribunal Français est compétemment saisi de la question de validité de la saisie-arrêt, le débiteur saisi soulève des difficultés quant au fond devant un tribunal étranger? Les juges Français devront-ils nécessairement prononcer la main levée de la saisie-arrêt, ou auront-ils le même pouvoir d'appréciation que si la difficulté était soulevée devant un tribunal Français? En sursoyant au prononcé de sa sentence quant à la validité, ce tribunal ne préjuge en aucune façon la question du fond réservée aux juges étrangers, et ne porte par conséquent aucune atteinte à la souveraineté de l'État dont ces juges relèvent. Bien plus, le jugement de sursis laisse plus entière la liberté d'appréciation du juge du fond que ne le ferait la main levée immédiate de la saisie-arrêt.

Mais, si la juridiction étrangère rend une décision favorable au créancier, le tribunal français devra-t-il valider nécessairement la saisie-arrêt? La créance a-t-elle acquis le caractère de certitude par la reconnaissance qui en a été faite à l'étranger?

La solution que chacun pourra donner à cette question, dépendra du système admis sur la nature de la saisie-arrêt. Est-ce une mesure conservatoire? Le jugement étranger qui déclare la créance certaine ne servant de fondement qu'à une mesure conservatoire, n'a pas besoin d'être soumis à la révision et à l'exéquatur et sur

sa simple production, la saisie-arrêt devra être validée. Est-ce au contraire une mesure d'exécution ? Une décision étrangère ne peut être de plein droit exécutoire sur le territoire d'un autre État sans qu'il y ait atteinte portée à la souveraineté de cet État. Aussi la jurisprudence française admet-elle que, pour qu'un jugement étranger puisse donner lieu à un acte d'exécution en territoire français, il faut qu'il y ait eu auparavant révision du jugement par les tribunaux français ; mais dans quelle mesure ? C'est ce que nous verrons plus tard. Avant de se décider sur la question de validité de saisie-arrêt, les juges français devront donc procéder à un examen du jugement étranger, et ce n'est qu'en cas de conclusion favorable après révision, qu'il y aura lieu de valider la saisie-arrêt.

Quelque opinion que l'on puisse avoir sur la légitimité du système de révision des jugements étrangers, il faut néanmoins se rallier à l'opinion qui vient d'être exposée, quand on considère comme nous, que la saisie-arrêt devient dans sa seconde phase, la seule à considérer ici puisqu'il s'agit de sa validité, une mesure d'exécution. Nous verrons dans la suite que, tant que cette révision n'a pas eu lieu, le jugement étranger n'a pas, quoi qu'on en ait dit, la valeur même d'un titre privé : le créancier ne peut lancer l'exploit de saisie-arrêt qu'avec la permission du juge, et les tribunaux français, appelés à statuer sur la validité, devront surseoir à se prononcer, jusqu'à ce que le jugement étranger soit déclaré exécutoire en France.

La jurisprudence est cependant moins sévère : elle admet que « la saisie-arrêt pratiquée sur un étranger, en vertu de jugements rendus contre lui en pays étran-

ger, non encore rendus exécutoires en France au moment de la saisie, est valable, pour cette raison que le tribunal saisi peut ordonner l'exécution de ces jugements, en même temps qu'il prononce la validité de la saisie-arrêt. » (1).

Bien entendu, d'une façon générale, les juges appelés à statuer sur la demande d'exéquatur pour un jugement rendu en dehors du territoire de l'État qui leur a délégué ses pouvoirs, ne pourront l'accorder que si le jugement dont s'agit a acquis, dans le pays où il a été rendu, force de chose jugée, et n'est plus en conséquence susceptible d'aucune voie de recours. Sinon, qu'arriverait-il au cas où, les juges ayant accordé l'exéquatur au jugement, celui-ci était postérieurement annulé par décision d'un tribunal supérieur étranger ? On se trouverait en face d'une situation inextricable. Ainsi peut se trouver retardé, dans notre hypothèse d'un jugement rendu dans un pays et d'une saisie-arrêt à pratiquer, comme conséquence de ce jugement, dans un autre pays, le moment où la créance acquerra le caractère de certitude que certaines législations, comme la nôtre, exigent pour qu'une voie d'exécution soit possible. Si en effet, quelques Codes de procédure, comme celui de l'Empire d'Allemagne, n'admettent aucune voie d'exécution tant que le jugement est susceptible d'une voie de recours quelconque, (art. 645 C. de 1877,) d'autres codes comme le nôtre considèrent que l'appel interjeté ou l'opposition formée sont seuls suspensifs d'exécution, non les délais d'appel ou d'opposition, sous réserve des dispositions de l'art. 548 C. pr. civ. Le jugement de première instance

(1) Lille, 4 juin 1885. Dal. sup. rép. N° 446.

constatant l'existence d'une créance lui donne donc, en France par exemple, caractère suffisant de certitude pour autoriser une exécution forcée, tant que l'exercice d'une voie de recours par le perdant n'est pas venue le lui enlever.

2^o La créance du saisissant doit être liquide, c'est-à-dire déterminée non-seulement dans son existence, mais aussi dans sa quotité.

L'art. 551 C. pr. exige pour toute saisie ce caractère de liquidité, mais l'art. 559 permet en cas de saisie-arrêt d'y suppléer par une évaluation provisoire du juge. Quel sera le juge compétent pour faire cette liquidation? L'art. 559 étant muet sur ce point, il faut en conclure que la loi veut qu'on se reporte par analogie à l'art. 558. Ce sera le même juge que celui qui peut permettre la saisie-arrêt, c'est-à-dire le Président du tribunal du saisi ou celui du tribunal du tiers saisi. Il ne faudrait pas conclure de là que la liquidation provisoire n'est exigée qu'au cas où la saisie-arrêt ne peut être effectuée sans l'autorisation du juge. Elle l'est même lorsque le débiteur a un titre, si sa créance n'est pas liquide.

La liquidation provisoire faite par un juge étranger suffirait-elle pour la régularité d'une saisie-arrêt faite en France? Les fonctions d'un juge au civil peuvent être de deux sortes : ou il sera appelé à trancher un différend entre deux ou plusieurs personnes, il fera alors acte de juridiction contentieuse; ou il devra soit répondre à des demandes d'autorisation pour certains actes, soit prendre telle ou telle mesure vis-à-vis de certaines personnes sans que nul ne s'y oppose : il fera alors acte de juridiction gracieuse. Dans le premier cas, il rendra un jugement entraînant condamnation de l'une des parties;

dans le second, il rendra une ordonnance accordant ou refusant la permission demandée, par exemple celle d'effectuer une saisie-arrêt, ou répondant à une question qui lui a été posée, par exemple, l'évaluation provisoire de la créance à saisir-arrêter, ou prenant telle précaution dans une circonstance déterminée.

Les décisions d'un juge étranger émanant de ses pouvoirs de juridiction contentieuse, ne peuvent être exécutées *de plano* en France. Il y aurait là atteinte portée à la souveraineté de l'Etat qui, ayant délégué ses pouvoirs à certaines personnes par lui choisies, n'est tenu aucunement de reconnaître l'autorité des délégués des autres Etats. Mais, doit-il en être de même pour les actes de juridiction gracieuse, tels que la liquidation provisoire de la créance pour sûreté de laquelle est pratiquée une saisie-arrêt? Faite par un juge étranger, cette évaluation devra-t-elle être acceptée par les juges de la validité, ou ne devra-t-il au contraire en être tenu aucun compte? De tels actes de juridiction gracieuse n'engagent en rien la souveraineté d'un Etat; dans notre hypothèse particulièrement, on ne voit pas pourquoi on n'admettrait pas l'évaluation par un juge étranger. Bien entendu, si elle est inexacte, les intéressés pourront la contester : dans ce cas, il pourra y avoir une instance, et l'on se trouvera alors en face d'un acte de juridiction contentieuse.

3^e La créance du saisissant doit être exigible. C'est encore aux termes de l'art. 551 C. pr. que ce caractère d'exigibilité est nécessaire. Pour qui veut voir dans la saisie-arrêt une mesure exclusivement conservatoire, cette exigence de la loi est difficile à expliquer, car le créancier à terme peut certainement prendre des me-

sures conservatoires. Les partisans de la nature mixte de la saisie-arrêt sont obligés d'admettre ici une prédominance du caractère de mesure d'exécution, explicable seulement par la gravité de ses effets.

§ 2. — *Conditions exigées de la créance
quant au mode de constatation.*

Aux termes des art. 557 et 558, le créancier qui veut faire saisie-arrêt doit être muni d'un titre authentique ou sous-seing privé, ou, à défaut de titre, obtenir la permission du juge du domicile du débiteur ou du domicile du tiers saisi.

Ce titre servira de preuve de l'existence de la créance, et cette exigence de la loi a pour but justement d'empêcher le créancier d'agir trop précipitamment contre son débiteur. La nécessité d'avoir un titre, ou sinon d'obtenir la permission du juge, le forcera de réfléchir avant d'aller porter au crédit de son débiteur une atteinte aussi grave que celle que peut lui causer une saisie-arrêt. Cette disposition de la loi est certainement applicable au créancier étranger qui veut faire saisie-arrêt en France sur son débiteur étranger ou français. Mais quels seront les titres qui pourront lui permettre de saisir-arrêter? Devra-t-il avoir des titres français, ou les titres étrangers qui suffisent à constater sa créance dans son pays auront-ils la même valeur en France? A défaut de titre, quel sera le juge qui pourra donner au créancier étranger la permission de saisir-arrêter? Ce sont là deux questions bien distinctes, que nous allons examiner successivement.

A). Quelle sera la valeur en France des titres étrangers du créancier?

Une créance peut être constatée soit par un titre authentique, soit par un titre sous-seing privé, soit enfin par un jugement.

1° Titres authentiques ou sous-seing privé.

On appelle titre ou acte (*instrumentum*), l'écrit qui constate un fait accompli. Les actes authentiques sont ceux qui émanent régulièrement de personnes revêtues d'un caractère public et ayant reçu de la loi mission de constater officiellement certains faits. (1). Ceux-ci sont d'ordre judiciaire, c'est-à-dire se rapportant à une instance, ou d'ordre extra-judiciaire, c'est-à-dire relatifs soit à une question d'état, comme une naissance, un mariage ou un décès, soit à tout autre situation juridique, comme une convention. La constatation des premiers est confiée aux greffiers, huissiers, etc. : il n'y a pas lieu de les considérer ici, car nous aurons à nous en occuper lorsque nous parlerons des jugements ; celle des seconds, aux officiers de l'Etat civil, ou aux notaires dont la compétence générale, pour tous les actes conventionnels, a été réglée par les lois du 25 ventôse an II et du 21 juin 1843.

D'après l'art. 1317, du Code civil, trois conditions sont nécessaires pour qu'un acte soit authentique. Il faut en premier lieu qu'il ait été dressé par un officier public ; ensuite que cet officier soit compétent, aussi bien quant à l'acte lui-même que quant au territoire sur lequel il

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit Civil*, tome 2, N° 1180 et suiv

est passé; en troisième lieu, l'officier devra procéder avec toutes les solennités requises.

Dans ces conditions, l'acte aura le caractère d'authenticité, auquel sont attachés plusieurs avantages relatifs soit à la force probante de l'acte, soit à sa force exécutoire, quand il s'agit de conventions; car les questions d'état ne peuvent donner lieu par elles-mêmes à aucune exécution. Le défaut d'une de ces conditions, au contraire, empêchera l'acte d'être authentique, mais n'empêchera pas le fait qu'il constate, la convention par exemple, d'exister; le moyen de preuve que les parties avaient en vue, en essayant de rendre authentique l'acte qu'elles rédigeaient, leur manque, mais tous les autres restent à leur disposition. L'acte authentique lui-même ne sera pas absolument sans effet, il vaudra comme acte sous-seing privé, à la condition qu'il soit signé des parties. (Art. 1318, C. civ.).

Quels sont donc les avantages de l'acte authentique? C'est d'abord l'énergie de sa force probante, c'est-à-dire la valeur qui lui est attribuée par la loi comme moyen de preuve : l'acte authentique fait d'abord par lui-même preuve de son authenticité jusqu'à inscription de faux. Quant à son contenu, il faut distinguer parmi les mentions qu'il contient, celles qui font preuve jusqu'à inscription de faux et celles qui font foi jusqu'à preuve contraire seulement; les premières seules ne peuvent être contestées qu'en mettant en doute la véracité de l'officier public. (Art. 1319, C. civ.).

En second lieu certains actes authentiques (grosses des actes notariés et des jugements), ont la force exécutoire, c'est à dire la propriété de conférer par eux-mêmes, et sans qu'il soit besoin de s'adresser à la justice,

le bénéfice de l'exécution forcée. Ainsi le créancier dont la créance est constatée par un titre authentique de cette nature, pourra, de sa propre autorité, faire saisir et vendre les biens de son débiteur qui ne veut pas payer. On conçoit facilement que, bien que revêtus du caractère d'authenticité, les actes de l'état civil n'entraînent pas la force exécutoire : elle ne leur serait d'aucune utilité.

L'acte authentique répond à une nécessité absolue dans les rapports juridiques. Aussi tous les pays ont-ils été amenés à reconnaître le caractère d'authenticité aux actes passés dans certaines conditions qui varient avec les législations, et à exiger ce caractère des titres constatant certains faits particulièrement graves. Quelle est la valeur internationale de ces conditions et de ces exigences ? En d'autres termes, un acte authentique dans un pays conservera-t-il ce caractère dans un autre ? Comment d'Etat à Etat, les intéressés pourront-ils donner l'authenticité aux actes pour lesquels ce caractère est exigé dans le lieu de l'exécution ?

Des deux avantages que confère à un acte le caractère d'authenticité, l'un au moins ne peut se réaliser à l'étranger. Le principe de souveraineté s'oppose à ce qu'un Etat reconnaisse force exécutoire aux décisions judiciaires émanées des juridictions étrangères ; à plus forte raison, mettra-t-il obstacle à ce qu'un acte authentique jouisse à l'étranger du bénéfice de l'exécution forcée. Celle-ci en principe, ne pourra résulter que d'un jugement des tribunaux du pays où elle doit avoir lieu. « Mais dans la pratique, on décide en général que les actes authentiques rédigés par des fonctionnaires étrangers, peuvent être directement revêtus de l'exéquatur

par le tribunal français... Le rôle du tribunal se borne en pareil cas à rechercher si l'exécution de l'acte est contraire à l'ordre public ; il n'y a pas lieu de procéder à la révision quant au fond. » (1)

Donc, d'État à État, l'acte authentique ne conserve sa force exécutoire que sous certaines conditions. En est-il de même de sa force probante ? Non, celle-ci demeure intacte, comme conséquence de l'application universelle de l'adage de droit international : « *Locus regit actum.* »

Ce principe dont l'application doit être limitée aux formes extrinsèques prescrites pour la validité des actes destinés à servir de preuve (2), mais qui est consacré par l'usage général et même quelquefois par la loi positive, (par exemple en droit français, les art. 47, 170 et 999 du C. C.), se justifie par deux considérations.

1^o Par l'utilité pratique. Il est absolument nécessaire au point de vue des relations internationales, que le législateur d'un État reconnaisse la validité des actes juridiques passés dans un autre État, sinon les nationaux de ces différents pays se refuseraient, et avec prudence, à traiter les uns avec les autres. Il suffirait, en effet, que le contrat qu'ils passeraient ensemble dans un pays, dût avoir ses effets dans un autre, pour qu'ils se trouvassent sans moyen de preuve vis-à-vis des tribunaux de ce dernier État. Or, il leur serait souvent impossible de prévoir où se dénouera leur convention, ou

(1) M. Despagnet, *Précis de Droit international*, p. 350. Quelle sera la force d'un acte authentique étranger non rendu exécutoire ? Il vaudra au moins comme acte sous-seing privé. Bruxelles, 28 janvier 1891. — An. Clunet, 1891, p. 596.

(2) Laurent. *Droit international*, tome 3, p. 417. Il exclut ainsi les formes dites habilitantes relatives à la capacité des parties.

même, au cas où ils le sauraient, de connaître la loi du pays où leur acte doit produire ses effets, et par conséquent les formalités exigées par cette législation pour la validité des actes semblables. « De plus, en supposant ces formalités connues, il sera souvent impossible de les observer en pays étranger. D'après la loi prussienne, le testament authentique se fait par déclaration devant le Tribunal; si un Prussien veut tester en France pour ses biens situés en Prusse, il ne trouvera pas de Tribunal qui consente à recevoir la déclaration de ses dernières volontés, car la loi française ne donne pas d'attribution semblable aux magistrats (1). » Donc, refuser d'accepter la règle *locus regit actum*, c'est rendre impossibles les actes passés dans un pays et devant produire leurs effets dans un autre; c'est paralyser les relations internationales.

2^o La règle « *locus regit actum* » se justifie par cette autre considération, que le législateur local est seul compétent pour prescrire les précautions qui correspondent à l'état moral d'un pays. Il en résulte que dans ce pays, certains actes que l'on veut entourer de précautions, devront être passés dans des formes strictement prescrites; l'étranger lui-même devra se soumettre à ces règles de forme; mais il serait singulièrement injuste, que s'il retourne dans sa patrie, après avoir satisfait à ces règles, l'acte qu'il a passé fût considéré comme non avenu, pour cette seule raison que les conditions exigées par la législation de l'Etat dont il est national, ne seraient pas remplies.

L'application du principe « *locus regit actum* » étant

(1) Laurent, id.

ainsi justifiée, on arrive à cette conclusion : puisque quiconque veut passer un acte authentique en pays étranger, doit se conformer aux formes exigées par la loi de ce pays pour donner à l'acte le caractère désiré (1); puisque l'acte passé dans un pays selon les formes qui y sont exigées, sera valable dans tout autre pays qui exigerait même des formes plus sévères (2), la force probante de l'acte authentique passé selon les formes du pays où il a été fait, doit être la même dans les autres Etats.

Il en est de même d'ailleurs des actes sous-seing privé. La règle *locus regit actum* s'applique à tout acte juridique; au XVIII^e siècle, Boullenois formulait ainsi le principe qui après plusieurs siècles de discussion, était déjà admis sans conteste : « L'acte juridique est un enfant citoyen du lieu où il est né, et qui doit être revêtu à la manière de son pays. » L'acte sous-seing privé, qui est un acte juridique, sera donc aussi soumis au principe. La force probante de l'acte sous-seing privé varie selon les législations. En droit français, un tel acte fait preuve de son existence, c'est-à-dire de sa réalité matérielle, autant qu'un acte authentique, dès que la per-

(1) L'institution des notaires, sans être spéciale à la France, y a acquis un développement bien plus grand que dans les autres pays.

(2) M. Laurent conteste que la règle *locus regit actum* puisse s'appliquer aux actes solennels, parce que, dit-il, la forme est pour ces actes une condition de leur existence. La raison d'accepter l'application de la règle est pourtant dans cette hypothèse la même que dans les autres. Ces solennités sont nécessaires quand les actes sont faits en France, non quand ils sont faits en pays étranger; autrement on pourrait rendre l'accomplissement de ces actes impossible à l'étranger. La théorie de M. Laurent conduirait, par exemple, à dire qu'un Français ne peut pas valablement se marier en pays étranger dans une autre forme que celle prescrite par la loi française, car le mariage est lui aussi un contrat solennel; or, cette proposition serait contraire à un texte formel, l'art. 47 Code civil.

sonne à laquelle on l'oppose, l'a reconnu. Quant à son contenu, le titre sous-seing privé, ainsi reconnu bien entendu, ne peut faire foi que jusqu'à preuve du contraire. Il ne saurait être question de force exécutoire pour de tels titres.

Les actes sous-seing privé ne sont en principe assujettis à aucune formalité ; néanmoins le Code civil, dans les articles 1325 et 1326, met quelques conditions de forme à la validité de ceux de ces actes qui constatent certaines conventions. Mais, c'est pour les seuls actes passés en France qu'il faudra se conformer à ces conditions. En vertu du principe *locus regit actum*, les actes sous-seing privé passés en pays étranger devront, pour être valables, être conformes aux règles indiquées par la législation de ce pays. On a contesté qu'il y eût lieu d'appliquer le principe aux actes privés, sous prétexte que les parties n'ayant plus besoin du concours d'un officier public, qui observe nécessairement les lois de l'Etat où il exerce, elles doivent se conformer à leur loi nationale, si c'est dans leur pays que leur acte doit avoir ses effets. Mais le plus souvent, les personnes qui veulent faire et constater une convention, ne le font pas sans s'adresser à des praticiens qui leur donnent des conseils aussi bien quant au fond que quant à la forme. Or ils ne connaissent que la loi de leur pays et seraient incapables de donner avis à un étranger, s'il était nécessaire que celui-ci se conformât aux lois de son pays. La raison d'être pratique de la règle *locus regit actum* est donc la même, qu'il s'agisse d'actes authentiques ou d'actes privés ; mais son application peut se heurter parfois au principe plus absolu de l'ordre public. Il est certaines règles, relatives à la forme des actes, que le lé-

gislateur d'un état a édictées, non plus dans l'intérêt des parties contractantes, mais dans celui de l'ordre public; devant elles, le principe *locus...* doit fléchir. C'est, par exemple en droit français, l'article 968 du Code civil qui prohibe les testaments réciproques; l'article 2128 qui déclare que « les contrats passés en pays étranger ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens de France, » même s'ils sont constatés par un acte authentique étranger; c'est par exemple en droit néerlandais, la défense faite aux nationaux des Pays-Bas de tester à l'étranger autrement qu'en la forme authentique (1). Enfin en vertu de la fiction d'exterritorialité, les représentants des puissances étrangères peuvent pour les actes qui les concernent, se conformer à la loi de l'Etat qu'ils représentent, au lieu d'observer celles du pays où ils se trouvent. Le pouvoir donné aux Consuls, de recevoir les actes intéressant leurs nationaux, est une atteinte à la portée du principe *locus....* Ainsi se trouve limitée l'étendue de son application.

De tout le développement qui précède, relatif à cet adage du droit international, nous concluons à la validité en France des actes sous-seing privé ou authentiques passés à l'étranger, pourvu qu'ils l'aient été dans les formes exigées par la loi de leur pays d'origine. Ils pourront donc suffire pour donner lieu à une saisie-arrière, sans que le créancier ait à demander aucune autorisation en justice. (art. 557 et 558 du C. de pr.).

(1) Cpr. Orléans, 3 août 1859. Dal. 59, 2, 458.

2° Jugements.

Parmi les titres authentiques constatant une créance il faut, à cause de leur importance même, faire une place à part aux jugements. Les actes que nous avons précédemment examinés, avaient pour origine une convention passée entre les parties, et que le créancier invoquait pour justifier sa saisie-arrêt. Le titre ne faisait que constater l'obligation du débiteur ; il en constituait la preuve, mais il ne créait pas l'obligation. Le jugement au contraire est à la fois l'origine et la preuve de cette obligation. L'origine, car nous n'avons à envisager ici que les jugements entraînant une condamnation, laquelle condamnation sera la cause de l'obligation de la partie condamnée, devenue ainsi débitrice de la partie gagnante ; la preuve, car en retirant du greffe la grosse de son jugement, le gagnant a entre les mains un titre authentique quant à sa force probante et sa force exécutoire ; la condamnation souvent n'interviendra que pour constater et sanctionner à la fois une convention préexistante.

Mais tout jugement ne peut pas servir de base à une saisie-arrêt, bien qu'il semble étrange d'exiger des conditions sévères d'un titre aussi important qu'un jugement, alors qu'un créancier peut faire saisie-arrêt en vertu d'une simple ordonnance d'autorisation du juge : il ne faut pas oublier que la saisie-arrêt est, en partie du moins, une mesure d'exécution. Or la loi a réglé minutieusement l'exécution des jugements, et il n'y a aucun motif dans la question actuelle, de s'écarter des règles qu'elle a tracées.

Pour qu'il y ait lieu à une saisie, (il n'est pas ici

question des saisies conservatoires dont nous excluons la saisie-arrêt, quelque puisse être le caractère de sa première partie,) il faut que le jugement contienne une condamnation, qu'il soit exécutoire et qu'il ait été signifié. De ces trois conditions, la première ne donne lieu à aucune difficulté. La seconde au contraire soulève un grand nombre de questions de procédure. Parmi elles, il en est une que nous allons examiner attentivement parce qu'elle se rattache tout particulièrement au Droit International : les jugements étrangers peuvent-ils servir de fondement à une saisie-arrêt ? La seule question qui nous intéresse, relativement à la troisième condition, est celle de savoir comment un jugement étranger peut être signifié en France.

Un jugement étranger peut-il servir de fondement à une saisie-arrêt ? Cette question se rattache à cette autre beaucoup plus vaste : dans quelle mesure un jugement entraînant une condamnation peut-il être exécuté dans un pays autre que celui où il a été rendu ?

C'est là un point des plus discutés en Droit International, et la solution de la controverse varie avec chaque pays. Le principe de la souveraineté de l'Etat entre ici en conflit avec les nécessités absolues de la vie internationale, des rapports juridiques, commerciaux, de nation à nation. Il est certain qu'il y a atteinte grave portée à la souveraineté d'un Etat par ce fait, qu'une décision émanée de juges étrangers reçoit exécution sur son territoire. Ces juges en effet tiennent leur pouvoir d'une délégation de l'Etat dont ils dépendent, et leurs décisions n'ont de valeur que parce qu'elles sont censées émaner de la souveraineté du délégant. Pourquoi celle-ci s'imposerait-elle à l'autre Etat en exigeant l'exécu-

tion des décisions de ses tribunaux ? Il y a donc là entre deux souverainetés, parfaitement égales d'ailleurs, un grave conflit qui devrait se régler facilement, semble-t-il, si la souveraineté de chaque Etat était étroitement restreinte aux limites de son territoire. Mais s'il en était ainsi, toute relation internationale deviendrait immédiatement impossible. Où, en effet, les conventions passées entre les nationaux de différents pays, trouveraient-elles leur sanction, si le jugement prononcé dans un pays n'avait aucune prise sur les biens du perdant situés au-delà de la frontière ? Est-il admissible, que condamné d'un côté d'une frontière, le perdant puisse se railler de l'autre côté des décisions des tribunaux, et le mot : « Vérité en deça des Pyrénées, erreur au-delà, » doit-il se trouver vérifié en matière juridique ?

La nécessité absolue devait donc amener les Etats à abdiquer un peu de leur souveraineté, et à admettre, dans une certaine mesure, l'exécution sur leur territoire des jugements étrangers. Cette mesure a varié et varie encore avec chaque pays : elle dépend des principes plus ou moins libéraux que professent ses législateurs pour la solution des questions de Droit International. Les législations modernes peuvent, à ce point de vue, se classer en quatre groupes principaux : (1)

Dans le premier, rentreraient celles qui considèrent le jugement étranger comme non avenu, et exigent ainsi que les parties recommencent l'instance entièrement, mais avec cette atténuation, qui fait parfois de la nouvelle instance une simple formalité, que le premier jugement

(1) M. Despagnet p. 334.

pourra être produit comme preuve. C'est la théorie admise en Angleterre, aux Etats-Unis, en Suisse, en Russie.

Les Etats, dont la législation plus moderne s'inspire de principes plus libéraux, tels que la Bulgarie, la République Argentine, l'Italie, où Mancini proclamait le principe des nationalités comme base du droit international, accordent l'exéquatur aux jugements étrangers sans révision, — certains autres, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne la délivrent aussi sans révision, mais ils exigent la réciprocité de la part de l'Etat dont émane le jugement. Les seules conditions sont que le jugement soit rendu d'après les formes prescrites par les législateurs du pays où il a été rendu, qu'il soit émané de la juridiction compétente, et qu'enfin son exécution soit compatible avec l'ordre public du pays où elle est demandée.

La Belgique, en principe du moins, car elle admet le principe de réciprocité, le Danemarck, les Pays-Bas, les États Scandinaves n'accordent l'exéquatur qu'après révision du jugement.

Ce coup d'œil rapide sur les législations étrangères nous indique dans leurs caractères généraux, car elles sont susceptibles d'une infinité de variantes, les principales théories admises sur cette question si discutée. Dans quel groupe doit rentrer notre législation, en d'autres termes, quelle est la force exécutoire reconnue en France aux jugements étrangers ?

Dans tout jugement, il y a lieu de distinguer la force exécutoire et l'autorité de la chose jugée.

Un jugement a la force exécutoire, quand celui qui l'a obtenu peut, le cas échéant, faire appel à la force

publique pour le faire exécuter. Cette énergie donnée à une décision judiciaire résulte de la formule exécutoire, commandement adressé par le pouvoir exécutif à ses agents, de répondre aux appels de ceux qui ont obtenu un jugement. Comme il a été expliqué plus haut, il ne serait pas admissible qu'un gouvernement étranger donnât des ordres aux agents d'un autre État : aussi pour qu'un jugement étranger puisse être exécutoire en France, faut-il qu'il ait obtenu l'*exéquatur*, c'est-à-dire l'apposition de la formule exécutoire de l'État français.

Sur cette question de la force exécutoire, il ne peut y avoir aucune divergence d'opinions ; mais il n'en est plus de même quand il s'agit de savoir quelle est l'autorité de la chose jugée par un tribunal étranger. Un jugement étranger doit-il être considéré comme ayant une autorité absolue, de telle façon qu'il n'y ait pas lieu de revenir sur la décision des autorités qui l'ont rendu, et que les juges français soient obligés d'accorder, les yeux fermés, l'*exéquatur*, c'est-à-dire la formule exécutoire qui permettra au bénéficiaire de parvenir à l'exécution forcée de son jugement ? Le jugement étranger n'a-t-il, au contraire, qu'une autorité toute relative, et les juges français ne devront-ils pas, avant d'accorder l'*exéquatur*, réviser la décision étrangère, et s'il en est ainsi, dans quelle mesure devront-ils le faire ? La révision devra-t-elle être limitée à certaines conditions de forme, ou devra-t-elle au contraire être étendue au fond ? L'accord, complet en ce qui concerne la force exécutoire des jugements étrangers, est loin d'exister sur la question de l'autorité de la chose jugée. Les uns affirment qu'ils ont cette autorité ; la condition de l'obtention de l'*exéquatur* constitue une précaution suffisante contre les atteintes à la souveraineté de l'État

sur le territoire duquel doit avoir lieu l'exécution, sur le territoire français dans notre hypothèse. Pour les autres, et ce sont les plus nombreux, l'autorité de la chose jugée pour les jugements est, comme la force exécutoire, une émanation de la souveraineté de l'Etat : les décisions étrangères ne sauraient donc avoir par elles-mêmes cette autorité, et elles ne pourront l'acquérir qu'après une révision plus ou moins profonde par les tribunaux auxquels est demandé l'exéquatur. Sur cette question de l'autorité de la chose jugée par les tribunaux étrangers se sont élevées des controverses infinies, car nulle part on ne trouve de dispositions législatives qui y aient rapport ; les articles 2123 du Code civil et 546 du Code de procédure, les seuls qui s'occupent des jugements étrangers, ne font que poser le principe de la nécessité de la demande d'exéquatur. Quatre systèmes principaux se sont fait jour, que nous allons étudier successivement.

Premier système. — Le Code Civil n'a en rien modifié la solution déjà donnée à cette question par l'art. 121 de l'Ordonnance du 15 janvier 1629 (Code Michaud), et nous sommes encore sous l'empire de cette antique législation : « Les jugements rendus, contrats ou obligations reçus es royaumes et souverainetés étrangères, pour quelque cause que ce soit, n'auront aucune hypothèque ni exécution en notre dit royaume. Ains tiendront les contrats lieu de simples promesses, et nonobstant les jugements, nos sujets contre lesquels ils auront été rendus, pourront de nouveau débattre leurs droits comme entiers par devant nos officiers ». Les art. 2123 C. C. et 546 C. Pr. n'ont reproduit que la première partie de

cette disposition, celle qui concerne l'hypothèque judiciaire et la force exécutoire. Donc pour ce qui est relatif à l'autorité de la chose jugée, il faut se reporter à ce qu'en dit la fin de cet art. 121. Or il fait implicitement une distinction entre le cas où le jugement étranger a été rendu contre un Français, et celui où il a été rendu au contraire contre un étranger au profit d'un Français. Dans le premier cas, dit l'Ordonnance, « nos sujets... pourront de nouveau débattre leurs droits comme entiers par devant nos officiers ». Le jugement rendu contre un Français n'a donc aucune vertu en France. N'ayant pas même l'autorité de la chose jugée, il n'aura aucune force exécutoire, et il y aura lieu à de nouveaux débats devant les tribunaux français qui devront juger sans se préoccuper de la décision des tribunaux étrangers. A contrario, les jugements rendus contre des étrangers au profit de Français, auront en France l'autorité de la chose jugée; ils jouiront de la force exécutoire et de la force hypothécaire, après avoir reçu des tribunaux français un exéquatur que ceux-ci ne pourraient pas leur refuser.

Sans insister sur ce que cette distinction a d'injuste, de contraire aux idées modernes et aux tendances actuelles du Droit International, on peut objecter à ce système que l'art. 121 du Code Michaud n'a pas force de loi. L'a-t-il jamais eue d'ailleurs, même avant la promulgation du Code Civil? L'Ordonnance de 1629 n'a jamais reçu exécution générale dans toute la France, car plusieurs parlements ayant refusé de l'enregistrer, elle n'était pas applicable dans leur ressort. Le législateur de 1804 a-t-il eu l'intention de renvoyer à une disposition qui n'était pas la loi commune en France ?

En admettant même que le Code Michaud ait eu force législative en France avant la Révolution, l'art. 7 de la loi du 30 ventôse an XII et l'art. 1041 du C. Pr. n'ont-ils pas absolument abrogé toutes les anciennes règles de procédure? On répond à notre objection que la question qui nous occupe tient aussi bien au droit civil qu'à la procédure, et que le code civil n'a abrogé les dispositions législatives antérieures qu'autant qu'elles étaient contraires à ses dispositions; or l'art. 2123 ne vise que la force exécutoire des jugements étrangers et non l'autorité de la chose jugée. Mais que fait-on alors de l'art. 546 du C. Pr?

Les art. 2123 et 546 n'ont certainement pas maintenu la distinction de l'Ordonnance de 1629; leurs termes sont très généraux, et il serait irrationnel de supposer que le législateur a considéré une distinction aussi importante comme implicitement contenue dans ces articles. Ces textes s'appliquent certainement à tous les jugements étrangers, quel qu'en puisse être le bénéficiaire. Il serait vraiment étrange, que le législateur eût exclu de ses prévisions tous les jugements rendus contre des Français, qui seront les plus nombreux, puisque ce sont surtout des Français qui possèdent des biens en France, sur lesquels peuvent être exécutés des jugements étrangers (1). Ce premier système, fondé sur le Code Michaud, est donc à rejeter.

Deuxième système. — On ne distingue plus, parmi les jugements rendus par les tribunaux étrangers, ceux qui l'ont été contre un Français de ceux qui l'ont été

(1) Baudry-Lacantinerie, id. tome 3, n° 1266.

contre un étranger ; tout jugement étranger a en France l'autorité de la chose jugée, mais il a besoin, bien entendu, pour obtenir la force exécutoire et la force hypothécaire de l'exéquatur d'un tribunal Français. Seulement celui-ci n'aura pas à entrer dans l'examen du fond de l'affaire, et son rôle se bornera à examiner d'abord si le jugement étranger remplit les conditions absolument nécessaires à sa validité, à savoir :

1° Si le tribunal qui a statué était compétent d'après la loi de son pays ;

2° Si le jugement est régulier dans la forme, et exécutoire d'après la loi du pays où il a été prononcé ;

3° Si les parties ont été régulièrement citées et dûment représentées, ou défaillantes.

En second lieu, le tribunal français devra s'assurer que les décisions de ce jugement ne sont pas contraires à l'ordre public en France.

Aux termes de l'art. 2123 al. 4, c'est le tribunal tout entier qui doit être appelé à accorder cet exéquatur, et non le Président du tribunal seul, comme lorsqu'il s'agit d'une sentence arbitrale. Les partisans du troisième système, qui voudraient, comme nous le verrons tout à l'heure, que les tribunaux Français révisassent les jugements étrangers quant au fond, indiquent comme argument en faveur de leur opinion et contre celle que nous exposons actuellement, cette antinomie entre les paragraphes 3 et 4 de l'art. 2123. « Les décisions arbitrales n'emportent hypothèque qu'autant qu'elles sont revêtues de l'ordonnance judiciaire d'exécution », dit le premier. Une ordonnance émane nécessairement du Président d'un tribunal, et il ne peut être alors question de révision, quelle qu'elle soit. Si donc le

parag. 4 décide que l'hypothèque judiciaire, et par conséquent la force exécutoire, « ne peut pareillement résulter des jugements rendus en pays étranger, qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal Français » ; si en pareil cas, le simple examen du Président ne suffit pas, n'est-ce pas parce que la loi veut qu'il soit fait révision au fond de la décision du tribunal étranger ?

L'objection est assez spécieuse, mais il lui a été répondu ainsi : en cas de sentence arbitrale, l'exéquatur constitue un simple visa que le Président peut accorder seul : en cas de jugement au contraire, il y a lieu toujours à un examen sur les questions indiquées plus haut, examen qui peut être assez délicat et exiger par conséquent plus que le ministère d'un Président seul, donc l'intervention du Tribunal.

Les arguments sont nombreux en faveur de cette deuxième opinion. C'est d'abord qu'elle est conforme au texte de l'art. 2123 : la force exécutoire doit résulter du jugement étranger lui-même, ce qui a lieu en cas de simple révision quant à la forme. La révision quant au fond amène un nouveau jugement des tribunaux français, et c'est ce jugement qui aura la force exécutoire, et non plus la décision du tribunal étranger. C'est aussi, toujours d'après le texte de l'art. 2123, que le mot « *pareillement* » qui commence le parag. 4. indique une analogie entre les deux hypothèses prévues : celle des sentences arbitrales et celle des jugements étrangers. Elle réside justement dans ce fait qu'il y aura lieu, dans les deux cas, à une révision quant à la forme et non quant au fond. « En quoi, dans le système de la révision du fond, le rôle du tribunal appelé à donner

l'exéquatur à un jugement étranger ressemblera-t-il au rôle du Président appelé à rendre exécutoire une sentence arbitrale, si le tribunal doit juger l'affaire à nouveau ? » (1).

L'art. 546 C. Pr. assimile, quant à l'exécution en France, « les jugements rendus par les tribunaux étrangers et les actes reçus par les officiers étrangers. » Ces derniers ne sauraient être révisés puisqu'ils sont l'œuvre de la volonté des parties ; pourquoi réviserait-on les jugements ? Cet argument néglige la distinction entre la force exécutoire et l'autorité de la chose jugée : cette dernière seule est en jeu dans la question de la révision ; quant à la force exécutoire, les actes passés devant des officiers étrangers, ont besoin pour l'obtenir, de l'exéquatur, aussi bien que les jugements rendus par les tribunaux étrangers.

On invoque aussi l'art. 5 C. Inst. Crim., (2) qui reconnaît l'autorité de la chose jugée aux décisions émanées des juridictions répressives des autres Etats. On oublie, que le principe sur lequel repose cet art. 5 est le principe d'humanité qui s'oppose à ce qu'une personne soit punie deux fois pour le même fait, principe qui ne saurait être invoqué dans la question de l'exécution en France des jugements civils étrangers. Cet art. 5 n'agite pas la question de l'exécution en France d'un jugement criminel étranger, le principe de la souveraineté la trancherait absolument par la négative, mais celle de savoir si les poursuites effectuées à l'étranger contre une per-

(1) Baudry-Lacantinerie, id. tome 3. N° 4267.

(2) Art. 5, paragr. 3 : « Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé prouve qu'il a été jugé définitivement à l'étranger. »

sonne s'opposent à ce que de telles poursuites contre la même personne soient recommencées en France.

Reste à considérer enfin, si ce système de la révision quant à la forme seulement, n'est pas celui qui serait le plus favorable au développement des bons rapports internationaux. L'exigence de la révision au fond n'est-elle pas de nature à amener des mesures de rétorsion de la part des autres États, mesures très préjudiciables aux intérêts français, alors que la concession de l'exéquatur, subordonnée à la simple condition que le jugement étranger ne soit pas contraire à l'ordre public du pays où il doit être exécuté, suffirait ce semble, à sauvegarder la souveraineté de ce dernier? C'est ce que nous allons voir, en étudiant la troisième opinion, celle de la révision au fond.

Troisième système. — Les jugements étrangers n'ont aucunement l'autorité de la chose jugée; le devoir des tribunaux français est donc non seulement d'examiner, avant d'accorder l'exéquatur, si la décision étrangère n'est pas contraire à l'ordre public en France, mais même de la réviser quant au fond. Le juge français devra donc s'assurer que le jugement étranger n'est pas contraire à l'ordre public en France; qu'il a été valablement rendu dans la forme et par l'autorité compétente d'après la loi étrangère; qu'il est définitif d'après cette même loi; que les parties ont été régulièrement citées. Il devra enfin examiner par une révision du procès si l'équité et le droit n'ont pas été violés par le jugement étranger.

Tel est le système adopté par une jurisprudence presque constante. Il se justifie d'ailleurs parfaitement.

L'art. 2123 ne s'explique pas sur le rôle du juge appelé à donner l'exéquatur; pourquoi ne pas lui donner un rôle aussi général que dans toute autre décision? Toute limitation à ses pouvoirs serait arbitraire en l'absence d'un texte qui les détermine.

Ce système se déduit en outre logiquement des principes généraux du Droit International. Les jugements sont une émanation de la souveraineté, par conséquent ils ne peuvent avoir effet que sur le territoire de l'Etat au nom duquel ils sont rendus. En dehors de ces limites, ils ne s'imposent en aucune façon et chaque Etat peut en toute justice, se refuser absolument à laisser exécuter sur son territoire des jugements qui, à son égard, n'ont aucune valeur. A plus forte raison, peut-il, dès qu'il consent à leur accorder l'exéquatur, ne le faire que sous la réserve de les réviser au fond, et de s'assurer par l'intermédiaire de ses magistrats s'ils sont conformes à l'équité.

Le système opposé pourrait avoir pour résultat d'obliger un Etat à faire exécuter chez lui un jugement rendu contre toute justice, dans un pays où les tribunaux sont accessibles aux influences extérieures. Sans doute c'est là un cas rare : mais il peut se présenter, et il est absolument inadmissible qu'un gouvernement soit tenu de faire respecter les décisions que ses tribunaux n'ont pas rendues et qu'il ne peut approuver. On fait observer que la loi ne donne certainement pas un droit de contrôle aussi étendu sur les actes étrangers constatant les conventions entre particuliers : « C'est par cette raison bien simple qu'il s'agit alors, en définitive, de sanctionner le résultat de la volonté de deux ou plusieurs particuliers qui ont choisi librement un fonctionnaire public étran-

ger pour constater la convention par eux formée, ce qui est beaucoup moins grave que de sanctionner la volonté d'un souverain étranger qui s'est imposée sous forme de jugement aux parties en cause (1). »

D'ailleurs, quant aux pays où la justice peut inspirer toute confiance, il y a un moyen bien simple de diminuer la rigueur du principe de la révision au fond et d'empêcher les mesures de rétorsion qui pourraient être préjudiciables aux intérêts français : c'est d'user largement de la faculté de passer des traités avec les nations où la justice est organisée de façon à donner toute sécurité aux plaideurs. La seule objection sérieuse qui puisse être faite à ce système, est qu'il n'est pas conforme absolument aux termes des articles 2123 du Code civil et 546 du Code de procédure : « La force exécutoire doit résulter des jugements étrangers; » ce sont les jugements étrangers qui doivent être dans certaines conditions, « susceptibles d'exécution en France. » Or, avec la révision absolue, les tribunaux français substituent une décision nouvelle à celle des juges étrangers, et c'est celle-là, non plus le jugement étranger, qui sera exécutée.

Quatrième système. — Ce système possède, outre tous les avantages du précédent, celui de faire tomber la dernière objection. Le tribunal français devra réviser au fond la sentence étrangère, mais il n'a pas le droit de la modifier. Si elle lui semble mal rendue, il refusera l'exéquatur; et il n'y aura aucune exécution en France. Si les parties veulent malgré tout terminer leur litige par une mesure exécutoire

(1) Baudry-Lacantinerie, id; tome III, n° 4268.

en France, elles recommenceront leur procès devant les tribunaux français : les articles 14 et 15 du Code civil leur donnent sur ce point toute facilité, sous la réserve du droit pour les juges français de se déclarer incompetents suivant les cas. La décision étrangère semble-t-elle au contraire au tribunal français conforme à l'équité, il accordera l'exéquatur sans rien modifier, de telle sorte que ce sera effectivement le jugement étranger qui sera exécuté (1).

Nous avons ainsi fini d'exposer les quatre systèmes relatifs à la force exécutoire des jugements étrangers en France. Le troisième est, nous l'avons dit, celui de la jurisprudence qui l'a consacré par un si grand nombre d'arrêts qu'on peut la considérer comme constante sur cette question (2). Il a de plus pour lui d'être avec le quatrième, qui n'en est d'ailleurs qu'une modification et qui repose sur le même principe, le plus rationnel, le plus conforme aux principes du droit international : le seul inconvénient qu'il présente, à savoir ses rigueurs quelquefois excessives vis-à-vis des décisions étrangères, est singulièrement pallié par la possibilité des traités, et peut être une sauvegarde de la souveraineté de l'Etat. Nous admettrons donc que les tribunaux français ont le droit et même le devoir de réviser au fond les jugements étrangers, avant de leur accorder l'exéquatur, mais nous donnerons comme limites à leurs pouvoirs celles du quatrième système.

Le principe étant ainsi posé, voyons quelle sera la

(1) Cette opinion soutenue par M. Lainé, à son cours, a quelquefois été admise par la jurisprudence. Paris, 21 mars 1889, *Clunet* 91, p. 530. Seine, 18 avril 1891. *Clunet*, 91, p. 920.

Cass., 9 février 1892, *Sir.*, 92, 1, 201.

procédure de la demande d'exéquatur. Quel sera d'abord le tribunal compétent *ratione materiæ*, auquel devra s'adresser le porteur d'une sentence étrangère qui veut en obtenir l'exéquatur (1) ?

Les partisans de la révision limitée voudraient qu'on déférât l'examen de la question aux tribunaux civils, quand même la décision examinée émanerait d'une juridiction consulaire. Au contraire, les partisans de la révision absolue exigeant un second procès, il devrait être déféré, suivant les circonstances, à la juridiction civile ou à la juridiction commerciale. Cependant la jurisprudence déclare que l'exéquatur devra toujours être demandé aux tribunaux civils même en matière commerciale. *Ratione loci*, sera compétent le tribunal de droit commun, c'est-à-dire celui du domicile du défendeur à l'exéquatur, ou s'il n'est pas domicilié en France, le tribunal du lieu de la situation des biens sur lesquels se poursuit l'exécution.

Sur la question de savoir quel sera le mode d'introduction de la demande d'exéquatur, les opinions varient aussi suivant le principe que l'on adopte comme point de départ. — Selon les partisans de la révision absolue, l'instance sera introduite par voie d'assignation, puisqu'il s'agit d'un second procès. Parmi les partisans de la révision limitée, les uns, et ils ont la logique pour eux, veulent que l'instance soit introduite par voie de requête, puisqu'il n'y a pas de nouvelle contestation sur le fond ; les autres, et c'est l'avis de M. Daguin, dans un article dont tout ce qui précède est une analyse rapide, considèrent qu'il faudra toujours procéder par voie

(1) V. l'article de M. Daguin. An. Clunet, 1888. p. 35.

d'assignation, la voie de la requête n'étant autorisée que dans certains cas spécialement prévus par la loi. D'ailleurs, même limitée, la révision a toujours un caractère contentieux.

Nous avons ainsi déterminé quelle est, en France, la force exécutoire des jugements rendus par des juridictions étrangères et à quelles conditions est subordonnée leur exécution; mais dans ce mot d'exécution, faut-il faire entrer tous les effets des jugements? Rappelons ici une distinction précédemment établie : ces effets se manifesteront ou par des actes d'exécution, et alors, pour qu'ils puissent se produire, la demande et l'obtention de l'exéquatur seront absolument nécessaires; ou par de simples actes conservatoires, pour lesquels l'exéquatur ne sera nécessaire que si nos lois l'exigent expressément, par exemple s'il s'agit d'inscrire une hypothèque, parce que l'exercice de ces actes ne met aucunement en jeu la souveraineté de l'Etat chez lequel ils ont lieu.

Que se passera-t-il alors, s'il s'agit de faire une saisie-arrière? Un jugement étranger sera-t-il par lui-même un titre suffisant comme fondement d'une saisie-arrière, ou devra-t-il être préalablement rendu exécutoire en France? Logiquement, la solution de cette question devrait dépendre de la nature de la saisie-arrière : il y a sur ce sujet une grande controverse déjà exposée. La saisie-arrière est-elle un acte d'exécution, le jugement étranger devra être rendu exécutoire; est-elle au contraire un acte conservatoire, elle pourra être pratiquée sans qu'il soit nécessaire que la décision étrangère ait reçu l'exéquatur. Selon nous, la saisie-arrière, conservatoire en son principe, devient un acte d'exécution par l'assignation en validité : la simple défense de payer

pourrait donc être faite au tiers saisi par le saisissant, en vertu d'un simple jugement étranger non encore exécutoire en France, mais l'exéquatur devrait être obtenu avant l'assignation en validité dirigée contre le saisi.

Ces solutions logiques sont combattues par le texte même du Code de Procédure, selon lequel il semble au premier abord qu'un jugement étranger, même non revêtu de l'exéquatur, devrait suffire à un créancier pour exercer une saisie-arrêt au préjudice de son débiteur. L'art. 557 en effet n'exige du saisissant qu'un titre authentique ou sous-seing privé, c'est-à-dire un titre quelconque. Or un jugement étranger ne constitue-t-il pas un titre au profit de celui qui l'a obtenu, alors qu'il est susceptible de recevoir la force exécutoire? C'est la doctrine qu'a soutenue M. Bouchez, organe du Ministère Public, devant le Tribunal de la Seine en 1876. Après avoir établi que la saisie-arrêt n'est qu'un acte conservatoire, et que les cas sont nombreux dans lesquels un pareil acte peut être accompli par un créancier qui ne pourrait faire acte d'exécution, il ajoutait que la jurisprudence et la doctrine décident qu'on peut former une saisie-arrêt en vertu d'un jugement contradictoire frappé d'appel. Demander au saisissant un titre définitif et inattaquable, ce serait donc lui demander plus que ne fait l'art. 557.

Le Tribunal de la Seine, par jugement du 2 mai 1876 (1), a rejeté cette manière de voir et a déclaré que le jugement étranger, non encore rendu exécutoire, ne

(1) *Ann. Clunet* 1877, p. 149. — Au contraire, un titre authentique non rendu exécutoire vaut comme acte sous-seing privé. *Contrà* cependant : Rouen, 11 janvier 1817. *D. A.* v^o saisie-arrêt. 84, mais dans l'espèce, il s'agissait d'un titre contesté.

constitue ni un titre authentique ni un titre privé, pouvant, aux termes de l'art. 557, autoriser à pratiquer une saisie-arrêt sans permission du juge. Cette dernière opinion nous paraît la bonne, et l'assimilation entre un jugement étranger non rendu exécutoire et un acte privé est bien hardie, sinon même absolument inexacte. Il n'y a pas lieu de comparer, au point de vue qui nous occupe, un acte quel qu'il soit, authentique ou sous-seing privé, avec un jugement. Le premier, en effet est le résultat d'une convention librement passée entre deux particuliers ; il ne fait que constater cette convention sans chercher à l'interpréter. L'acte, quel qu'en puisse être le résultat, existe par la volonté des parties. Il n'y a rien de semblable dans un jugement qui est l'expression de la volonté des juges et non de celle des parties en cause. Il tend à dénouer une situation, non à la constater, et peut, par conséquent donner lieu à des erreurs regrettables : c'est donc à juste titre qu'il ne doit avoir d'effet, en dehors des limites de la souveraineté au nom de laquelle il a été rendu, que s'il a été accepté dans ses dispositions, par l'Etat chez lequel il doit recevoir exécution. Ainsi la jurisprudence décide « que les jugements d'origine étrangère restent lettre morte tant que l'exéquatur n'est pas venu les vivifier. (Charolles, 10 avril 1884) (1). Une saisie-arrêt ne peut donc, d'après ce même jugement, être formée en vertu d'un jugement étranger, qui n'a pas été rendu exécutoire en France. Ses termes sont même d'une grande rigueur : « Attendu, dit-il, qu'aux termes des art. 546 C. Pr., 2123 et 2128 C. Civ., les jugements rendus par les tribunaux étrangers

1. Ann. Clunet 1884, p. 638.

ne sont susceptibles d'exécution en France, qu'autant qu'ils ont été rendus exécutoires par un tribunal français., qu'il est dès lors inutile de rechercher si la saisie-arrêt constitue un acte conservatoire ou un acte d'exécution, la généralité de ces expressions : « Ne sont susceptibles d'exécution » n'admettant pas d'exception, et s'appliquant aux actes conservatoires comme aux actes d'exécution, puisque les uns et les autres procèdent du jugement étranger... Par ces motifs, déclare irrégulière, nulle et de nul effet, la saisie-arrêt comme ayant été pratiquée sans titre ni permission du juge. » Les juges de Charolles, partisans rigoristes de la révision quant au fond des jugements étrangers, considèrent même que la demande d'exéquatur ne peut être formée par simples conclusions, incidemment à la demande de validité de saisie, mais doit l'être par la voie ordinaire de l'assignation. Sur ce point, ils se trouvent en désaccord avec un arrêt de Cassation du 11 janvier 1843, d'après lequel, le tribunal français, saisi de la question de la validité d'une saisie-arrêt faite en vertu d'un jugement étranger, et qui déclare la saisie valable en constatant préalablement que la créance a été reconnue par un tribunal étranger et qu'elle n'a été éteinte par aucun paiement ni compensation, révisé par là même le jugement étranger (1). Cet arrêt semble même abandonner le système de la révision quant au fond des jugements étrangers, admis pourtant d'une façon constante par la Cour de cassation depuis un arrêt du 19 avril 1819.

Cette décision de la Cour suprême, quant au moment où doit être demandé et obtenu l'exéquatur, est aussi

(1) Sirey 43.1.674.

contraire aux principes logiques. C'est en effet avant même la défense faite par le créancier au tiers saisi, que le titre en vertu duquel il agit, doit réunir toutes les conditions nécessaires à la validité de la saisie-arrêt. C'est d'ailleurs ce qu'exige le jugement de Charolles. Le plus souvent pourtant, la jurisprudence considère qu'il sera suffisant que le jugement étranger obtienne l'exéquatur en même temps que la validité de la saisie-arrêt sera déclarée, c'est-à-dire postérieurement à l'exploit adressé par le saisissant au tiers saisi. Un jugement du Tribunal de Lille, du 4 juin 1885, poussant cette théorie à ses dernières conséquences, considère que la saisie-arrêt pratiquée en France par un étranger sur un étranger en vertu de jugements étrangers non rendus exécutoires en France, est valable, pour cette raison que « le Tribunal peut prononcer l'exéquatur de ces jugements en même temps que la validité de la saisie. » Cette tendance de la jurisprudence à admettre que le saisissant peut lancer son exploit avant que son titre soit exécutoire, est sans doute une conséquence de ce qu'elle reconnaît généralement à la saisie-arrêt le caractère d'un acte conservatoire ; mais alors, pour être conséquente avec elle-même, la jurisprudence ne devrait pas imposer la nécessité de faire rendre exécutoire en France le jugement étranger en vertu duquel un créancier veut pratiquer une saisie-arrêt. Il y a dans toute cette question de la saisie-arrêt effectuée en vertu d'un jugement étranger, une série de contradictions entre la logique et les décisions de la jurisprudence, qui ne s'expliquent que par des considérations de fait.

En pratique, la saisie-arrêt perdrait manifestement son utilité si, avant de la pratiquer en France en vertu

d'un jugement étranger, il fallait assigner en exéquat. Le débiteur, ainsi averti, se mettrait à l'abri de toute mesure conservatoire, aussi bien que des mesures d'exécution.

Il est donc très raisonnable, au point de vue utilitaire, et dans l'intérêt du créancier, de l'autoriser à former la saisie-arrêt en vertu du jugement étranger, sauf à demander l'exéquat par l'exploit d'assignation en validité. Le caractère conservatoire de la défense est ainsi reconnu, en même temps que le caractère exécutoire du jugement de validité.

Mais comme cette distinction n'est pas absolument d'accord avec le texte de l'article 558, il serait plus logique en même temps que plus prudent, (car un jugement pourrait annuler toute la procédure en se fondant sur la rigueur des termes de l'article 558), de présenter requête en produisant le jugement étranger et en indiquant au Président qu'à raison des controverses sur la valeur du titre en France, le requérant sollicite l'autorisation du juge comme s'il n'avait pas de titre. L'autorisation ne pourra être refusée, et on aura ainsi paré à tous inconvénients.

Résumons-nous : pour qui voit dans la saisie-arrêt une mesure d'exécution, il faut, d'après les principes, que le jugement étranger ait été rendu exécutoire, et ce, dès avant la défense du saisissant au tiers saisi. Pour qui y voit une mesure conservatoire, il n'est pas nécessaire d'obtenir l'exéquat. La jurisprudence cependant proclame qu'il y a lieu de demander l'exéquat, et qu'il suffira de l'obtenir en même temps que le tribunal se prononcera sur la demande en validité. Elle semblerait ainsi se rallier à la théorie qui veut voir dans la saisie-

arrêt un acte mixte, conservatoire à son début, exécutoire par la suite. Quoi qu'il en soit, il y aura lieu à révision du jugement étranger quant au fond. Si l'exéquatur doit lui être refusé, il n'aura plus aucune valeur, le saisissant ne pourra saisir arrêter qu'en obtenant la permission du juge, comme s'il n'avait aucun titre. Nous avons vu (1) qu'il n'en était pas ainsi quand le saisissant avait un acte authentique étranger. Si l'exéquatur lui est refusé, il perdra son caractère d'authenticité, mais vaudra toujours comme acte sous seing privé à la condition d'être signé par les parties: par conséquent, il sera suffisant comme fondement d'une saisie-arrêt. « Attendu que lesdites saisies-arrests ont été pratiquées en vertu d'un acte authentique du ... dressé par devant maître, notaire à Saint-Omer; attendu que si cet acte authentique dressé à l'étranger n'a pas force exécutoire en Belgique, il n'y a pas lieu d'exiger à son égard les formalités prévues par la loi du 16 décembre 1851, puisqu'il vaut tout au moins comme acte sous seing privé, et comme tel est suffisant pour servir de base à une mesure conservatoire telle que la saisie-arrêt; que l'article 558 du Code de procédure, exigeant l'autorisation du juge ne trouve pas son application dans l'es-pèce... (2) ».

Donc pour qu'un jugement puisse servir de titre à un créancier pour faire une saisie-arrêt, il faut qu'il ait force exécutoire dans les pays où se trouvent les biens, c'est-à-dire presque toujours dans le pays du tiers saisi,

(1) V. plus haut, p. 61.

(2) Bruxelles, 28 janvier 1891. Ann. de Clunet, 1891, p. 596.

mais est-il nécessaire qu'il ait cette même force dans le pays du saisi ?

La question s'est posée deux fois dans les termes suivants : un Français, créancier d'une société étrangère, avait formé des saisies-arrêts es mains des débiteurs de cette société en France, en vertu de jugements français pour lesquels il n'avait pas demandé l'exéquatur dans le pays où se trouvait le siège social : ces saisies-arrêts étaient-elles valables ? Deux solutions absolument contraires ont été données à cette question, dans deux affaires différentes, par un arrêt de la cour de Paris du 26 mai 1875 et un arrêt de la Cour de Cassation du 13 novembre 1877.

Le premier arrêt considérait qu'une telle saisie-arrêt était parfaitement valable, sans qu'il fût nécessaire que les titres Français eussent reçu l'exéquatur dans le pays de la société saisie : en conséquence, le tiers saisi ne pouvait se soustraire à la main-mise de justice sur les sommes dues par lui, même dans le cas où le paiement effectué en France, en vertu de la saisie-arrêt ne le libérerait pas de ses obligations à l'égard de la société étrangère. « L'exécution forcée en France, disait cet arrêt, d'un jugement rendu contre un étranger par un tribunal français, ne saurait sans violation de l'art. 547 du C. Pr. et de l'indépendance de la souveraineté française, être suspendue pendant un délai durant lequel les parties soumettraient ce jugement au *pareatis* d'une juridiction étrangère. » Ce dernier point sans doute est incontestable. Mais la situation du tiers saisi est singulièrement complexe, si en payant au créancier français les sommes dues à la société étrangère, il est exposé à ce que celle-ci agisse comme si elle n'avait pas été

payée, et, dans l'espèce de l'arrêt, fasse vendre les titres du tiers saisi représentant sa part d'actions dans la société, faute de versement opéré par le tiers saisi dans les lieux et délais prescrits par l'acte même de souscription. On est d'avis généralement au contraire, que le tiers saisi peut payer le saisi quand un paiement fait aux mains de ce dernier le libère aussi complètement qu'un paiement fait au saisissant.

L'arrêt de la Cour de cassation, dans une hypothèse exactement semblable, impose au créancier la nécessité de faire rendre le titre français exécutoire dans le pays où se trouve le siège de la société, pour pouvoir pratiquer une saisie-arrêt entre les mains d'un actionnaire français de cette société, sur les sommes que cet actionnaire est obligé de verser dans un délai déterminé au siège social. Les motifs invoqués par cet arrêt peuvent se résumer en ceci que, le saisissant ne faisant par la saisie qu'user du droit inscrit dans l'art. 1166, n'a pas plus de droits à l'égard du tiers saisi et des sommes saisies arrêtées, que n'en aurait le saisi lui-même ; « d'où il suit qu'il ne peut exercer ses droits que comme son débiteur le pourrait lui-même, et de manière, lorsque la créance résulte d'un contrat commutatif, que par le paiement que le saisissant réclame du tiers saisi, celui-ci obtienne les mêmes avantages et soit aussi complètement libéré, avec les mêmes conséquences que si le paiement avait été fait au débiteur saisi. » Donc, pour que, dans notre hypothèse, la saisie-arrêt fût valable, il aurait fallu en premier lieu, que le paiement fait par le tiers saisi entre les mains du saisissant le libérât vis-à-vis du saisi, ce qui n'était pas, puisque faute d'un versement dans un délai donné, le tiers saisi, action-

naire de la société saisie, pouvait être exproprié de ses titres ; il aurait fallu en second lieu, que le tiers saisi subrogé aux droits du saisissant pût les exercer contre le saisi, ce qui n'était pas non plus, puisque le saisi étant étranger, les décisions judiciaires rendues contre lui au profit du saisissant n'étaient pas exécutoires. Il était nécessaire pour qu'elles le devinssent, qu'elles eussent obtenu l'exéquatur des tribunaux étrangers.

Le jugement étranger ayant été rendu exécutoire, dans les conditions que nous avons examinées, est-il apte à devenir le fondement d'une saisie-arrêt ? La demande d'exéquatur constitue en définitive une instance tout à fait distincte de celle qui a été résolue par la décision étrangère ; et le jugement qui l'accordera ou la refusera sera absolument différent du jugement étranger dont il s'agit : ce sera un jugement français. Or chez nous un jugement n'acquiert toute son énergie que lorsqu'il a été signifié soit à avoué, soit même en outre à la partie perdante, conformément aux distinctions de l'art. 147 C. Pr. ; cette formalité est une condition de l'efficacité du jugement vis-à-vis de la partie qui, ayant à l'exécuter ou à l'attaquer, doit être mise à même de l'étudier et de le bien connaître : *Paria sunt non esse et non significari*. Le jugement relatif à la demande d'exéquatur devra donc être signifié, comme tout autre, à la personne contre laquelle il doit être exécuté. Cette partie est-elle domiciliée en France ? La signification aura lieu par ministère d'huissier, dans l'étude de l'avoué qui a occupé pour elle, et en outre à personne ou à domicile. Est-elle au contraire domiciliée à l'étranger ? De deux choses l'une, ou elle aura constitué avoué en France, et c'est à cet officier que devra être faite la signification, art.

155 C. Pr. ; ou elle aura fait défaut faute de constitution d'avoué, cas dans lequel, aux termes de l'art. 156 C. Pr., la signification devra être faite à la partie elle-même. Cette signification à partie est en outre exigée même pour les jugements contradictoires, quand ils prononcent des condamnations (art. 147 précité.) L'huissier doit la faire au parquet, qui la transmettra à la personne intéressée par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères ou de toute autre autorité déterminée par les conventions diplomatiques (art. 69 § 9 C. Pr. modifié par la loi du 8 mars 1882).

B. — A défaut de titre, quel sera le juge qui pourra donner au créancier étranger la permission de saisir arrêter?

Aux termes de l'art. 557, à défaut de titres quels qu'ils soient, authentiques, sous seing privé, jugements, le créancier pourra obtenir du juge la permission de faire saisie-arrêt. Le juge compétent pour donner cette autorisation, sera le Président du Tribunal du domicile du débiteur ou du domicile du tiers saisi : c'est par voie de requête qu'il faudra s'adresser à lui. Mais si le débiteur demeure à l'étranger, le juge étranger peut-il accorder au créancier la permission de saisir-arrêter ?

Nous avons vu dans le chapitre premier, que la question se pose de savoir si un juge français peut autoriser un créancier étranger à saisir-arrêter en France les biens de son débiteur aussi étranger. On en a douté, sous prétexte que les tribunaux français étant incompétents entre étrangers, l'ordonnance du Président du Tribunal serait incompétemment rendue. On répond à cette objection, que l'ordonnance dont s'agit n'a aucun caractère contentieux : « Elle ne dit pas le droit, mais

régularise seulement une situation. » Elle pourra donc être rendue par un juge français, même si le créancier et le débiteur sont étrangers, et pourra certainement servir de fondement à ce qui, dans une saisie-arrêt, a le caractère conservatoire.

Par un raisonnement d'analogie, nous allons résoudre la question qui nous occupe maintenant. Le juge étranger rendra une ordonnance, autorisant la saisie-arrêt sur le débiteur étranger : les actes de juridiction gracieuse ne portant aucune atteinte au principe de la souveraineté, il est admis en Droit International qu'ils conservent leur valeur intrinsèque de pays à pays, même si leurs effets doivent se produire dans un Etat autre que celui où ils ont été rendus. Cette ordonnance sera donc valable en elle-même, reste à déterminer ses effets. Ils varieront suivant l'opinion adoptée quant à la nature de la saisie-arrêt : pour ceux qui n'y voient qu'une mesure conservatoire, l'ordonnance en question n'ayant nullement le caractère d'un jugement, a par elle-même toute sa valeur, sans qu'il soit besoin, comme pour une décision contentieuse, de l'intervention des juges français : elle sera une base suffisante pour une saisie-arrêt. Pour les partisans de l'opinion adverse, bien que l'ordonnance du magistrat ne porte pas d'injonction aux officiers ministériels de France (1), il n'en est pas moins vrai qu'elle présume l'existence d'une dette et a pour fin une mesure d'exécution. De tels effets ne sauraient être admis, car il y aurait atteinte à la souveraineté de l'Etat Français.

Reste la troisième opinion, celle qui fait de la saisie-arrêt une mesure de nature mixte. L'ordonnance du juge étranger serait très suffisante pour justifier l'exploit

de saisie-arrêt ; mais le créancier pourra-t-il appuyer sur cette ordonnance son assignation en validité, qui donnera à la procédure de saisie-arrêt le caractère de voie d'exécution ? Certainement non ; la saisie-arrêt sera donc impossible. Le fait même que le créancier qui veut l'effectuer obtiendrait un titre à ce moment, ne la rendrait pas valable, car il faut que toutes les conditions de validité soient réunies dès avant le commencement de la procédure. Nous concluons donc que le juge étranger ne peut pas autoriser une saisie-arrêt sur les biens, situés en France, d'un débiteur étranger lui aussi. L'inconvénient n'est d'ailleurs pas très considérable, car il sera toujours possible et par conséquent plus prudent et plus simple, de se pourvoir devant le juge du domicile du tiers saisi, c'est-à-dire devant un juge français, puisque, si le tiers saisi n'était pas domicilié en France, il n'y aurait plus lieu d'appliquer la loi française.

Nous avons ainsi passé en revue les conditions nécessaires à la validité d'une saisie-arrêt, quant à la créance elle-même et aux titres qui peuvent la constater. Nous avons successivement conclu que les titres authentiques rédigés par les officiers publics étrangers, que les actes sous seing privé passés à l'étranger, que les jugements émanés d'une juridiction étrangère, à la condition qu'ils aient été rendus exécutoires préalablement à l'exploit de saisie-arrêt, satisfaisaient aux exigences de l'art. 557 et pouvaient en conséquence servir de fondement à une saisie-arrêt. Quant à la question de savoir si la permission d'un juge étranger suffisait pour autoriser une saisie-arrêt, nous avons opté pour la négative.

Il nous reste pour en finir avec les conditions de validité de la saisie-arrêt, à voir quelles sont celles exigées pour les objets à saisir arrêter.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE VALIDITÉ DE LA SAISIE-ARRÊT QUANT AUX QUALITÉS REQUISES DES OBJETS SAISIS - ARRÊTÉS.

« Tout créancier peut... saisir arrêter entre les mains d'un tiers, les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise. » Ainsi s'exprime l'art. 557 du Code de Procédure. Les mots « sommes et effets » ne pouvant s'appliquer qu'à des choses mobilières, celles-là seules seront susceptibles de saisie-arrêt. Pour que ce mode de saisie soit possible, il faudra en outre que les objets à saisir arrêter appartiennent au débiteur, mais soient détenus ou lui soient dûs par un tiers. Seule pratique en fait dans le premier cas, où la saisie-exécution se heurterait à maintes difficultés, la saisie-arrêt est la seule voie à prendre pour un créancier qui veut se faire payer sur les créances de son débiteur. Il suffit que le débiteur soit créancier des objets à saisir ; il n'est pas nécessaire qu'il en soit propriétaire, quoi que semble dire le mot « appartenant », qui doit être pris ici dans un sens très général. D'ailleurs si le saisi est créancier de choses indéterminées, il n'en devient propriétaire que par le paiement même qui les détermine ; et la saisie-arrêt devient alors impossible, puisque ces choses ne sont plus détenues entre les mains d'un tiers. Elle n'est

donc concevable en pareille circonstance que sur des choses dont le saisi est simplement créancier, sans qu'il soit besoin qu'il en soit propriétaire.

Dès l'instant qu'un objet réalise cette double condition d'être mobilier et d'être détenu par le débiteur de celui à qui il est dû ou à qui il appartient, est-il susceptible de saisie-arrêt? La question se pose d'abord pour les biens mobiliers d'un étranger détenus en France; peuvent-ils être saisis-arrêtés? Trois hypothèses sont à considérer :

1^o Le créancier est Français, le débiteur est étranger. Il n'y a pas de motif pour ménager ce dernier, et si un tiers détient en France des biens appartenant à ce débiteur étranger, ils pourront être saisis-arrêtés. L'art. 14, Code civil autorise d'ailleurs un Français à toujours citer l'étranger défendeur devant les tribunaux français. Le Français pourra donc agir contre son adversaire étranger par toutes les voies d'exécution françaises.

2^o Le créancier est étranger, le débiteur français. L'art 15 autorisant le demandeur étranger à citer le défendeur français devant les tribunaux français, ce qui n'est d'ailleurs qu'une application du droit commun, le débiteur français sera soumis aux lois de son pays et pourra être contraint par la voie de la saisie-arrêt.

3^o Le créancier est étranger, le débiteur est étranger, mais il a des biens détenus en France, soit par un Français, soit par un troisième étranger. Nous avons discuté, dans le Chapitre I^{er}, quelle est la loi qui régit les meubles, plus particulièrement, la loi qui régit les voies d'exécution sur les meubles, et nous avons conclu en faveur de la loi du lieu où ils sont situés, contrairement à l'opinion qui voudrait les soumettre à la loi du lieu du

domicile de leur propriétaire, sous prétexte que la loi de leur situation est essentiellement variable. Sans revenir sur les arguments qui nous ont fait choisir la première opinion, nous ferons simplement observer que dans l'espèce actuelle, la saisie-arrêt a justement pour effet de parer à cet inconvénient de l'instabilité de la chose mobilière, puisqu'elle arrête les objets saisis et les consigne entre les mains du tiers-saisi, en lui en enlevant la libre disposition.

Il faut ajouter que, si le tiers saisi est français, il a droit de n'être soumis en France qu'à la loi de son pays. S'il est étranger, pourquoi porter atteinte à cette règle de droit naturel qu'un créancier doit recevoir paiement de sa dette, en enlevant à ce créancier le droit de saisir arrêter les sommes dues à son débiteur? « Ce serait donc faire un pas en arrière que de refuser ce droit à un étranger, à une époque où la propriété mobilière a pris un si prodigieux accroissement et où les relations continuelles des peuples entre eux donnent naissance à des transactions de plus en plus fréquentes. » (1)

Ce développement des relations commerciales a donné un essor considérable à l'industrie des transports, et le rôle juridique des compagnies de chemin de fer a pris une importance en rapport avec le besoin absolu auquel elles répondent. Entre l'expéditeur et le destinataire d'une marchandise, le voiturier est un tiers qui a des droits et des obligations. Que la chose transportée appartienne à l'un ou à l'autre, il en est, lui, simple détenteur : en conséquence, il peut y avoir lieu à une

(1) Roger, 207 ter.

saisie-arrêt entre ses mains. Supposons qu'une personne A expédie à une personne B une chose qui appartient à cette dernière. Tant que cet objet n'aura pas été remis à B, il pourra être frappé de saisie-arrêt entre les mains du transporteur par le créancier du destinataire. Mais il peut se faire que la chose expédiée n'appartienne pas au destinataire, par exemple lorsqu'elle lui a été adressée contre remboursement ; l'expéditeur est alors resté propriétaire. Le chemin de fer, tiers saisi, devra respecter ce droit de propriété, et si l'opposition l'empêche de remettre la chose au destinataire, elle ne l'empêche pas de la retourner à son expéditeur. Le saisissant alors ne profitera pas de sa saisie-arrêt qui aura frappé dans le vide. Aussi la jurisprudence a-t-elle été amenée à décider qu'une saisie-arrêt ne peut valablement frapper les objets expédiés au débiteur destinataire, si rien n'indique que la propriété dudit objet est passée sur sa tête. Faute de cette condition la marchandise devant toujours être renvoyée à l'expéditeur si elle ne doit pas être livrée au destinataire, la saisie-arrêt sera inutile, au lieu d'amener le paiement du créancier saisissant.

Donc, à la condition que le destinataire soit propriétaire de la chose expédiée, la saisie-arrêt est possible entre les mains d'une compagnie de chemin de fer tiers saisi, de la part du créancier du destinataire. Mais, lorsqu'il s'agit d'un transport international, la marchandise expédiée passant de réseau en réseau, est successivement détenue par une série d'entrepreneurs de transports. Entre les mains duquel le créancier pourra-t-il opérer sa saisie-arrêt, et quelle sera par conséquent la législation à appliquer ?

Aux termes de l'article 99 du Code de commerce, les entrepreneurs et commissionnaires qui ont pris part au transport d'un objet sont tous responsables de la perte de cet objet, des avaries ou des retards qu'il a pu éprouver au cours de son voyage. C'est donc que tous, aussi bien celui qui a emballé l'objet que celui qui le livre au destinataire, sont considérés comme en ayant été détenteurs, et que tous ont été successivement débiteurs du destinataire. Logiquement, une saisie-arrêt pratiquée entre les mains de tous les entrepreneurs, même les intermédiaires, devrait donc être valable à condition d'être effectuée selon les formes du pays où l'objet se trouverait momentanément. En fait, ceci serait impossible. La convention de Berne du 14 octobre 1890, sur le transport international des marchandises, déclare dans son article 5 que le chemin de fer dernier transporteur opérera le recouvrement de la totalité des créances résultant de la lettre de voiture, tant pour son compte que pour celui des chemins de fer précédents ou des autres intéressés, sans que chacun d'eux puisse, à la frontière, récupérer les sommes qui lui sont dues pour ce transport. Ne semble-t-il pas qu'en concentrant ainsi toutes les sommes dues dans les mains du dernier transporteur, on ait voulu concentrer sur lui aussi toutes les responsabilités, sauf à lui à se retourner ensuite contre qui de droit ? Ce serait alors entre les mains du transporteur à qui il incombe de délivrer la chose au destinataire, que devrait définitivement être faite la saisie-arrêt, et dans les formes par conséquent du pays où se trouve le destinataire.

Cette allusion à la convention de Berne sur le transport international des marchandises nous amène à

signaler un cas d'insaisissabilité proclamé par son article 23, alinéa 4. Il décide en termes formels que « les créances d'un chemin de fer contre un autre, provenant d'un transport international, sont insaisissables, lorsque le chemin de fer débiteur a son siège dans un territoire autre que celui dont dépend le chemin de fer créancier. » Le Tribunal de l'Empire d'Allemagne a, par arrêt du 9 janvier 1895, fait application de ce principe. Une Compagnie autrichienne était créancière, par suite de transports internationaux, d'une Compagnie de chemins de fer allemande. Une saisie-arrêt fut pratiquée en Allemagne sur les sommes dues du chef de ces transports à la Compagnie autrichienne. L'Amstgericht leva l'opposition, comme contraire à la convention de Berne et le Tribunal de l'Empire confirma sa décision. Une saisie-arrêt n'est possible, en pareil cas, que si elle est effectuée en vertu d'une décision émanant de la juridiction de l'État dont relève la Compagnie créancière, contre laquelle est dirigée la saisie-arrêt. Dans notre hypothèse de la voie ferrée Kaschau-Oderberger, il eût fallu, pour que l'opposition fût valable, qu'elle résultât d'une sentence autrichienne. Cette faveur de l'insaisissabilité de leurs créances nées de transports internationaux, accordée aux chemins de fer, est la contre-partie de l'obligation à laquelle ils sont assujettis d'assurer le transport des marchandises à destination de l'étranger, sans pouvoir se faire payer au moment où la marchandise qui constitue leur gage quitte leur réseau. C'est la légitime compensation de l'état de choses défavorable qui résulte pour elles de la dépossession de leur gage et de la nécessité où elles se trouvent, de confier à une autre compagnie le recouvrement de leur créance.

« Celle-ci naît à l'étranger, mais au moins la loi étrangère n'interviendra pas pour leur retirer l'émolument provenant des recouvrements ainsi opérés », ce qui pourrait se produire si une sentence étrangère venait légitimer la saisie-arrêt dirigée contre ces créances (1).

Il faut donc reconnaître là un cas d'insaisissabilité, résultant d'une réglementation internationale, et nous sommes amenés ainsi à traiter de l'insaisissabilité de certaines créances ou objets.

A côté des créances des chemins de fer pour transports internationaux, il faut placer comme insaisissables, et ce en vertu même de la loi française (art. 149 du Code de commerce), les créances constatées par les effets de commerce ; toute entrave mise à la circulation de ces effets, lettres de change ou billets à ordre, est dangereuse pour les affaires commerciales. Pour un motif analogue dans l'ordre des choses purement financières, s'il est permis de faire saisie-arrêt entre les mains d'un tiers détenteur sur des titres au porteur ou nominatifs, appartenant ou dus au débiteur du saisissant, on ne peut faire opposition au paiement par l'établissement qui a émis lesdits titres. Ceci n'est possible qu'en cas de perte ou de vol. (Loi du 15 juin 1872.)

Sont encore insaisissables par le créancier d'un gouvernement étranger, les sommes ou valeurs appartenant à ce gouvernement et détenues en France. Cette opinion a été vivement combattue : on a observé qu'un Etat étranger, qui a passé des engagements relatifs aux droits privés avec un particulier a agi lui même comme particulier et doit en conséquence, être considéré

(1) Ann. Clunet, 1895, p. 854.

comme tel. Or l'article 14 du Code civil donne au Français qui a contracté avec un étranger, le droit de citer cet étranger devant les tribunaux français, (contrairement d'ailleurs à la règle généralement adoptée : *actor sequitur forum rei*), même lorsque les conventions ont été passées en pays étranger. Pourquoi soustraire un Etat étranger, agissant en tant que particulier, à cette juridiction des tribunaux français ? Pourquoi ceux-ci ne pourraient-ils pas alors le condamner à l'exécution de ses engagements ? « C'est à tort que l'on voudrait lui appliquer les principes qui déclarent insaisissables les sommes appartenant à l'Etat français, bénéfice exceptionnel fondé sur les présomptions de solvabilité et créé pour lui seul par des lois spéciales. » (1)

La Cour de Cassation s'est prononcée contre cette manière de voir dans plusieurs arrêts (2). Elle considère que traiter l'Etat étranger comme un particulier et lui faire application de l'article 14, ce serait porter atteinte au principe de souveraineté qui doit être sauvegardé dans les rapports des Etats entre eux. « Attendu, porte un arrêt de 1849, que l'indépendance des Etats est l'un des principes les plus universellement reconnus du droit des gens ; que de ce principe, il résulte qu'un gouvernement ne peut être soumis, pour les engagements qu'il a contractés, à la juridiction d'un Etat étranger ; qu'en effet le droit de juridiction qui appartient à chaque gouvernement, pour juger des différends nés à l'occasion

(1) Roger, n° 261.

(2) Cass. 22 janvier 1849. Dal. 49, 4. 5. - Id. 5 mai 1885. An. de Clunet, 1886, p. 83.

des actes émanés de lui, est un droit inhérent à son autorité souveraine, qu'un autre gouvernement ne saurait s'attribuer sans s'exposer à altérer leurs rapports respectifs... » La Cour de Cassation écarte ainsi la compétence des tribunaux français quant à la question de validité de la saisie-arrêt. Elle va plus loin même : partant de ce principe admis absolument selon elle, qu'un créancier de l'Etat français ne peut pas assurer l'exécution d'une condamnation judiciaire obtenue contre celui-ci, à l'aide d'une saisie-arrêt aux mains d'un tiers sur des objets appartenant à l'Etat, elle étend cette faveur aux Etats étrangers et annule les saisies-arrêts pratiquées contre eux. C'est ce qu'exprime parfaitement un jugement du tribunal de la Seine du 5 janvier 1889. « Attendu qu'il est de principe qu'il n'appartient pas à un créancier de l'Etat, même pour assurer l'exécution d'une condamnation judiciaire obtenue contre celui-ci, de faire saisie-arrêt entre les mains d'un tiers des deniers ou autres objets qui sont la propriété de l'Etat; que cette règle fondée sur l'insaisissabilité des deniers de l'Etat à raison de leur destination publique, doit aussi recevoir son application, alors que le débiteur est un Etat étranger et que les sommes ou objets saisis sont en France, comme dans l'espèce; que par suite, la saisie-arrêt pratiquée sur les objets et valeurs appartenant au gouvernement portugais est nulle d'une nullité absolue... »

La Cour de Paris confirma : « Considérant que l'une des conséquences du principe de la souveraineté des Etats, est de ne pas permettre aux tribunaux français d'ordonner des mesures d'exécution sur les fonds ou deniers appartenant à un gouvernement étranger; que cette règle est d'ordre, public qu'elle peut en matière

de saisie-arrêt, être invoquée par le tiers saisi... conforme. »

Cette thèse de la jurisprudence est soutenable en droit des gens : elle a pour but d'éviter entre deux Etats des froissements regrettables ; mais elle semble bien contestable au point de vue purement juridique. Le principe de l'insaisissabilité des deniers de l'Etat français, né de l'utilité pratique, car il n'a jamais été posé législativement, est lui-même trop discutable pour qu'on puisse l'étendre et en faire ainsi bénéficier les Etats étrangers. Que l'on conteste, en se fondant sur le principe du droit des gens, qu'un Etat, même agissant en vue de ses intérêts privés, puisse jamais être assimilé à un simple particulier, cela est parfaitement admissible. Mais il est illogique, dès l'instant qu'on admet que cet Etat peut être, comme particulier, justiciable des tribunaux français, de lui donner un bénéfice tel que celui de l'insaisissabilité de ses deniers et créances en France.

En vertu du privilège de l'exterritorialité, on a étendu ce bénéfice aux ambassadeurs et consuls des puissances étrangères, et il est admis qu'on ne peut faire saisie-arrêt sur eux ni entre leurs mains. Ceci s'expliquerait d'ailleurs mieux que pour les Etats eux-mêmes, par la nécessité de sauvegarder le prestige et le crédit des représentants diplomatiques, qui pourraient être atteints par la révélation de leurs embarras financiers ou des dettes que ferait connaître une saisie-arrêt effectuée entre leurs mains.

Ainsi, en vertu du Droit international, certains objets ou créances doivent être considérés comme insaisissables par voie de saisie-arrêt, non en raison de leur nature, mais en raison des personnes auxquelles ils appartiennent.

Cette même question d'insaisissabilité s'est posée dans des circonstances particulièrement intéressantes au point de vue des relations internationales, à l'occasion des expositions nombreuses qui ont eu lieu depuis le commencement du siècle. Une exposition universelle étant ouverte dans une ville, le créancier d'un exposant peut-il saisir les objets destinés à l'exposition, ou qui y sont exposés?

En raison de l'intérêt tout actuel de cette question, nous allons insister un peu sur la solution qui doit lui être donnée, en nous plaçant bien entendu surtout sur le terrain de la saisie-arrêt. Nous nous référerons à un intéressant article de M. Clunet, paru dans ses annales de 1879, à la suite de plusieurs difficultés soulevées après l'Exposition Universelle de Paris en 1878. Cette étude a gardé tout son intérêt, car l'Exposition de 1889 a eu lieu dans les mêmes conditions juridiques que celle qui l'avait précédée.

La question se pose donc dans ces termes : la saisie des objets destinés à l'Exposition Universelle, est-elle possible?

1^o En cours de voyage des marchandises entre leur lieu de provenance et la ville où a lieu l'Exposition.

A supposer que la saisie soit possible et que le créancier de l'exposant ait un titre exécutoire, devra-t-il procéder par la voie de la saisie-exécution ou par celle de la saisie-arrêt?

La saisie-exécution est plus rapide que la saisie-arrêt qui exige une longue procédure de validité; le tribunal compétent pour la première est celui du lieu de la saisie : pour la seconde, celui du domicile du tiers saisi. Un créancier a donc intérêt à se servir, quand il le peut, de

la saisie-exécution, mais il s'expose à des dommages-intérêts s'il a employé la saisie-exécution, alors que la saisie-arrêt était seule possible. Pour savoir celle qu'il y a lieu d'employer, on peut poser le critérium suivant : il y a lieu à saisie-arrêt si les objets à saisir sont entre les mains d'un tiers.

Dans notre hypothèse de la saisie en cours de route, la personne du voiturier se sépare nettement de celle de l'exposant et de celle de l'administration de l'Exposition. Or c'est le voiturier qui détient les objets exposés; c'est donc à une saisie-arrêt qu'il faudra avoir recours, s'il peut y avoir lieu à une saisie.

Nous avons vu précédemment qu'une saisie-arrêt ès mains d'un voiturier est parfaitement valable : celui-ci n'a pas à s'occuper de la validité de la saisie-arrêt ni de la question de propriété; il n'a pour se mettre à l'abri du saisissant ou du saisi qu'à refuser délivrance au destinataire, tant qu'il n'y aura pas eu main levée de la saisie-arrêt. L'exposant s'est-il fait adresser à lui-même la chose à exposer, la saisie-arrêt sera valable et le créancier pourra être payé; l'a-t-il adressée à l'administration de l'Exposition, le créancier n'obtiendra pas directement paiement et la chose sera retournée au propriétaire expéditeur. Mais le créancier pourra ainsi, par l'atteinte qu'il porte au crédit de son débiteur, l'amener indirectement à lui donner ce qui lui est dû. Sans doute ce créancier, avant d'agir, devra songer à la gravité de la saisie qu'il veut effectuer dans ces conditions toutes particulières et à l'énormité des dommages intérêts qu'il pourra être condamné à payer, s'il n'agit pas en vertu d'un droit rigoureusement fondé. Mais « en l'absence d'une loi spéciale, que les motifs politiques justi-

fieraient pleinement, assurant aux exposants, quant aux objets exposés, une sécurité extraordinaire, le droit commun doit s'appliquer ». (1) L'art. 2092 n'établissant aucune distinction, la saisie-arrêt entre les mains du chemin de fer dernier transporteur sera possible.

Les partisans de la possibilité de cette saisie ont objecté qu'en vertu des déclarations du gouvernement Français précédant les différentes Expositions universelles, soit à Paris, soit dans d'autres villes, notamment lors des Expositions de 1878 et de 1889, les marchandises destinées à l'Exposition sont expédiées en transit, et qu'en conséquence elles ne peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt en France, puisqu'elles sont censées ne faire aucun séjour dans ce pays. On répond à cet argument que l'avantage du transit, comme celui résultant de la constitution en entrepôt réel de l'enceinte de l'Exposition, n'est relatif qu'à l'administration douanière, qui ne pourra ainsi percevoir aucun droit sur ces marchandises ; mais, qu'au point de vue du droit général, la situation des marchandises transitées ou en entrepôt réel n'est aucunement modifiée. « Cette fiction du transit ne saurait être opposée aux particuliers qui peuvent avoir des droits et actions à exercer sur les marchandises ainsi entrées en transit ». (Rouen 12 février 1874). Toutes ces marchandises, malgré les dispositions purement fiscales du gouvernement français, restent le gage commun des créanciers de leur propriétaire. Ceux-ci pourront donc saisir les objets à destination de l'Exposition, ou ceux qui sont rapportés vers leur pays d'origine, sauf au saisissant, qui agit en France, à payer les droits

(1) Article de M. Clunet.

pus par les marchandises qui ne peuvent plus dès lors être considérées comme en transit.

2^o Peut-il y avoir saisie sur les objets exposés dans l'enceinte de l'Exposition ?

En mettant de côté les questions de convenances et les règles de l'hospitalité, il faut admettre qu'un créancier peut parfaitement saisir les biens de son débiteur, même une fois qu'ils sont entrés dans les locaux de l'Exposition. Ces locaux, objecte-t-on, sont constitués en entrepôt réel : mais nous avons vu qu'il n'y a là qu'une faveur purement fiscale.

Un autre argument des adversaires de la saisie dans les conditions que nous examinons actuellement, est, qu'en vertu de la fiction d'exterritorialité, le sol de l'Exposition affecté à chacune des puissances étrangères, est considéré comme une continuation de son territoire, et que la souveraineté française ne peut s'y exercer sous forme de mesures d'exécution.

L'exterritorialité est une fiction créée en vue d'assurer l'indépendance de certaines personnes représentant une souveraineté étrangère, de leur permettre de ne relever à quelques points de vue que de cette souveraineté ; si elle a pour conséquence de faire considérer dans certains cas le sol de l'ambassade comme une continuation du territoire du prince ou de la nation représentés, aucun texte de loi, ni aucun intérêt international n'autorisent à étendre une semblable fiction au sol occupé par les exposants d'une nation étrangère. Quant aux commissions nommées par les gouvernements étrangers pour entrer en communication avec le gouvernement qui organise une exposition universelle, elles ne représentent nullement la souveraineté d'un Etat, mais seule-

ment les intérêts privés des exposants de leur nationalité ; elles ne jouissent donc nullement du bénéfice de l'exterritorialité. Les marchandises exposées sont en France, et sont par conséquent soumises aux lois Françaises sur la condition des biens : « Attendu, dit un jugement du Tribunal de la Seine du 2 juin 1890 (1), que si des facilités ont été accordées par le gouvernement Français, pour l'envoi des produits étrangers à l'Exposition Universelle, notamment au point de vue fiscal, aucune disposition légale n'a établi la fiction d'exterritorialité invoquée, ni soustrait les marchandises envoyées à l'application de la règle que tous les biens du débiteur forment le gage commun de ses créanciers. P. c. m. ; déclare Astorg mal fondé dans ses fins et conclusions, tendant à la nullité de la saisie exécution opérée à son encontre et à la remise des objets sur lesquels elle a été pratiquée ; dit que c'est à bon droit que Levot a fait procéder à la saisie exécution desdits objets. »

Comme dernier argument, les partisans de l'insaisissabilité invoquent le règlement général de l'Exposition qui interdit l'enlèvement de tout objet exposé avant la clôture de l'Exposition, à moins de permission expresse du commissaire de l'Exposition : or une saisie aura pour effet d'enlever lesdits objets. A ceci, on répond que le règlement général a été accepté par les exposants : il y a là un contrat passé entre eux et le gouvernement Français. Mais leurs créanciers sont des tiers que ce contrat n'oblige en aucune façon, et qui conservent le droit d'invoquer la règle que tous les biens d'un débiteur sont le gage de ses créanciers.

(1) An. de Clunet 1890, p. 744.

Ainsi en principe, une saisie est possible sur les objets exposés dans l'enceinte d'une exposition. En fait, une saisie-arrêt pourra-t-elle être effectuée aux mains du commissaire général de cette exposition, afin de lui interdire de remettre à la clôture les objets exposés à leurs propriétaires ? La solution de la question posée en ces termes généraux dépendra de celle qui sera donnée à une autre question plus spéciale. Quelle est, vis-à-vis des exposants et de leurs créanciers, la situation de l'administration d'une exposition ? Est-elle un tiers détenteur ? Cela dépend des termes du contrat intervenu entre elle et les exposants, dont l'expression est contenue au règlement général de l'exposition.

Pendant une exposition de Vienne, défense fut faite à la direction de se dessaisir des objets appartenant à un des exposants, et un jugement d'un tribunal de district du 1^{er} novembre 1873, autorisa la saisie-arrêt ainsi pratiquée sur des objets situés dans l'enceinte de l'exposition. Après arrêt de la Cour de Vienne dans le sens opposé, la Cour suprême autrichienne admit qu'il n'y avait pas lieu à saisie-arrêt. Elle s'appuie sur ce motif qu'un contrat de louage est intervenu entre l'administration de l'exposition et les exposants, afin de concéder à ceux-ci un terrain propre à exposer leurs marchandises, et qu'en conséquence, l'administration qui était baille-resse, ne pouvait être considérée comme un tiers détenteur : la Cour refusait dès lors avec raison de valider la saisie-arrêt. Il y avait contrat de louage, disait-elle, puisque l'administration faisait payer à chaque exposant une somme proportionnelle à l'espace qu'il occupait. Reste à savoir si, en fait, il n'y avait pas, au lieu d'un contrat de louage, un contrat de dépôt, car la gratuité est de la na-

ture et non de l'essence du contrat de dépôt. L'administration eut alors été dépositaire, par conséquent la saisie-arrêt eût été valable. Mais ce sont là des considérations de fait dans lesquelles nous n'avons pas à entrer (1).

Dans les expositions qui ont eu lieu en France, l'administration a toujours fait tous ses efforts pour n'avoir aucune personnalité au point de vue contentieux : elle a en conséquence laissé les créanciers agir comme ils voulaient dans l'enceinte de l'Exposition, par voie de saisie-exécution; mais elle a toujours protesté, quand on a voulu la faire intervenir comme tiers saisi dans une saisie-arrêt. Dans ce dernier cas, était-elle dans son droit? Il semble que non, car l'administration d'une exposition réunit en elle tous les caractères du tiers détenteur, et par conséquent doit tenir compte des défenses qui lui sont faites de rendre à leurs propriétaires les choses exposées dans son enceinte.

L'administration est un tiers, car derrière elle se dissimule la personnalité de l'Etat qui, lui, est un tiers à l'égard des exposants. Or, si l'on ne peut pratiquer une saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de l'Etat contre l'Etat, on peut parfaitement en effectuer une entre les mains de l'Etat, tiers saisi, sur une autre personne dont il est débiteur (2).

L'Etat représenté par l'administration est détenteur

(1) V. note de M. Lyon-Caen. *An. de Clunet* 1878, p. 446.

(2) Il y a exception pourtant pour la rente sur l'Etat, qui est insaisissable entre les mains de l'Etat français (Loi du 8 nivôse an VI). L'étendue et le mode de cette insaisissabilité ont donné lieu à de longues controverses. La rente est-elle insaisissable en ce sens seulement qu'il ne peut être fait de saisie-arrêt entre les mains du Trésor, cette interdiction n'ayant qu'un but pratique : éviter à l'administration financière toutes les complications qui résulteraient pour elle de l'obligation de tenir

des biens exposés, quoi qu'en dise celle-ci. Le contrat qu'elle a passé avec les exposants réunit, en effet, tous les caractères du dépôt : consentement réciproque, gratuité, tradition réelle. Or, l'article 1944 du Code civil autorise absolument une saisie-arrêt aux mains du dépositaire. Pourquoi d'ailleurs reconnaître à ce contrat passé en cas d'Exposition Universelle, un caractère différent de celui conclu entre les exposants aux Salons de peinture et de sculpture et le ministre des Beaux-Arts. Celui-ci se reconnaît dépositaire des œuvres des artistes et accepte en conséquence les saisies-arrêts faites entre ses mains.

Donc, l'administration est un tiers détenteur, et une saisie-arrêt faite entre ses mains comme tiers saisi, est parfaitement valable, et donnera lieu à l'application des articles 561 et 569 du Code de procédure civile. L'administration devrait donc se garder en pareille circonstance de rendre à leurs propriétaires les objets exposés, tant qu'une décision judiciaire ne serait pas venue lui indiquer entre les mains de qui elle doit se dessaisir. Si l'Exposition prend fin avant que cette décision ne soit intervenue, l'administration devra sommer le saisi et l'exposant saisi d'avoir à enlever les objets exposés à

compte des oppositions faites entre ses mains, et nullement de soustraire les rentes sur l'Etat au gage général des créanciers des titulaires; ou y a-t-il là, au contraire, un véritable privilège au profit des titulaires de rentes, au risque de nuire à leurs créanciers et pour favoriser le crédit de l'Etat? V. notes de M. Glasson, Dal. 94, I, 497 et 97, II, 413. — Dans le sens de la première opinion, Paris, 8 mars 1859, Dal. 59, I, 145. — Id. 2 juillet 1894 et 16 juillet 1894, Dal. 94, I, 497. Dans le sens de l'insaisissabilité absolue, vivement combattue par la jurisprudence ordinaire, Rennes, 31 janvier 1889 et Paris, 24 mars 1889, Dal. 90, II, 63. Angers, 10 janvier 1895, Dal. 93, 2, III. Enfin un arrêt de Paris, intéressant parce qu'il semble protester contre le principe de la Cour de Cassation dans les arrêts sus énoncés. Paris, 7 avril 1896. Dal. 97, II, 413.

charge de lui apporter main-levée de la saisie-arrêt, faute de quoi elle devra se pourvoir en référé afin de faire nommer un séquestre entre les mains de qui seront déposés les objets saisis arrêtés.

Telles sont les solutions auxquelles amène la logique. Mais l'administration, peu soucieuse de se créer des embarras, ce qui pourrait se produire si elle tenait compte des oppositions faites entre ses mains, a toujours, malgré l'évidence, refusé de se laisser considérer comme tiers détenteur des effets exposés : la jurisprudence l'a soutenue dans cette prétention étrange et le jugement du Tribunal de la Seine du 2 juin 1890, déjà cité, s'exprime en ces termes : « Attendu que le commissaire général de l'Exposition ne saurait être considéré ni comme tiers détenteur, ni comme tiers débiteur ; que c'est donc à tort que l'opposition a été conduite entre ses mains..... P. c. m. déclare Levot mal fondé sur sa demande en validité de l'opposition conduite aux mains du ministre du Commerce et de l'Industrie, l'en déboute et fait main-levée de ladite saisie-arrêt. »

Avec cet examen des questions principales de droit international relatives aux objets qui peuvent être frappés de saisie-arrêt, se termine notre première partie, dans laquelle nous avons essayé de passer en revue les conditions de validité d'une saisie-arrêt. Nous avons insisté principalement sur les difficultés que pouvait soulever en droit international la législation française et nous avons essayé de concilier les principes de notre loi nationale avec ceux du Droit International. Nous allons continuer l'essai de cet accord dans notre deuxième partie, où nous étudierons la saisie-arrêt en elle-même, c'est-à-dire dans sa procédure et ses effets.

DEUXIÈME PARTIE

Procédure et Effets de la Saisie-Arrêt

DEUXIÈME PARTIE

Procédure et Effets de la Saisie-Arrêt

La procédure de saisie-arrêt se divise en deux phases, l'une ayant le caractère de mesure conservatoire, l'autre le caractère de mesure d'exécution. La première ne comporte que l'exploit de saisie-arrêt, c'est-à-dire la défense faite par le saisissant au tiers saisi de payer au saisi ce qu'il lui doit ou de lui rendre ce qu'il détient ; la seconde se compose de deux procédures, dirigées l'une contre le saisi : c'est l'instance en validité de saisie-arrêt ; l'autre contre le tiers saisi afin de lui faire déclarer ce qu'il doit au saisi : c'est l'instance en déclaration affirmative. Toutes les deux présentent une série d'actes qui aboutissent, toujours pour la première, quelquefois pour la seconde, à un jugement. Voyons successivement chacune des parties de cette procédure de saisie-arrêt, en nous attachant comme toujours à la solution des questions de droit international.

CHAPITRE PREMIER

DE L'EXPLOIT DE SAISIE-ARRÊT

§ 1^{er}. — *Formes et signification de l'exploit de Saisie-Arrêt.*

L'art. 559 C. Pr. énumère une série d'énonciations et de déclarations que devra contenir l'exploit de saisie-arrêt sous peine de nullité, c'est-à-dire sous peine que le paiement fait par le tiers saisi au saisi malgré la défense qui lui en avait été faite, soit valable. Ces conditions toutes particulières qu'exige le titre de la saisie-arrêt, s'ajoutent à celles auxquelles l'art. 61 subordonne la validité de tout exploit. Leur énumération et l'explication de leurs raisons d'être sortiraient absolument des limites de notre plan. Nous observerons simplement qu'il y a lieu de distinguer parmi toutes ces formalités, auxquelles sont soumis les exploits de saisie-arrêt, celles qui sont intrinsèques, c'est-à-dire qui manifestent des qualités de fond que l'acte doit nécessairement avoir pour être valable et dont le saisissant, en quelque pays qu'il fasse signifier son exploit, n'a aucune raison pour s'exempter, et celles qui sont extrinsèques, c'est-à-dire qui n'ont trait qu'aux formes purement extérieures de l'acte, et qui varient suivant les pays où sont domiciliées les parties.

L'intérêt pratique de la distinction réside surtout en ceci que les premières, « relatives au fond et constitutives, en quelque sorte de la saisie elle-même, intéressent également le débiteur et le tiers saisi. Si elles n'ont pas été observées, le débiteur peut s'en prévaloir pour faire lever l'obstacle qui s'oppose à la rentrée de ses fonds ; le tiers saisi le peut aussi, pour justifier les paiements qu'il aurait faits malgré l'opposition. En effet, un exploit qui n'a pas le véritable caractère d'une saisie-arrest ne saurait lier ni le tiers qui le reçoit, ni le débiteur qui en est l'objet. Celui-ci peut par voie d'action, l'autre par voie d'exception, invoquer les nullités dont cet exploit est vicié (1) ».

Les secondes, au contraire, ont pour but de donner l'authenticité au fait dont l'exploit est la constatation, pour établir d'une manière certaine que le tiers saisi a eu connaissance de l'avertissement qui doit lui lier les mains. Quant à elles, il semble donc « que le tiers saisi soit seul intéressé à leur accomplissement, que si malgré leur inobservation, il convient avoir reçu l'exploit, si, en un mot, il ne fait aucune difficulté de son chef, le débiteur saisi n'ait pas le droit d'en élever ; car ce n'est pas à lui que l'exploit était adressé, ce n'est pas lui qui peut se plaindre qu'il ait été irrégulièrement dressé ou remis. »

En vertu de la règle *locus regit actum*, un exploit ordinaire doit être nécessairement conçu dans les formes usitées au pays où se trouve celui qui veut en user : il y a là une question d'utilité pratique internationale. On ne peut exiger des spécialistes d'un pays qu'ils soient

(1) Chauveau sur Carré, n° 1939 bis.

au courant de toutes les formes de procédure auxquelles sont soumis les actes en pays étranger. Donc, l'exploit sera valable en tout pays, dès l'instant qu'il est conçu, quant aux formalités extrinsèques, suivant les règles du lieu où il a été rédigé ; mais aussi, dès l'instant qu'il est conforme aux conditions de fond du lieu où il doit produire son effet, car ces conditions sont le plus souvent d'ordre public. Ainsi, un Français qui veut assigner devant un tribunal français un étranger résidant en France, devra faire son ajournement suivant les formes indiquées au Code de procédure française.

L'exploit une fois rédigé, comment le faire signifier à la partie adverse? Le principe de la souveraineté s'oppose absolument soit à ce que l'autorité publique d'un Etat requière les autorités d'un autre Etat de faire signifier, dans les formes chez lui usitées, l'exploit conçu suivant les règles de procédure du premier, soit à ce que les officiers publics d'un pays aillent instrumenter dans un autre. Comme néanmoins, il peut être absolument nécessaire, dans l'intérêt des relations internationales, qu'un exploit émané d'une personne conserve, le cas échéant, quelque force authentique au-delà des frontières du territoire dont cette personne est nationale, on est arrivé à recourir en pareille circonstance à la voie diplomatique (1) : on arrive ainsi à sauvegarder la souveraineté des Etats, en conservant tous leurs effets aux

(1) Autrefois, en France, la publication de l'exploit adressé à un étranger se faisait par un moyen plus pittoresque qu'effectif : on le publiait à sons de trompe sur la frontière. Depuis l'Ordonnance de 1667, les étrangers étaient assignés au domicile des Procureurs Généraux, même lorsqu'il s'agissait d'assignation de première instance.

exploits. Quant un Français veut assigner un étranger domicilié hors de France, il remet l'exploit au Procureur de la République du Tribunal d'arrondissement dont il relève; ce magistrat communique la pièce au Ministère des Affaires étrangères, et c'est alors par l'intermédiaire soit des consulats, soit des ambassades, qu'on arrive à obtenir des autorités étrangères, dans telles formes qu'il leur plaît, la signification de l'exploit aux intéressés (1). Réciproquement, l'exploit reçu en France de l'étranger par voie diplomatique, est transmis au Ministère de la Justice qui le fait parvenir au parquet du tribunal, dans l'arrondissement duquel réside l'individu auquel il doit être remis.

Le recours à tous ces intermédiaires, nécessaires quand il s'agit de faire produire effet à un acte aussi grave qu'une assignation devant les tribunaux, exige beaucoup de temps; mais l'assigné ne court aucun risque : en France, l'exploit remis aux mains du Procureur de la République lui parviendra certainement, et jusqu'à l'expiration des délais d'ajournement qui sont très

(1) Nous parlons ici du Ministère des Affaires étrangères, car c'est à son intermédiaire que l'on a le plus souvent recours; mais le § 9 de l'art. 69 C. Pr., modifié par la loi du 8 mars 1882, déclare que l'on enverra directement la copie de l'original, visée par le Procureur de la République, « au ministre compétent ou à toute autre autorité déterminée par les conventions diplomatiques. »

Parmi ces conventions, signalons le traité du 15 juin 1869 avec la Suisse : les actes sont envoyés directement par les magistrats d'un pays à l'autorité correspondante de l'autre pays (art. 20). — Déclaration entre la France et le grand duché du Luxembourg, 14 mars 1834 : les assignations, significations, etc., rédigées en France sont transmises du Procureur français au Procureur luxembourgeois sans intermédiaire. Les assignations ou significations, rédigées en Luxembourg, seront adressées directement par les officiers compétents aux destinataires. C'est-là une excellente innovation qu'il faudrait rendre générale en observant les formalités prescrites par la loi du défendeur.

longs (art. 73 C. Pr.), il ne peut rien être fait contre lui. S'agit-il au contraire d'une saisie-arrêt? Il est nécessaire que l'exploit parvienne le plus rapidement possible au tiers saisi, pour le prévenir qu'il ait à s'abstenir de payer ce qu'il doit au saisi. Car, s'il n'est pas prévenu suffisamment vite, de deux choses l'une : ou il paiera dans le délai très court qui doit séparer l'exploit de saisie-arrêt de l'assignation en validité, et ce sera alors le saisissant qui sera frustré; ou il paiera postérieurement à la déclaration de validité de la saisie-arrêt, qui peut être très rapidement faite, et il sera exposé, dans ce cas, à payer une deuxième fois au saisissant ce qu'il a déjà payé au saisi, dans l'ignorance où il se trouvait lors de son paiement, de l'exploit qui lui avait été adressé. Ajoutons qu'il s'agit dans l'espèce d'une simple défense de payer, qui ne constitue qu'une mesure conservatoire, et ne saurait porter aucune atteinte au principe de souveraineté. En conséquence, l'art. 560 C. Pr. s'exprime ainsi : « La saisie-arrêt entre les mains de personnes non demeurant en France sur le continent, ne pourra point être faite au domicile du Procureur du Roi. Elle devra être signifiée à personne ou à domicile ». De ces derniers mots, il résulte que la signification à l'étranger n'aura pas lieu nécessairement hors de France, car cet étranger peut avoir un domicile en France ou y être lui-même, fût-ce de passage, et la condition, ordinaire d'ailleurs à tous les exploits, de la signification à personne ou à domicile, sera parfaitement remplie, si l'huissier français remet l'exploit soit au domicile en France, soit à la personne de l'étranger qui se trouve en France. Dans ce dernier cas, à supposer que l'étranger soit domicilié

hors du territoire français, l'effet de l'exploit sera retardé, car il faut laisser le temps au tiers saisi de prévenir à son domicile ses commis par exemple, s'il est commerçant, de refuser paiement au saisi. Fait avant que l'exploit, quoique signifié à la personne du tiers saisi, ait pu être connu en temps et lieu utiles, le paiement au saisi sera valable (1). C'est pour cela que le saisissant agira plus prudemment en faisant signifier l'exploit au domicile du tiers saisi à l'étranger, même quand il aurait eu faculté de le signifier à personne dans les formes françaises.

Dans quelles formes le créancier saisissant devra-t-il s'adresser au tiers saisi domicilié à l'étranger, pour lui interdire de payer ce dont il est débiteur vis-à-vis du saisi, s'il ne doit user de l'intermédiaire ni du Procureur de la République ni de la voie diplomatique ? Il devra entrer directement en relation avec la personne ou l'autorité chargée, dans le pays du tiers saisi, de la confection et de la signification des exploits. La signification aura nécessairement lieu dans les formes usitées dans l'Etat où elle doit être faite, en vertu de la règle *locus regit actum*, admise ici sans conteste par toutes les jurisprudences. C'est ainsi qu'un arrêt du tribunal de l'Empire d'Allemagne du 24 octobre 1888 déclare que : « Si le tiers saisi habite un pays étranger, l'exploit doit lui être notifié à personne ou à domicile, en observant les formalités usitées dans ce pays. Les tribunaux allemands sont tenus de considérer

(1) Le tiers saisi ne doit en bonne justice répondre que des actes qu'il se permet depuis la saisie, et non des effets nécessaires de ceux qu'il avait pu faire légitimement avant de l'avoir reçue. Chauveau sur Carré sous l'art. 560 p. 577.

ces formalités comme accomplies, quand leur accomplissement est attesté par les autorités étrangères. » Sur ce dernier point, la jurisprudence allemande est plus large que la nôtre, qui exige que l'observation de ces formalités soit elle-même certifiée par l'agent du gouvernement français dans le pays en question (1).

Si nous considérons maintenant la confection de l'exploit ainsi signifié hors de France, c'est-à-dire ce qu'il doit contenir, il y a lieu de revenir à la distinction déjà signalée entre les formalités intrinsèques et les formalités extrinsèques dudit exploit. C'est, dans les cas ordinaires où il y a lieu à transmission par la voie diplomatique, quant aux secondes seules, « quant aux formes purement extérieures, que les parties ne peuvent que suivre celles autorisées par la loi du pays où elles habitent. » (2) Telles sont les règles relatives au timbre, à l'enregistrement, à la compétence de tel ou tel officier qui devra être chargé de la confection, puis de la notification de l'exploit, cette dernière devant avoir lieu dans les hypothèses ordinaires, au parquet du Procureur de la République. Mais quand il s'agit d'une saisie-arrêt, puisque l'intermédiaire diplomatique est supprimé, et que le saisissant doit s'adresser directement à un agent de l'Etat où est domicilié le tiers saisi, cet agent ne pourra confectionner l'exploit que dans les formes usitées au pays où il est appelé à instrumenter ; c'est toujours ici une application de la règle *locus regit actum*, fondée, comme il a été déjà dit, sur des consi-

(1) An. de Clunet 1892, p. 501.

(2) Questions de Lepage, p. 384.

dérations d'utilité pratique. Par conséquent les formes françaises seront mises de côté. Observons quant à celles du timbre et de l'enregistrement, que ceci s'explique parfaitement : ces formalités en effet ne sont exigées que pour des actes devant produire leurs effets en France ; or ce n'est pas le cas de l'exploit que nous envisageons, puisque le tiers saisi étant par hypothèse domicilié à l'étranger, la saisie arrêt produira ses effets à l'étranger. Donc quant aux formalités extrinsèques, le saisissant, créancier français, devra, d'après l'art. 560, se conformer dans son exploit à la procédure du pays du domicile du tiers saisi. L'inobservation de l'une d'elles n'entraîne pas la nullité absolue de l'exploit, et l'art. 560 reste muet sur ce sujet : mais il y aurait toujours là un cas de nullité relative, c'est à dire qui pourrait n'être invoqué que par celui contre lequel est dirigé l'exploit, le tiers saisi par conséquent, à condition bien entendu qu'il y ait intérêt, par exemple s'il a payé malgré la défense à lui faite.

Il n'en serait plus de même des formalités dites intrinsèques (1), dont l'observation est requise à peine de nullité en faveur du saisi lui-même, et qui ont trait plutôt au caractère intime de l'acte qu'à ses formes extérieures. Telles sont toutes les conditions requises par l'art. 559 « à peine de nullité. » Même lorsque l'exploit doit être signifié dans les formes nécessaires en pays étranger, « à l'égard de ce qui est intrinsèque, le saisissant, dans quelque pays qu'il fasse signifier son opposition, n'a aucune raison pour s'exempter de se conformer à ce que prescrit le code judiciaire. Par exemple son

(1) Lepage, question 384, Chauveau N° 1940, Dall. Rép. 221 à 223.

exploit doit contenir tout ce qu'exige l'art. 559 à peine de nullité ; il n'est pas même exempt d'élire domicile par son exploit, dans le lieu où demeure le tiers saisi, qui doit avoir, même hors de France, un moyen prompt et facile de communiquer avec le saisissant. » (1)

Donc, l'exploit de saisie-arrêt adressé à un tiers saisi « non demeurant en France sur le continent », devra être conforme aux formalités extérieures requises dans le pays de ce tiers saisi et devra en outre contenir les formalités prescrites par nos art. 559 et 560.

Si le saisissant ignore quel est à l'étranger le domicile du tiers saisi, il faut qu'il se soumette au § 8 de l'art. 59 C. Pr. c'est-à-dire que l'exploit devra être affiché à la principale porte de l'auditoire du tribunal compétent pour la validité de la saisie-arrêt, sauf aux magistrats, à n'attribuer à cet exploit les effets d'une saisie-arrêt qu'en tant que l'équité le permettra (2).

L'art. 560 indique donc quelles sont les conditions de validité de l'exploit de saisie-arrêt qu'un saisissant français veut faire notifier à un tiers saisi étranger. Toutes ces conditions ont pour but de faire arriver plus vite à la connaissance de celui-ci l'existence et la teneur de l'exploit : en leur absence le tiers saisi peut donc valablement payer le saisi. Qu'arrivera-t-il si l'exploit ayant été irrégulièrement signifié, le tiers saisi déclare cependant avoir eu connaissance d'autre part de la saisie-arrêt ? Pourra-t-il refuser de payer le saisi ?

Les formes toutes spéciales de signification que nous venons d'examiner, sont, il semble, des formalités pu-

(1) Roger. N° 410.

(2) Chauveau sur Carré, n° 1940 ter.

rement extrinsèques, exigées surtout dans l'intérêt du tiers saisi, et la solution de la question dépendra de l'opinion adoptée quant aux personnes qui peuvent invoquer la nullité de l'exploit de saisie-arrêt, dans lequel n'ont pas été observées toutes les formes exigées pour sa rédaction et sa signification. Si donc nous considérons avec M. Roger (n° 408 bis), que le tiers saisi seul a le droit d'invoquer cette nullité, il ne pourra pas le faire cependant dès qu'il reconnaîtra qu'il a eu connaissance de la saisie-arrêt, puisque le but des formalités de l'art. 560 sera atteint, bien qu'elles n'aient pas été observées. Il pourra donc refuser de payer le saisi, sans que celui-ci puisse l'y contraindre, malgré l'irrégularité de la saisie. Si au contraire, nous admettons que les formes de l'art. 560 sont, comme celles de l'art. 559, édictées dans l'intérêt du saisi aussi bien que dans celui du tiers saisi, la connaissance qu'aura eue ce dernier de la saisie-arrêt, ne suffira pas pour justifier l'exploit, puisque le saisi aura toujours la possibilité de la faire tomber. L'art. 559 se termine par les mots « sous peine de nullité », qui donnent à toute personne intéressée d'une manière quelconque, le droit de demander la nullité de l'exploit. L'absence de ces mots à la fin de l'art. 560 ne semble-t-elle pas vouloir dire, qu'au contraire, l'inobservation des formalités qu'indique cet article ne peut être invoquée que par celui en faveur de qui elles ont été édictées? Or, c'est dans l'intérêt du tiers saisi, que la loi rend nécessaire la signification à personne ou à domicile. Lui seul peut donc relever la nullité qui résulte de l'oubli de cette prescription; s'il n'en fait rien, la sai-

sie-arrêt sera valable, il aura le droit de refuser paiement au saisi (1).

Dans tous les développements précédents, nous avons supposé que le saisissant était français et le tiers saisi étranger. Qu'arriverait-il si les situations étaient renversées? Il n'y a aucun motif pour écarter l'application réciproque des règles précédentes : l'exploit rédigé dans les formes du pays du saisissant, sera communiqué par l'intermédiaire diplomatique au Procureur de la République près le tribunal dont relève le tiers saisi : ce magistrat le lui fera signifier. Si la législation du saisissant exige au contraire que l'exploit de saisie-arrêt soit signifié à personne ou à domicile, cet acte devra être rédigé et signifié dans les formes françaises, et s'il s'élève plus tard des difficultés, les tribunaux étrangers devront considérer ces formalités comme accomplies, quand leur accomplissement sera attesté par les autorités françaises. (Tribunal de l'Empire d'Allemagne, 24 octobre 1888. Bruxelles, 5 juillet 1890 (2).

Ayant ainsi déterminé quelles sont les formes dans lesquelles doit être signifié et rédigé l'exploit de saisie-arrêt, il nous reste, à étudier ses effets.

§ II. — *Effets de l'exploit de Saisie-Arrêt.*

Le créancier muni d'un titre authentique ou sous seing privé, d'un jugement, rendu exécutoire si cela était nécessaire, ou, à défaut de titre, de la permission du juge, fait rédiger en due forme et signifier de

(1) Roger, n° 408.

(2) An. de Clunet 1892 p. 501 et 1896 p. 203.

même au débiteur de son débiteur, l'exploit de saisie-arrêt. Quels en sont les effets ? Ils sont assez variables suivant les législations. En droit français, on peut les considérer soit vis-à-vis du saisissant : c'est par exemple, la responsabilité qu'il encourt, si la saisie-arrêt est faite à tort ; c'est l'interruption de la prescription aussi bien de la créance du saisi contre le tiers saisi, que de celle du saisissant contre le saisi, (quoique ce dernier point soit contesté ;)— soit vis-à-vis du saisi et du tiers saisi, soit vis-à-vis de la créance saisie arrêtée.

Mais parmi tous ces effets, il en est un que toutes les législations admettent, parce qu'il est essentiel dans une procédure de saisie-arrêt : le tiers saisi ne doit plus payer au préjudice du saisissant, ce qu'il doit au saisi, son créancier, ni directement comme par un paiement, ni d'une manière détournée comme par une compensation, (art. 1242 et 1298 C. C.) Avant la saisie-arrêt, le tiers saisi a, comme tout débiteur, le droit de se libérer. Intervient l'exploit, il ne peut plus payer, à moins d'engager sa responsabilité à l'égard du saisissant, aux termes de l'art. 1382. S'il paie malgré la défense qui lui en a été faite, il pourra être obligé de payer une seconde fois, non à titre de paiement, mais dans la mesure du préjudice causé au saisissant. Aussi n'encourra-t-il aucune responsabilité s'il a payé un créancier préférable au saisissant, car celui-ci n'en souffre aucunement.

Mais, si l'art. 1242 interdit au tiers saisi de payer aux mains du saisi, il ne doit pas lui enlever le droit de se libérer à l'échéance de la dette ; à cela visent les offres réelles et la consignation. D'autre part, il ne faut pas que le tiers saisi et le saisi puissent, par quelque

moyen, anéantir le gage du créancier saisissant : l'effet de la saisie-arrêt doit donc être plus général que d'empêcher un paiement : il rend indisponible la créance saisie-arrêtée.

Quelle est l'étendue de cette indisponibilité ? Est-elle totale ou partielle, absolue ou relative ? L'étude de ces questions sortirait absolument de notre cadre. Notons seulement que cette indisponibilité n'altère pas l'obligation du tiers saisi, qui conserve le bénéfice du terme et qui pourra toujours payer, nonobstant la saisie-arrêt, si le paiement fait au saisissant n'a pas la même vertu libératoire que le paiement fait au saisi, et peut vis-à-vis du tiers saisi, entraîner la perte d'un droit. La question s'est posée dans les conditions suivantes : une société anonyme avait émis des actions, à charge par les actionnaires de faire des versements au siège de la société, dans un délai déterminé, sous peine de voir leurs titres vendus. Une saisie-arrêt faite par un créancier de la société, es mains d'un actionnaire tiers saisi, devait-elle empêcher celui-ci de faire ses versements, alors que s'il ne les opérait pas dans un certain délai, il était exposé à voir vendre ses titres ? Deux arrêts ont été rendus sur cette question, l'un de la Cour de Paris (26 mai 1875), l'autre de la Cour de Cassation (13 novembre 1877). Nous les avons analysés déjà, lorsque nous avons voulu savoir si un jugement devait avoir force exécutoire dans le pays du saisi comme dans celui du tiers saisi, pour qu'il pût servir de titre à une saisie-arrêt (1). Rappelons seulement que selon le premier, le tiers saisi ne peut soustraire la somme saisie arrêtée à

(1) Ann. de Clunet 1876, p. 273. V. p. 85.

la main-mise de justice, même dans le cas où le paiement effectué en France, en vertu de la saisie-arrêt, ne le libérerait pas de ses obligations à l'égard de la société étrangère. La Cour de Cassation au contraire (2), considère qu'à l'égard du tiers saisi, la saisie-arrêt est l'exercice du droit que l'art. 1166 C. C. accorde au créancier d'exercer les droits et actions de son débiteur. Il en résulte, que, lorsque les droits du saisi sur le tiers saisi ont été épuisés par un paiement, le saisissant ne peut plus les exercer, ni mettre aucun obstacle légal tel que la procédure de saisie-arrêt, aux versements dans les délais qui étaient impartis au saisi, « puisque d'une part le saisissant ne leur assure pas en échange une libération proportionnelle de leurs titres, et que d'autre part, les tiers saisis, faute par eux de satisfaire à l'appel des fonds, étaient exposés à être expropriés de leurs titres à la libération desquels les fonds appelés étaient destinés. » Nous nous rangerons à l'avis de la Cour de Cassation, car l'arrêt de la Cour de Paris met le tiers saisi dans une situation inextricable.

De ce que le débiteur saisi ne peut plus libérer le tiers saisi au préjudice du saisissant, il ne faut pas conclure que celui-ci devienne créancier du tiers saisi au lieu et place du saisi. Ce dernier conserve la créance dans son patrimoine : il en résulte que s'il contracte de nouvelles dettes, ses nouveaux créanciers pourront faire de nouvelles saisie-arrêts sur la créance saisie-arrêtée, car l'opposition du premier saisissant ne lui attribue aucun privilège.

Mais le saisi perd la libre disposition de sa créance

(2) Id. 1878, p. 504.

vis-à-vis du saisissant, ainsi il ne peut plus la céder au préjudice des droits acquis par ce dernier. La cession de créance est parfaite entre les parties par leur seul consentement; et pour qu'elle soit opposable aux tiers, il faut qu'elle ait été portée à leur connaissance dans des formes qui varient avec les pays. Parmi ces tiers, il faut faire rentrer le débiteur cédé et le créancier du cédant qui aurait fait une saisie-arrêt sur la créance cédée. Par conséquent en France, la saisie-arrêt postérieure à l'accomplissement des formalités de l'art. 1690, C. C., ne pourra avoir aucun effet : antérieure à cet accomplissement, fut-elle faite même après la convention entre les parties, la saisie-arrêt met obstacle à cette cession, du moins en ce qui concerne le saisissant.

En principe, la validité d'une obligation doit s'apprécier d'après la loi du domicile du débiteur. Mais, quand il s'agit d'une cession de créance, il y a deux séries de rapports de droit à envisager : ceux du cédant au cessionnaire, et ceux du cessionnaire aux tiers, par conséquent au débiteur cédé. Ces derniers rapports sont soumis certainement à la loi du domicile du débiteur cédé; mais celui-ci n'ayant rien à voir dans les premiers, ils doivent être régis par la loi du lieu où le cédant doit faire les actes nécessaires à la validité de sa cession, c'est-à-dire le lieu de son domicile. Dans la question de savoir si la cession d'une créance est valable à l'encontre d'une saisie-arrêt, ce sont les rapports du cédant et du cessionnaire qui sont à considérer. Aussi, un arrêt du tribunal régional supérieur de Francfort-sur-le-Mein, ayant à régler cette question, décide-t-il que, dans notre hypothèse, la validité d'une cession de créance doit s'apprécier d'après la loi du lieu où cette cession s'est accom-

plie. « En effet, le siège de l'opération juridique qui nous occupe, n'est pas au domicile du débiteur cédé, resté absolument en dehors de la question, mais au domicile du cédant. Ce domicile étant situé dans un pays régi par le Code Civil, c'est ce code qui est applicable à la solution de la question. Or, d'après l'art. 1690, la cession d'une créance n'est valable pour le cessionnaire, dans ses rapports avec les tiers, que par la signification du transport au débiteur, signification qui dans l'espèce est postérieure à la saisie-arrêt et ne peut par conséquent porter atteinte aux droits acquis par le créancier saisissant ». (Francfort, 4 mars 1892) (1).

Cette question du concours entre le cessionnaire de la créance d'une part et d'autre part les saisissants soit antérieurs soit postérieurs à la cession et aux actes nécessaires pour la porter à la connaissance des tiers, est une des plus délicates qu'ait soulevées la matière de la saisie-arrêt. Bornons-nous pourtant à observer, que, si dans une saisie-arrêt le saisi et le tiers saisi sont d'une nationalité différente et que le saisi vienne à céder sa créance, c'est, selon l'arrêt précédemment exposé, d'après la loi du cédant, qui est en même temps le saisi, qu'il faudra examiner les droits du cessionnaire; mais, que ceux du saisissant seront soumis à la loi du tiers saisi, si la cession n'est pas valable. Toutes ces questions ont été souvent discutées et ne donnent naissance à aucune difficulté rentrant dans l'ordre d'idées dont nous avons à nous occuper.

En Droit International, c'est surtout au point de vue

(1) Ann. de Clunet 1892 p. 1039.

de la faillite, que les effets de l'exploit de saisie-arrêt soulèvent des questions intéressantes.

D'après le droit français, la cessation des paiements d'un commerçant motive la déclaration de sa faillite, qui est prononcée par le tribunal de commerce, soit sur la demande du commerçant lui-même, soit sur celle de ses créanciers, soit d'office. Cette déclaration de faillite dessaisit le failli de l'administration de ses affaires, qui est désormais confiée à un syndic. Celui-ci, représentant des intérêts des créanciers, administre en leur nom. Il s'occupe de liquider la situation du failli, de faire rentrer ses créances, afin de désintéresser autant que possible les créanciers. La loi considère que ceux-ci sont tous sur un pied d'égalité absolue, à moins bien entendu qu'ils n'aient des motifs légitimes de préférence, privilèges, hypothèques. En conséquence, toutes les créances contre le failli, même celles à terme, deviennent exigibles, et le jugement déclaratif a des effets même dans le passé. Le commerçant en effet, se sentant sur le point de cesser ses paiements, ou les ayant effectivement cessés sans vouloir l'avouer, aura pu faire des actes nuisibles à ses créanciers, ou accorder aux uns des faveurs au détriment des autres. Pour les protéger, la loi annule les actes passés pendant la période suspecte : elle considère comme telle, le temps qui s'est écoulé depuis la cessation des paiements jusqu'au jugement déclaratif de faillite, et même pour certains actes, les dix jours qui précèdent cette cessation.

De ce principe d'égalité, il résulte qu'aucun des créanciers du failli n'aura le droit de faire saisie-arrêt aux

main d'un des débiteurs de ce failli (1), car il arriverait ainsi à être payé sur cette créance du failli au détriment de ses cocréanciers ; l'opposition lui constituerait un avantage, ce qui est absolument contraire à l'esprit de la loi. Telle est, esquissée à grands traits, la législation française de la faillite. Les législations étrangères sur ce point varient dans les détails, mais l'idée générale est la même : le principe de l'égalité entre tous les créanciers, et pour le sauvegarder, le dessaisissement du failli. Ces effets se produiront-ils de pays à pays, et une personne étant déclarée en faillite, par exemple en Angleterre ou en Allemagne, ses créanciers français seront-ils, comme les créanciers domiciliés dans le pays où la faillite est prononcée, soumis au principe de l'égalité ? Ou faut-il décider au contraire qu'un créancier peut se servir contre son débiteur tombé en faillite à l'étranger, de tous les moyens de droit que sa loi nationale accorde aux créanciers contre leur débiteur non failli, notamment de la saisie-arrêt ?

On a voulu soutenir, dans le sens du principe de l'égalité même en faveur des créanciers étrangers, que la déclaration de faillite ayant pour effet de modifier l'état du commerçant failli, la législation relative à la

(1) L'affectation spéciale fait passer la créance du saisi contre le tiers saisi au saisissant pour le montant de la somme affectée ; si le saisissant n'encaisse pas, c'est que cette transmission n'est pas encore reconnue valable. Il y a là un contrat de transport de créance conditionnel entre le saisi et le saisissant. Mais les droits du saisi et du saisissant étant reconnus valables, la condition produit effet rétroactif et le saisissant est censé avoir eu droit à la somme affectée du jour de l'ordonnance du juge. La jurisprudence a fait application de cette idée : le saisi tombant en faillite avant l'événement de la condition, le syndic ne peut prétendre à la somme affectée au saisissant, bien que le débat sur la créance de celui-ci ne soit vidé que postérieurement à la faillite.

faillite relevait du statut personnel et devait suivre par conséquent le failli, même à l'étranger. Les modifications qu'entraîne son nouvel état dans ses rapports avec ses créanciers nationaux, devraient donc être maintenues dans ses rapports avec les créanciers étrangers. En fait il y a certaines incapacités résultant de la faillite ; mais il faut voir là une suspension de la capacité complète du failli, plutôt qu'un changement dans son état. Une preuve en est que la réhabilitation lui rendra sa capacité entière. En réalité, la faillite renferme non une question d'état, mais une question de droit formel ou de procédure, qui doit être décidée d'après la *lex fori*.

L'adoption de cette dernière solution amène à décider que comme tout autre jugement, celui qui déclare une faillite dans un pays n'a pas d'effet dans un autre. Pour qu'une faillite prononcée à l'étranger soit reconnue en France, il faut que le jugement étranger déclaratif de faillite ait été rendu exécutoire en France. L'exéquatur devrait être demandé, d'après notre opinion, ci-dessus développée, et d'après la logique, au Tribunal de Commerce ; mais la jurisprudence attribue compétence, même en ce cas, au Tribunal civil. Le jugement ayant été rendu exécutoire, la faillite produira en France tous les effets que lui donne la loi française. Il y a là une application importante de la *lex fori*, d'autant que les prescriptions relatives à la faillite rentrent au premier chef dans les lois d'ordre public, et doivent être, plus que toutes autres, conformes au tempérament de ceux qu'elles régissent ; cependant le syndic ou curateur, préposé à la liquidation de la faillite à l'étranger, pourra exercer ses fonctions en France. S'il en était autrement,

le jugement français accordant l'exéquatur nommerait un syndic pour la France ; ces deux syndics pourraient se contrarier dans leur administration respective et les intérêts des créanciers du failli pourraient être compromis dans l'un et l'autre pays.

D'ailleurs, le jugement français qui déclare exécutoire en France le jugement étranger prononçant la mise en faillite d'un débiteur, est distinct et indépendant de ce jugement étranger, si bien que le jugement d'exéquatur pourra être frappé de tierce opposition par un créancier qui aurait pratiqué une saisie antérieurement à l'instance en déclaration de faillite. L'exéquatur en effet, a été demandé par le syndic de la faillite étrangère contre le failli, et le créancier n'a pu être représenté par ce syndic, puisque la faillite ne pouvait avoir d'effet en France ; or la déclaration de faillite porte une atteinte sérieuse à ses intérêts, puisqu'elle aura pour effet d'annuler sa saisie-arrêt et de le faire rentrer dans la masse des créanciers. Il a donc le droit de faire tierce opposition à ce jugement. (1)

Cette localisation des effets de la faillite dans les limites du territoire de l'Etat où a été rendu le jugement déclaratif, est le résultat d'une idée singulièrement étroite de la souveraineté de l'Etat. La jurisprudence de différents pays applique rigoureusement les conséquences de cette localisation, dont l'une des plus importantes est la validité de la saisie-arrêt pratiquée par le créancier d'un failli, à l'étranger. Un jugement néerlandais, du tribunal d'Arnheim (2), décide,

(1) Paris, 9 janvier 1875, *Ann. de Clunet* 1875, p. 354.

(2) 6 mars 1885, *Ann. de Clunet* 1887, p. 243.

« que le créancier néerlandais peut se servir contre son débiteur tombé en faillite à l'étranger, de tous les moyens de droit que la loi néerlandaise accorde aux créanciers contre leurs débiteurs non faillis », et valide en conséquence la saisie-arrêt faite entre les mains d'un commerçant hollandais à la charge d'un autre commerçant, déclaré en faillite en Saxe. Dans le même sens, arrêt du tribunal de Rotterdam, 27 février 1893 (1). Une personne ayant pratiqué une saisie-arrêt en Hollande aux mains d'un commerçant hollandais, à la charge d'une société prussienne déclarée en faillite, cette saisie-arrêt fut déclarée valable en Hollande et, lorsque dans l'instance en déclaration affirmative, le syndic de la faillite voulut intervenir, l'irrecevabilité de cette intervention fut soutenue par le saisissant. Le tribunal expose « que l'intervention aurait pour conséquence d'empêcher un créancier néerlandais (le saisissant) de faire valoir ses droits sur les biens de son débiteur étranger, en tant que ces biens se trouvent dans les Pays-Bas ; — que cela ne peut être admis parce que les dispositions du Code de Commerce néerlandais, concernant les effets de la déclaration de faillite ne s'appliquent par la force des choses qu'aux faillites déclarées dans ce pays. » En n'adoptant pas ces motifs, on attribuerait aux lois étrangères et aux juges étrangers autorité et juridiction sur le sol néerlandais, ce qui ne leur est concédé par aucun titre.

On le voit, la jurisprudence des Pays-Bas est très sévère et se refuse absolument à admettre qu'une faillite

(1) Ann. de Clunet 1894, p. 185.

déclarée à l'étranger puisse avoir effet en Hollande. Cette thèse est soutenable au point de vue juridique, mais en faisant tout primer par le principe de la souveraineté de l'Etat, elle risque de nuire gravement aux relations internationales. On conçoit effectivement, combien il peut être désavantageux pour les créanciers d'un failli d'être englobés dans la masse, et de laisser leurs chances de remboursement aux mains d'un syndic, tandis que de l'autre côté de la frontière, les créanciers pourront agir individuellement pour recouvrer ce qui leur est dû, et frustrer ainsi, en étant plus actifs que le syndic, les intérêts que celui-ci représente. C'est une porte ouverte à la fraude des commerçants, qui pourront ainsi favoriser certains de leurs créanciers aux dépens des autres; ce peut être la ruine des créanciers compatriotes du failli, qui verront, sans pouvoir rien y faire, tout l'actif de leur débiteur absorbé par le recouvrement des créances étrangères, si le failli possède beaucoup de biens à l'étranger.

Au contraire, en admettant que les effets d'une faillite déclarée sont universels, on pare à tous ces inconvénients. Sans doute, il y a là une grave atteinte portée à l'idée de la souveraineté de l'Etat, mais du moins la répartition de l'actif du failli entre ses créanciers sera parfaitement équitable. Actuellement, la jurisprudence française, moins soucieuse de se conformer quand même aux principes, que de sauvegarder les légitimes intérêts des créanciers d'un failli, tend à reconnaître des effets universels à la faillite prononcée par un tribunal étranger et à admettre par conséquent sur son territoire l'exercice des fonctions du syndic étranger. On peut

depuis quelques années observer un acheminement dans ce sens.

Un jugement du tribunal de la Seine, du 21 avril 1875 (1) tout en admettant encore que, pour qu'une faillite prononcée à l'étranger soit reconnue en France, il faut que le jugement étranger qui prononçait cette faillite ait été, comme tout autre, rendu exécutoire en France, déclare que si un créancier français du failli avait, en produisant à cette faillite à l'étranger, reconnu son existence, il ne serait pas admis à pratiquer une saisie-arrêt sur les deniers du failli en France. La question se posait dans les termes suivants : Rigaux ayant été déclaré en faillite le 3 novembre 1873 par le tribunal de Leipzig, et Hennig nommé curateur de ladite faillite, de Neufville, créancier français de Rigaux, avait produit à la faillite allemande et avait été admis au passif. Postérieurement à cette production, il fit une saisie-arrêt aux mains de quelques débiteurs que Rigaux avait en France et en poursuivit la validité tant contre Rigaux que contre Hennig ès-qualités, afin d'obtenir attribution exclusive des sommes, dont les tiers saisis français se reconnaîtraient débiteurs. Le Tribunal de la Seine rejeta cette prétention : « Par sa production à la faillite de Rigaux à Leipzig, et par son action actuelle contre Hennig, curateur à cette faillite, de Neufville a formellement reconnu, et il ne méconnaît pas, devant le tribunal, l'existence de la faillite et la qualité du curateur pour représenter la masse des créanciers; il se borne à prétendre que, comme il s'agit au procès de de-

(1) Ann. de Clunet 1876, p. 481.

niers arrêtés en France par un Français, c'est, nonobstant la faillite de Rigaux à l'étranger, en France et suivant les règles de la législation française que ces derniers doivent être distribués. Cette prétention, à la supposer fondée en principe, ne tient aucun compte des effets légaux de la faillite : si elle n'a pas été rendue exécutoire en France, elle n'en a pas moins été reconnue par de Neufville, puisqu'il y a produit alors qu'il n'ignorait pas la créance de Rigaux contre le tiers saisi. Par suite de l'indivisibilité qui relie entre eux tous les actes et toutes les conséquences de la faillite, il n'est permis à aucun tribunal autre que celui devant lequel existe la faillite, d'intervenir pour régler les droits des divers intéressés, et il n'appartient pas aux tribunaux français de connaître de l'étendue des droits d'un créancier même français, contre la faillite d'un commerçant étranger domicilié à Leipzig. De Neufville étant tenu de subir la loi de la faillite acceptée par lui et n'ayant aucun droit de préférence pour sa créance, ne peut, par voie de saisie-arrêt, obtenir une attribution qui lui ferait une situation privilégiée au préjudice des autres créanciers. »

Un autre jugement du tribunal de la Seine, du 26 Février 1886, estime qu'un créancier français qui a adhéré au concordat obtenu par son débiteur en Angleterre, et qui a touché son dividende, ne peut procéder en France à des mesures conservatoires contre un débiteur du failli, que s'il a obtenu préalablement de la justice anglaise révocation de ce concordat. A défaut de cette révocation, il doit être donné main-levée par les tribunaux français de toute saisie-arrêt mise dans ces conditions sur les créances du failli. (Clunet, 1886, p. 331).

Les jugements précédents annulent la saisie-arrêt faite en France ès mains du débiteur d'un commerçant, au mépris de la faillite prononcée contre lui à l'étranger. Un arrêt de la Cour de Paris, voulant concilier le principe de la souveraineté française et l'application de l'art. 14 du C. C., avec l'avantage incontestable de la théorie de l'universalité de la faillite, est arrivé à une solution étrange, qui aboutit d'ailleurs aux mêmes effets que les jugements cités ci-dessus. Selon cet arrêt (1), la saisie-arrêt formée en France par les créanciers français d'un commerçant déclaré en faillite par un tribunal étranger, peut être validée par les tribunaux français, mais cette saisie n'assure aux créanciers français que le paiement des dividendes auxquels ils auront droit, d'après le résultat des liquidations suivies dans le lieu de la faillite. Dans l'espèce, il s'agissait d'une saisie-arrêt faite par des Français ès mains d'un autre Français, débiteur d'une société anglaise déclarée en liquidation judiciaire par arrêt de la Cour de Chancellerie. Les saisissants français assignèrent le liquidateur devant le Tribunal de la Seine à fin de validité de de cette saisie-arrêt et d'attribution à leur profit de la somme due à la compagnie anglaise par le Français tiers saisi : le jugement leur fut favorable. Sur appel du syndic, la Cour confirma le jugement. L'art. 14 du C. C., dit-elle, donne à tout Français le droit de traduire un étranger devant les tribunaux français, même pour des obligations non contractées en France. Cette disposition, dont on peut contester l'équité, a pour but d'assurer aux Français les garanties d'une bonne justice et est

(1) Paris, 18 août 1875, Ann. de Clunet, 1877, p. 40.

absolue. En conséquence, elle s'applique à toutes les actions qui compètent à un Français à raison de l'engagement contracté avec lui ; notamment, en ce qui concerne, comme dans l'hypothèse actuelle, son exécution, l'exercice de ce droit est indépendant des dispositions de lois étrangères ou des décisions des tribunaux étrangers qui tendraient à le paralyser entre les mains du demandeur français.

« Considérant que, si d'après l'art. 87 de la loi anglaise sur les Sociétés du 7 août 1882, lorsqu'il a été rendu, comme dans l'espèce, un jugement ordonnant la liquidation d'une société, aucune poursuite, action ni procédure ne peut être poursuivie ni commencée contre cette société, si ce n'est avec la permission de la Cour et aux conditions qu'elle pourra imposer, cette disposition de la loi étrangère est inapplicable aux contractants de nationalité française, en ce qu'elle aurait pour conséquence de leur enlever l'exercice d'actions individuelles que l'art. 14 du C. C. leur ouvre devant les tribunaux français, et de les priver des garanties qui en résultent en leur faveur pour la conservation de leurs droits.—Que les époux V... (saisissants), dont la créance n'est d'ailleurs l'objet d'aucune contestation, n'ayant renoncé par aucun acte exprès ou tacite au bénéfice de l'art. 14 précité, ont donc valablement frappé d'opposition les sommes dues à la société anglaise, et placé ainsi le gage de leur créance sous la main des tribunaux français... » L'arrêt établit ainsi la régularité de la citation du liquidateur devant les tribunaux français, et la validité de l'opposition. Mais néanmoins, cette opposition ne saurait aboutir à l'attribution exclusive, au profit des saisissants français de la somme saisie-arrêtée. En effet,

la loi anglaise de 1869 sur la faillite, ne diffère pas essentiellement du Code de Commerce français en ce qui touche notamment l'égalité des créanciers dans la distribution entre eux du gage commun. « Considérant que sauf le privilège de nationalité consacré par l'art. 14 du C. C., les créanciers français demeurent soumis aux dispositions de la loi anglaise, qui ont présidé à la constitution de la société internationale et qui régissent aujourd'hui, dans un sens analogue aux droits français, les effets de la mise en liquidation. Par ces motifs. . . . , Confirme le jugement en ce qu'il a déclaré valable et régulière la saisie-arrêt... émendant, dit que lesdites sommes (objets de la saisie-arrêt) resteront aux mains du tiers saisi ou seront versées par lui à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour être ultérieurement employées à payer aux époux V. saisissants, ce qu'ils auront à recevoir sur le montant de leur créance d'après les résultats de la liquidation. »

Le seul effet de cette saisie-arrêt aura donc été de retenir en France, soit aux mains du tiers saisi, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, mais à l'exclusion du liquidateur, les sommes saisies arrêtées, et de les affecter spécialement au paiement de ce à quoi les saisissants auront droit, en vertu de la liquidation faite en Angleterre.

Cette décision marque, selon M. Clunet, un véritable progrès de la jurisprudence dans les règles modernes du Droit International. La Cour d'abord a réformé le jugement du tribunal, en ce que non seulement il validait la saisie-arrêt, mais encore lui reconnaissait tous ses effets. Sans doute, l'arrêt considère l'opposition comme valable, mais il en atténue singulièrement les

effets et les réduit à une pure mesure conservatoire. Sans doute encore, il refuse de reconnaître les pouvoirs du syndic en France, mais le créancier français devra néanmoins produire à la faillite anglaise. « Une telle opinion est loin encore de la règle de l'universalité et de l'unité de la faillite, à laquelle la science du Droit International aspire, et dont elle a plusieurs fois donné la formule théorique. Mais on ne saurait nier qu'elle n'y soit un acheminement : l'existence de la faillite étrangère est reconnue, les créanciers français devront en tenir compte, en suivre les opérations et en attendre les résultats ».

En somme, selon nous, il y a là une solution très pratique, mais ayant les inconvénients des solutions transactionnelles, qui sont difficiles à défendre au point de vue des principes dont elles ne suivent pas les conséquences jusqu'au bout. Si en effet, on admet l'universalité de la faillite, il est impossible de refuser au syndic le droit de toucher, nonobstant l'opposition, ce que doit le tiers saisi au failli. La sauvegarde de l'intérêt du national est donc le seul vrai motif de l'arrêt, et elle a pour conséquence une véritable entorse aux effets de la faillite et aux pouvoirs du syndic, la constitution d'un privilège au profit du Français sur les sommes restées et maintenues en France. Le privilège est restreint au dividende du saisissant, c'est une sorte de droit de rétention, mais qui constitue un avantage et une sécurité spéciale avec exclusion du contrôle du syndic.

CHAPITRE II

INSTANCE EN VALIDITÉ

L'exploit de saisie-arrêt ayant été signifié au tiers saisi, nous entrons dans la seconde partie de la procédure. Elle va prendre un caractère tout différent de celui qu'elle a eu d'abord. Au lieu d'une simple défense de payer, adressée par le saisissant au tiers saisi, nous allons nous trouver devant une instance dirigée contre le saisi, ayant le caractère contradictoire et comme telle devant aboutir à un jugement. C'est l'instance en validité de saisie-arrêt. Avec elle, la saisie-arrêt perd le caractère de mesure conservatoire que nous avons reconnu au premier exploit, pour prendre celui bien déterminé maintenant d'une mesure d'exécution. Cette deuxième partie commence à la dénonciation de la saisie-arrêt au saisi, et se termine par le jugement de validité ou de mainlevée.

Aux termes de l'art. 563 C Pr.: « Dans la huitaine de la saisie-arrêt ou opposition, outre un jour pour trois myriamètres de distance entre le domicile du tiers saisi et celui du saisissant, et un jour pour trois myriamètres de distance entre le domicile de ce dernier et celui du débiteur saisi, le saissant sera tenu de dénoncer la sa^aisie-arrêt ou opposition au débiteur saisi et de l'assi-

gner en validité (1) ». Cet article nous amène à considérer deux questions : 1° Quelles seront les formes de la dénonciation et de l'assignation, quelle est leur raison d'être ? 2° Devant quel tribunal le saisissant devra-t-il assigner le saisi, en d'autres termes, quel sera le tribunal compétent pour connaître de l'instance en validité ?

§ 1^{er}. — *De la dénonciation et de l'assignation.*

Par la dénonciation, le saisi sera mis au courant de la saisie-arrêt qui a pu, en théorie du moins, être commencée à son insu, puisque le premier acte se passe exclusivement entre le saisissant et le tiers saisi. Cette dénonciation devra, par conséquent, contenir tous les renseignements de nature à éclairer le saisi sur les prétentions et les actes du saisissant. Elle devra se faire dans la forme ordinaire des exploits et être signifiée à personne ou à domicile par ministère d'huissier. Quelles seront les formes de rédaction et de signification de cet exploit, si le saisi n'est pas domicilié en France ? L'article 560 édictant une mesure tout à fait spéciale, doit être restreint dans son application à l'exploit de saisie-arrêt. D'ailleurs les motifs qui l'expliquent, et dont le principal est la nécessité de faire connaître rapidement la défense du saisissant au tiers saisi, afin de le mettre à l'abri d'un paiement fait dans l'ignorance de cette défense, ne se présentent pas quand il s'agit de la dénon-

(1) La loi du 3 mai 1862 a modifié cet article en portant le délai à un jour par cinq myriamètres, au lieu de trois.

ciation au saisi. Celle-ci devra donc avoir lieu par les voies ordinaires que nous avons déjà vues ; c'est-à-dire que l'exploit rédigé en la forme française sera déposé au parquet du Procureur de la République, qui le fera signifier à l'intéressé par la voie diplomatique (Art. 69, 9°, modifié par la loi du 8 mars 1882).

L'art. 563 assigne au saisissant, pour faire sa dénonciation, un très bref délai, « dans la huitaine de la saisie-arrest, » qui se trouve augmenté à raison de la distance entre le domicile du saisissant et celui du saisi, pour que l'exploit de dénonciation ait le temps de parvenir à l'huissier compétent. Ce délai et ses augmentations d'un jour à raison de cinq myriamètres (loi du 3 mai 1862) de distance entre les domiciles des parties, ne s'appliquent que si toutes les trois, ont leur domicile en France, la difficulté de calculer les distances, surtout celles de mer, ne permettant pas en effet d'étendre la disposition de l'art. 563 relative aux délais, au cas où le saisi ou le tiers saisi est domicilié hors de France. Comment en pareille hypothèse, calculera-t-on les distances d'après lesquelles doit être augmenté le délai de l'article 563 ? Certains ont prétendu qu'il fallait demander fixation de ce délai au tribunal compétent pour la demande en validité. Mais d'après quelles règles ce tribunal le déterminerait-il ? Cette opinion ne résoud donc pas la difficulté. D'après M. Lepage (1), il faut appliquer aux distances des lieux situés hors de France, les délais prescrits par l'art. 73 pour les ajournements, car selon lui, le même temps est nécessaire au sai-

【1】 Questions. Vol. 4, N° 1947.

sissant pour faire signifier un exploit en pays étranger, qu'à une partie assignée dans ce même pays, pour comparaître devant un tribunal de France. De plus, il faut observer que la dénonciation qu'ordonne l'art. 563 est un exploit et qu'on se conforme pour les exploits en général aux règles portées pour les ajournements. Le délai serait donc d'un mois, de deux, de cinq ou de huit mois, selon le pays où serait domicilié le saisi ou le tiers saisi. La jurisprudence n'est pas du même avis : un arrêt de Cassation du 5 novembre 1872 (1), rejetant le pourvoi contre un arrêt de la Cour de Paris du 27 janvier 1870, qui avait confirmé lui-même un jugement du Tribunal de la Seine du 21 juillet 1869, considère que les augmentations de délais de l'art. 563 ne concernent que les cas, où le saisi et le saisissant sont domiciliés en France et qu'il n'y a lieu, dans le cas où le saisi est domicilié à l'étranger, à aucune augmentation de délai. La dénonciation devra être faite dans la huitaine au Procureur de la République près le tribunal devant lequel la demande doit être portée, sauf aux intermédiaires à mettre le temps nécessaire pour porter la dénonciation à la connaissance du saisi ; les augmentations de l'article 73 ne s'appliquent qu'aux délais d'assignation, et il n'y aura lieu de les appliquer dans notre hypothèse que pour savoir à quel moment le saisi devra comparaître devant le tribunal compétent sur l'instance en validité.

En effet, l'exploit de dénonciation de la saisie-arrêt au saisi doit contenir assignation pour ce dernier, afin

(1) Cass. 5 novembre 1872. Dall. 73, I, 64, sur arrêt de Paris. Dall. 74. II, 400.

de voir prononcer la validité de la saisie-arrêt pratiquée déjà contre lui. L'usage est que la demande en validité accompagne la dénonciation : en tous cas elle doit être faite dans les mêmes délais. « Faute de demande en validité, la saisie-arrêt ou opposition sera nulle. »

Dans cette instance en validité, le saisissant demandeur conclura d'abord et dans tous les cas, à la validité de sa saisie-arrêt ; en outre quand il n'aura pas de titre exécutoire, soit qu'il ait agi en vertu d'un titre sous seing privé, soit qu'il ait demandé préalablement la permission du juge, il conclura à la condamnation du saisi au montant des causes de la saisie-arrêt, et il obtiendra ainsi, dans ce dernier cas, un titre exécutoire à la fois contre le saisi et contre le tiers saisi. A défaut de ce titre, il n'aurait pu agir. Mais il y a dans ce cas, deux conclusions absolument distinctes, relatives l'une à la validité de la saisie-arrêt, l'autre à l'existence de la créance du saisissant contre le saisi ; celle-ci deviendra authentique par la condamnation du saisi. Sans doute, la réponse à donner quant à la validité, dépend de celle relative à l'existence de la créance ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a là, en somme, deux chefs de demande, d'ordre différent, l'un qui touche le mode d'exécution, l'autre qui est une demande quant au fond. Quel sera le tribunal compétent pour statuer sur ces questions ? Etant donnée leur diversité, le même tribunal devra-t-il statuer sur l'une et sur l'autre ?

§ 2. — *Quel est le tribunal compétent sur la demande en validité?*

A lire l'art. 567 du C. pr., la réponse est des plus simples : la demande en validité sera portée devant le tribunal de la partie saisie. L'instance en validité s'engageant entre le saisissant demandeur et le saisi défendeur, il n'y a là qu'une application de la règle *actor sequitur forum rei*, proclamée par l'art. 59 C. pr. (1) La jurisprudence s'accorde à considérer que le tribunal d'arrondissement est seul compétent en la matière, les juridictions d'exception, telles que le juge de paix, le tribunal de commerce et les juges administratifs ne pouvant connaître de l'exécution des jugements et actes. Cependant l'art. 635 du C. com. qui, en matière de faillite, ne reconnaît que la compétence du Tribunal de commerce, implique une exception à ce principe, quand le débat sur la validité est né de la faillite elle-même. « Considérant que l'art. 567 parle du domicile de la partie saisie, sans dire si c'est le tribunal civil ou de commerce qui est compétent; que l'art. 567 doit se combiner avec l'application de la règle que le Tribunal

(1) Ce principe a été admis même dans le cas tout exceptionnel d'un Français domicilié dans le Levant. D'après l'art. 1^{er} de l'édit de 1778, attribution de compétence est faite aux consuls des Echelles du Levant pour connaître en première instance des contestations, de quelque nature qu'elles soient, qui s'élèvent entre Français dans l'étendue de leurs consulats. En l'absence d'un texte, les règles générales attribuant juridiction au tribunal du défendeur en matière civile, sont seules applicables. En conséquence, la validité d'une saisie-arrêt pratiquée en France contre un Français domicilié dans le Levant, doit être poursuivie devant le tribunal consulaire de ce domicile, bien que la saisie se rattache à l'exécution d'un contrat passé en France. Seine, 21 juin 1872. *Ann. de Clunet* 1874, p. 124.

de commerce connaît de toute demande ayant pour cause la faillite, et qui n'aurait pu naître sans l'événement de cette faillite et si le débiteur failli était resté à la tête de ses affaires et de ses biens (1). »

D'autre part, nous avons vu que lorsque la saisie-arrêt était pratiquée en vertu d'un titre sous-seing privé ou de la permission du juge, le saisissant, afin d'avoir un titre exécutoire, devait, en même temps qu'il demande au tribunal de valider la saisie, lui demander de reconnaître sa créance en condamnant le débiteur saisi ; il y a donc là deux instances bien distinctes, soumises l'une et l'autre aux règles qui leur sont relatives. Elles se confondront pourtant dans un cas : celui où il s'agira d'une saisie-arrêt sur salaire ou petit traitement, car aux termes de l'art. 9 de la loi du 12 Janvier 1895, le juge de paix est compétent pour statuer sur la validité d'une telle opposition. Mais en dehors de cette hypothèse, si la question de validité est de la compétence du tribunal d'arrondissement, celle relative à la créance quant au fond, peut être de la compétence du juge de paix ou du tribunal de commerce, suivant la valeur et la nature du litige. Le tribunal civil, à qui les deux instances sont soumises, a donc le devoir, le cas échéant, de se déclarer incompétent sur la question de fond.

Considère-t-il que le doute sur celle-ci enlève tout caractère de certitude à la créance, ou que la saisie-arrêt n'a pas été exercée dans les formes voulues, il l'annulera immédiatement. Considère-t-il au contraire, que la question de fond n'empêche pas la créance d'être cer-

(1) Limoges, 29 juin 1885 Ann. de Clunet 1886 p. 343 ou Dall. 85.2. 265.

taine, ou que le débat qu'elle soulève n'est pas sérieux, il devra maintenir provisoirement la saisie-arrêt et surseoir à statuer sur la validité jusqu'à ce que le tribunal compétent sur le fond ait rendu lui-même sa décision.

Cette question si simple se complique singulièrement, quand les personnes parties à la saisie-arrêt, sont de nationalité différente, les sommes étant dûes cependant en France, puisque c'est à cette condition que la législation française sera applicable. La règle *locus regit actum* entre en conflit avec la règle *actor sequitur forum rei* ; la jurisprudence, nous allons le voir, fait généralement fléchir la première, quand il s'agit de l'instance au fond ; c'est la seconde au contraire qu'elle tourne, en ce qui concerne l'instance en validité.

Supposons d'abord que le créancier saisissant soit étranger, le débiteur saisi français, le tiers saisi français ou au moins détenant en France les sommes dûes. Ici nous ne rencontrons aucune difficulté ; c'est la loi française qui est applicable : l'exploit de saisie-arrêt aura dû être signifié dans la forme française, et, dans le délai que notre Code de procédure impartit au saisissant, celui-ci devra dénoncer la saisie-arrêt au débiteur saisi et l'assigner en validité, conformément à l'art. 567, devant le tribunal de son domicile, tribunal civil, nous l'avons vu. Il n'y a dans cette hypothèse, aucun motif pour écarter l'application de l'art. 59, C. Pr., § 1, qui pose lui-même le principe *actor sequitur...* »

L'existence de la créance est-elle contestée ? Si le tribunal civil, devant qui doit se juger la question de validité, est incompétent *ratione materie* quant à la question du fond, il y aura lieu à renvoi devant les

juges compétents suivant la loi française, avec sursis sur la validité.

Lorsque la saisie-arrêt est formée par un Français sur un débiteur étranger, la question de validité devra être portée devant le tribunal d'arrondissement du tiers saisi. C'est du moins l'avis général de la jurisprudence en France, et les jugements étrangers, dans les questions analogues relevant de leur juridiction, statuent en faveur du même tribunal. Le tiers saisi pourtant n'a rien à voir, comme partie principale au moins, dans l'instance en validité : c'est le saisi qui est défendeur. Comment expliquer cette dérogation à la règle *actor sequitur forum rei*? Lorsque le tiers saisi et le saisi sont domiciliés tous deux en France, il n'y a aucun motif pour porter atteinte au principe, et la loi en conséquence opte pour la compétence du tribunal du saisi. Si celui-ci au contraire est domicilié à l'étranger, et que le tiers saisi seul soit en France, c'est dans ce pays néanmoins qu'aura lieu la saisie-arrêt. Or il n'est pas admissible, que le tribunal d'un Etat autre que celui chez lequel a lieu un acte d'exécution, connaisse de la validité de cet acte, quant aux questions de formes. On n'a donc pas à choisir, comme l'a fait la loi dans le cas précédent, entre les juges du saisi étranger et ceux du tiers saisi en France : c'est devant le tribunal de ce dernier que devra être jugée la validité de la saisie-arrêt. Il s'agit en effet dans un procès de validité non d'une contestation ordinaire entre le saisissant et le saisi, mais seulement d'une mesure d'exécution poursuivie dans un pays sur les deniers se trouvant aux mains d'un tiers saisi, national ou non, mais domicilié ou résidant dans ce pays, et ce dans les formes prescrites par la loi de ce pays.

« A ce point de vue, dans un intérêt urgent de l'ordre du droit des gens, il appartient au juge du lieu de la saisie d'en connaître, pour la valider ou l'invalider sur le vu des titres justificatifs. » (1) Les voies d'exécution doivent être exclusivement régies par la loi du lieu de l'exécution ; elles se rattachent en effet à l'ordre public : les dispositions législatives auxquelles elles sont soumises, ont pour but de sauvegarder le crédit des particuliers et par conséquent le crédit public ; les juges nationaux peuvent donc seuls avoir compétence, quand il s'agit de savoir si elles ont été bien interprétées et appliquées. Ajoutons à ces considérations générales, en ce qui concerne le cas particulier d'une saisie-arrêt opérée par un saisissant français entre les mains d'un tiers saisi domicilié en France, contre un saisi étranger, que la loi ne l'a pas prévu et n'a pas par conséquent déclaré quel était, dans notre hypothèse, le tribunal compétent sur la demande en validité. Aucun texte de loi ne s'oppose à ce qu'elle soit portée devant le tribunal du tiers saisi, sinon l'art. 567 qui ne peut recevoir application dans cette circonstance. D'ailleurs le saisissant, Français par hypothèse, y trouvera son intérêt, et le saisi ne pourra s'y opposer, puisque, aux termes de l'art. 14, C. C., un demandeur français peut assigner son adversaire, défendeur étranger, devant les tribunaux français, pour l'exécution de conventions, même passées en pays étranger, (et c'est notre cas actuellement).

En nous mettant en dehors de cette règle particulière au droit français, la compétence du Tribunal du tiers saisi quant à la validité d'une saisie-arrêt, dans l'hypo-

(1) Paris, 8 avril 1874. Ann. de Clunet, 1875, p. 192.

thèse que nous prévoyons, est très suffisamment justifiée par le principe général de droit international émis plus haut. Aussi, comme nous l'avons dit déjà, la jurisprudence, non seulement en France, mais même dans les Etats étrangers, se rallie-t-elle à cette opinion (1). Elle n'est pas uniforme cependant et les Annales de M. Clunet (1890) relatent un jugement de Bruxelles, dont les conclusions vont absolument à l'encontre des opinions généralement admises sur la matière. D'après lui, les Tribunaux belges, (observons que la procédure belge de saisie-arrêt est la même que la procédure française), sont compétents pour connaître de la demande en validité de la saisie-arrêt pratiquée contre un Belge en pays étranger, en vertu de la permission du juge étranger. L'espèce était la suivante : le créancier d'un Belge avait, mais sans titre exécutoire, formé saisie-arrêt à Lille en vertu de l'autorisation d'un juge français, entre les mains d'un commerçant français, débiteur lui-même du Belge. Le saisissant assigna son débiteur belge devant le Tribunal civil de Bruxelles, à l'effet de se voir con-

(1) Une application du principe s'est présentée sous une forme particulièrement intéressante en Egypte : dans ce pays, les différends entre personnes de même nationalité sont tranchés soit par les Tribunaux égyptiens, si le demandeur et le défendeur sont musulmans, soit dans le cas contraire, par les Consuls de l'Etat dont ils sont nationaux. Si des différends s'élèvent au contraire entre personnes de nationalités diverses, ils sont de la compétence des Tribunaux mixtes, dont les pouvoirs de juridiction émanent de l'autorité khédiviale. Un arrêt de la Cour d'Alexandrie, du 4^{er} février 1893, dit que la procédure de saisie-arrêt est mixte, dès que les parties qui s'y trouvent engagées ne sont pas de la même nationalité, même si le tiers saisi seul est d'une nationalité différente de celle des autres parties. Si la validité de saisie-arrêt était une instance ordinaire, le saisissant et le saisi entre lesquels elle s'engage étant de même nationalité, leur consul devrait être compétent. Mais il y a là une exécution faite sur le territoire égyptien : l'examen de sa validité ne peut relever que des autorités égyptiennes, représentées en notre cas par le Tribunal mixte. Ann. de Clunet 1893, p. 931.

damner au paiement de ce qu'il devait, et de voir valider la saisie-arrêt, pratiquée à Lille pour sûreté de la créance. Entre l'assignation en validité et le jugement, le Tribunal de commerce de Bruxelles condamna le défendeur, de telle sorte que la demande se bornait à un seul chef : la reconnaissance par le Tribunal de Bruxelles de la validité de la saisie-arrêt pratiquée à Lille. A cette demande, le Belge saisi opposait l'incompétence du Tribunal de Bruxelles, pour ce motif que la saisie-arrêt ayant été autorisée par le président du Tribunal de Lille et pratiquée en cette ville entre les mains de tiers saisis y domiciliés, c'était le Tribunal de Lille, lieu de l'exécution, qui devait connaître de cette validité. Cette exception d'incompétence était en pleine conformité avec la doctrine généralement admise. Le Tribunal de Bruxelles pourtant rejeta le déclinatoire, conformément aux conclusions du ministère public. Celui-ci accuse le saisi d'avoir, en opposant l'incompétence du Tribunal belge, confondu la procédure de validité, dirigée contre le saisi, et celle de déclaration affirmative, dirigée contre le tiers saisi ; celle-ci serait effectivement de la compétence des Tribunaux de Lille, si le tiers saisi demandait à être renvoyé devant eux. C'est, à son dire, cette dernière phase de la procédure qui forme seule l'exécution « parce qu'elle tend au transport de l'objet de la dette du tiers saisi dans le chef du saisissant. Dans le cas actuel, il s'agit de la période antérieure de la procédure, celle qui a pour but de faire reconnaître la validité des actes déjà effectués de la saisie-arrêt. Or, quant à cette validité, l'art. 567 fixe absolument la compétence du Tribunal du saisi. Cet article ne s'explique que s'il a eu en vue l'hypothèse où

le saisi demeurerait dans un arrondissement autre que celui du tiers saisi, « et a ainsi marqué la distinction à faire entre l'action en validité et les autres incidents de la saisie-arrêt. » Si le saisi et tiers saisi sont domiciliés en pays différents, la situation reste la même, et il y a d'autant moins lieu de porter atteinte à la règle de compétence de l'art. 59, que l'instance se meut exclusivement entre le saisissant et le saisi, « sans que rien ne permette d'y mêler le tiers saisi ».

L'assimilation du cas où le saisi et le tiers saisi demeurent dans des arrondissements différents, avec celui où ils sont domiciliés dans des pays divers, semble un peu hardie. Elle fait abstraction de l'idée de souveraineté, qui n'a rien à voir avec le premier cas, tandis qu'elle doit être prise en considération dans le second. Que le saisi réside à Lille, le tiers saisi à Marseille, le jugement rendu à Lille validera au nom de l'Etat français le commencement d'exécution opéré à Marseille en vertu d'un acte ou d'une autorisation émanés de cette même souveraineté. Si au contraire, comme dans notre cas, le tiers saisi est domicilié à Lille, le saisi à Bruxelles, c'est, d'après l'opinion du ministère public, un jugement émané de la souveraineté belge, qui validera la saisie-arrêt exécutée en vertu de la souveraineté française. Le ministère public belge a senti cette objection : « On a contesté, dit-il, qu'un tribunal belge pût apprécier les formalités accomplies en France, au lieu de l'exécution, en invoquant la règle de Droit International *locus regit actum*. Cette maxime signifie certainement que, pour toutes les parties de la saisie-arrêt qui doivent nécessairement avoir lieu en France, telles que l'obtention de la permission du juge, la signification

de l'exploit au tiers saisi à Lille, il y aura lieu de se conformer aux formalités de la procédure française; mais aussi « elle suppose essentiellement l'examen de la forme extérieure de l'acte étranger par les juges belges », et la vérification par eux de l'observation de la loi française, pour l'obtention et l'exécution de l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt.

Tout ceci peut amener avec une certaine logique la compétence du tribunal de Bruxelles, quant à la validité de la saisie-arrêt. Mais c'est dans ses conséquences que l'opinion devient peu soutenable. Notons en effet que la reconnaissance par les tribunaux belges de la validité de l'opposition entraînera en France des effets contre le tiers saisi (déclaration affirmative, nullité du paiement qu'il aura pu effectuer malgré l'exploit). Mais, pour qu'ils puissent se produire, il sera nécessaire que le jugement belge, examinant si les formes françaises ont été observées, soit à son tour révisé par les tribunaux français et obtienne l'exéquatur. On arrive ainsi à un circuit d'actions d'une complication prodigieuse. N'est-il pas beaucoup plus simple de se conformer à la tendance actuelle de la jurisprudence, et de s'adresser directement au tribunal du tiers saisi, d'autant que l'instance en validité n'est pas une véritable contestation; elle n'est en réalité que la vérification des formalités nécessaires à la saisie-arrêt, et le saisi n'a aucun intérêt à ce qu'elle soit jugée par ses juges, dès l'instant que la question du fond, c'est-à-dire l'existence de sa dette, a été résolue conformément à la règle *actor sequitur forum rei*.

Le tribunal de Bruxelles a pourtant adopté les conclusions du ministère public. Il considère en effet, qu'en admettant la compétence des tribunaux belges sur la

question de validité de la saisie-arrêt pratiquée à Lille, il ne porte aucune atteinte à la souveraineté française, parce que la saisie-arrêt est l'acte personnel du créancier, non un acte émanant de la puissance publique, et parce que la validation de la saisie n'est pas son exécution (1). Ces motifs sont vraiment trop ingénieux pour nous déterminer à abandonner la doctrine générale de la jurisprudence, qui a au moins pour elle d'être d'une grande simplicité.

En France, elle est presque complètement fixée, à tel point que la compétence du tribunal du tiers saisi, quant à la validité de la saisie-arrêt, est reconnue même dans les cas où l'application de la règle de droit commun de l'art. 59 est exigée avec le plus de rigueur. Ainsi, l'art. 1^{er} de la convention Franco-Suisse du 15 juin 1869 exclut l'application de l'art. 14 de notre code civil dans les rapports entre Français et Suisses, et astreint les tribunaux de l'un et l'autre pays à la stricte observance du principe : « *actor.*, » Pourtant

(1) Ann. de Clunet 1890, p. 348. Les motifs de ce jugement nous ont paru suffisamment curieux pour être ici relatés en partie. « Attendu que la saisie est l'acte personnel du créancier, opéré à ses risques et périls; que tel est son caractère, alors même qu'elle est faite en vertu de la permission du juge, cette permission gracieuse n'ayant d'autre portée que de suppléer provisoirement à l'absence de titre; attendu que la saisie, bien que faite à l'intervention et avec l'aide du magistrat, n'est donc pas un acte émanant de la puissance publique susceptible de la formule exécutoire; qu'il suit de là qu'un tribunal belge ne saurait blesser la règle de l'indépendance des souverainetés, en validant une saisie-arrêt pratiquée en France en vertu de la permission du juge français; attendu d'ailleurs, que la validation de la saisie n'est pas l'exécution de celle-ci, qu'elle n'en est que la suite, à raison du principe qui défend de se faire justice à soi-même; qu'elle constitue dans l'ensemble de la procédure en matière de saisie-arrêt, une procédure de détail, distincte de l'opération initiale de la saisie, puisqu'elle s'ouvre à la suite de celle-ci par l'assignation que prescrit l'art. 563 du C. Pr. — Par ces motifs, conformément aux conclusions du Ministère public, rejette le déclinatoire, ordonne aux parties de conclure au fond. »

un jugement du tribunal de Villefranche du 23 décembre 1881, admet la compétence des tribunaux français pour connaître de toutes les saisies pratiquées en France, quand le saisissant est français et que le saisi seul est suisse. (1) Dans l'espèce, le saisi suisse contestait la compétence du tribunal de Villefranche : « Attendu, dit le jugement, que le défendeur appuie cette prétention sur la convention internationale du 15 juin 1869, aux termes de laquelle les contestations civiles et commerciales qui s'élèvent soit entre Français et Suisses, soit entre Suisses et Français, doivent être portées devant les juges naturels du défendeur ; att. que le déclinaire élevé par le défendeur est contraire au droit et spécialement au traité dont on excipe en son nom ; att., en effet, qu'il résulte de la jurisprudence et de la doctrine que les tribunaux français sont compétents même entre deux étrangers, pour connaître des demandes en validité des saisies pratiquées en France ; qu'il en est de même à plus forte raison, si le saisissant est français, comme dans l'espèce, et le débiteur saisi seul étranger ; que cette règle, ainsi que le fait observer M. Dalloz, tient à ce qu'il est impossible de ne pas donner aux tribunaux français le droit de connaître de la validité d'actes d'exécution pratiqués en France par des officiers ministériels français ; qu'elle ne peut donc céder devant l'art. 1^{er} du traité international du 19 octobre 1869, qui vise purement et simplement les actions mobilières et personnelles entre Français et Suisses en général ; qu'un arrêt de la Cour de Lyon, postérieur au traité,

(1) Ann. de Clunet 1882 ; p. 423.

décide que ce traité n'a pu donner compétence à un juge étranger, pour apprécier la régularité d'actes de procédure faits en France par des officiers publics français, et les suites que ces actes peuvent avoir sur des biens situés en France; att. dès lors que ce tribunal civil est compétent pour statuer sur ladite saisie conservatoire, et qu'il y a lieu de surseoir à statuer sur la validité de ladite saisie jusqu'après la décision du tribunal de commerce de Villefranche, saisi de la question du fond... »

Ce jugement, dont les termes nous paraissent résoudre la question de compétence en ce qui concerne l'instance en validité, dans l'hypothèse où le saisi est étranger, le saisissant et le tiers saisi français ou au moins domiciliés en France, soulève deux autres questions qui viennent d'ailleurs comme suite et complément de la précédente. Au cas où, le saisissant et le saisi étant étrangers, le tiers saisi seul est français, y a-t-il lieu d'abord de trancher la question de compétence quant à la validité de la saisie, dans le même sens que pour l'hypothèse précédente, c'est-à-dire en faveur du tribunal du tiers saisi? et en second lieu, le tribunal compétent pour la validité le sera-t-il aussi quant à l'existence de la créance?

La solution de la première question est subordonnée à celle d'une autre question plus générale : les juges français sont-ils compétents pour trancher un différend entre deux étrangers? (car si on opte pour la négative, il faut en revenir à la compétence du tribunal du saisi, quoique l'exécution ait eu lieu en France). Sur ce sujet

s'est élevée une des plus graves controverses qu'ait suscitées notre code civil (1).

La question se divise en deux propositions : les étrangers ont-ils le droit d'exiger justice des tribunaux français? — les tribunaux français sont-ils obligés de rendre la justice entre deux étrangers? La première a trait à la jouissance des droits civils : il est certain que d'après le code civil, les étrangers ne sont admis qu'exceptionnellement et sous certaines conditions à la jouissance des droits civils; mais dans quelle mesure? Les opinions sur l'art. 11 du C. C. qui règle la matière, sont très variées. D'après celle adoptée par la jurisprudence, les étrangers n'ont de droits en France que ceux que leur reconnaissent expressément ou implicitement des textes spéciaux. Or nulle part il n'est dit qu'ils aient le droit d'ester devant la justice française, par conséquent ils ne peuvent exiger des tribunaux français, à peine de déni de justice, qu'ils statuent sur les contestations qui pourraient s'élever entre eux. Mais, d'autre part, rien n'interdit aux tribunaux français de juger les contestations entre étrangers; aussi faut-il reconnaître de nombreuses exceptions au principe de l'incompétence qui, pour ferme qu'il soit, n'en est pas moins très discutable. M. Féraud-Giraud, en éliminant une série de cas où cette incompétence ne s'applique pas, arrive à restreindre la règle générale aux actions personnelles et mobilières, à condition encore que les parties ne se soient pas d'avance soumises à la compétence des tribunaux français. En

(1) V. articles de M. Féraud-Giraud *An. Clunet* 1880 p. 140 et de M. Glasson *id.* 1881 p. 105.

matière immobilière (art. 3), en matière de faillite (1), les tribunaux français deviennent compétents; en matière personnelle mobilière même, ils cesseront d'être incompétents si l'un des étrangers a été admis à établir son domicile en France, « dans tous les cas où ils seraient compétents, si au lieu de l'étranger admis à domicile, c'était un Français qui comparaisait. » L'étranger admis à domicile pourra même invoquer en sa faveur l'art. 14 du C. C. Il faut ajouter à toutes ces exceptions, qui atténuent singulièrement le principe, que la compétence étant *ratione personæ*, les parties peuvent ne pas s'en prévaloir, ou si elles veulent en user, devront le faire *in limine litis*.

Dans son principe, cette doctrine qui considère les tribunaux français comme uniquement constitués pour rendre la justice aux Français, et arrive ainsi à refuser aux étrangers la protection des tribunaux sur notre territoire, est contraire à la conception moderne du droit international, qui envisage la distribution de la justice comme un devoir supérieur imposé à tout Etat civilisé. Aussi, ses partisans ont-ils été amenés, par les exigences de la pratique, à en restreindre la portée par toutes les exceptions que nous avons vues, mais au prix d'une contradiction avec eux-mêmes. L'incompétence des tribunaux français découle de l'interprétation qu'ils donnent de l'art. 11 du C. C. Or cet article est d'ordre

(1) Le seul tribunal compétent est alors celui du domicile du failli, la compétence dérivant de la nature du procès et non de la personne du défendeur. Un tribunal français sera même compétent quant à la faillite d'un étranger ayant son principal établissement en France, car la législation de la faillite bien que concernant l'état des personnes, (à ce titre, elle devrait être régie par la loi du domicile du failli), est avant tout une législation de police et de sûreté.

public, par conséquent l'incompétence devrait être absolue et ne comporter aucune exception. La jurisprudence, au contraire, la considère comme relative.

Aussi, le système opposé, frappé de cette contradiction (1), ne cherche pas la solution de la question dans l'art. 11, mais dans l'esprit des articles 14 du C. C. et 59 du C. Pr. L'article 14 étant une dérogation aux règles ordinaires de compétence, il faut, dans tous les cas qu'il ne prévoit pas, appliquer la règle générale de l'art. 59. Donc, dans notre cas, si l'étranger défendeur est domicilié en France ou y a acquis une résidence, les tribunaux français seront compétents. Reste à considérer l'hypothèse où l'étranger défendeur n'a en France ni domicile, ni résidence. Comme au dire des partisans de ce deuxième système, les étrangers jouissent en France de tous les droits civils qui ne leur sont pas expressément refusés, ils auront le droit de demander la justice aux tribunaux français. Il résulte d'ailleurs des travaux préparatoires que les rédacteurs du Code n'ont jamais songé à retirer aux étrangers la possibilité de s'adresser à nos juges. Ceux-ci pourront donc, si les intéressés le leur demandent, rendre la justice entre étrangers. Beaucoup des cas où le système précédent n'accordait compétence aux tribunaux français que par nécessité pratique et à titre exceptionnel, deviennent dans celui-ci de simples applications de la règle générale de l'art. 59 C. Pr.

Les deux systèmes étant ainsi brièvement exposés, nous allons voir quel est le résultat de leur application à la question de la saisie-arrêt. Si avec la seconde opi-

(1) Voir l'article de M. Glasson, déjà mentionné.

nion, on reconnaît que les tribunaux français sont compétents pour statuer sur les différends entre étrangers, il n'y a aucun motif pour ne pas admettre que ces tribunaux puissent connaître de la saisie-arrêt, lors même que le tiers saisi est seul Français, puisque le principe international que l'Etat où a lieu un acte d'exécution doit connaître de sa validité, fait, dans notre hypothèse, échec au principe que le défendeur doit être assigné devant le tribunal de son domicile.

Mais si le saisissant n'a pas de titre exécutoire, la question est de savoir si le tribunal français pourra connaître du procès relatif à l'existence de la créance. Si l'une des deux parties est autorisée à avoir son domicile en France, les juges français seront certainement compétents : est-ce le saisi, ce sera en vertu de la règle générale de l'art. 59 C. Pr. ; est-ce le saisissant, ce sera en vertu de l'art. 14 qu'il peut certainement invoquer, puisqu'aux termes de l'art. 13 C. C., « l'étranger qui aura été autorisé à fixer son domicile en France jouira de tous les droits civils » ; les parties sont-elles l'une et l'autre au contraire domiciliées à l'étranger, elles pourront, nous l'avons vu, porter leur différend devant les tribunaux français, sauf à ceux-ci, suivant les circonstances, à accepter ou à refuser de juger. Observons cependant qu'ils ne pourront pas se dire incompétents dans le cas où le défendeur étranger ne justifiant pas d'un domicile ou d'une résidence quelconque ailleurs qu'en France, cette déclaration d'incompétence aboutirait à un déni de justice.

Arrivons à l'autre système qui, quoique d'une valeur juridique très contestable, peut nous arrêter plus longtemps, puisqu'il est celui de la jurisprudence. Il refuse

en principe compétence aux tribunaux français pour connaître des contestations entre étrangers. Logiquement, les juges du domicile du tiers saisi devraient se déclarer incompétents sur la question de validité de la saisie-arrêt, pratiquée par un étranger sur son débiteur également étranger. Néanmoins ce n'est pas à ce résultat que s'est arrêtée la jurisprudence.

Supposons d'abord que le saisissant agisse en vertu d'un titre exécutoire, soit français, soit étranger, mais, dans ce dernier cas, revêtu de l'*exequatur* des tribunaux français : la question de validité est ici seule à considérer. La jurisprudence, se fondant sur l'art. 3 C. C., « les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire », admet que les tribunaux français sont compétents, à l'effet d'ordonner des mesures urgentes ayant un caractère provisoire ou conservatoire, bien qu'il s'agisse de contestations dont ces tribunaux ne pourraient connaître quant au fond, contestations relatives par exemple à des questions d'état. C'est ainsi qu'elle admet que les juges français pourront accorder des pensions alimentaires à des étrangers, autoriser une femme mariée à un étranger à quitter le domicile conjugal. Elle a été forcée d'en arriver là par des considérations d'ordre public; ce qui est admis dans les questions d'état devra l'être à plus forte raison dans les questions où les biens mobiliers seuls sont en jeu.

Dès l'instant qu'on reconnaît à un étranger, comme nous l'avons fait plus haut, le droit de saisir arrêter les créances d'un autre étranger, il faut donner aux tribunaux français le droit de connaître de la validité de cette saisie-arrêt effectuée sur leur territoire. La jurisprudence l'admet en se fondant sur ce motif juridique

« que la saisie arrêt avant d'être convertie en saisie exécution, est une simple mesure conservatoire que les étrangers peuvent valablement pratiquer en France, et sur la validité de laquelle les tribunaux français sont compétents pour statuer » (1). Un jugement du Tribunal de la Seine du 5 mai 1880 (2) dit que la saisie-arrêt étant une mesure conservatoire, dont les tribunaux français ne sauraient refuser le bénéfice aux étrangers qui résident sur leur territoire, ces tribunaux sont compétents pour statuer sur son maintien et sa régularité, même s'il s'agit d'un débat entre étrangers. Cette doctrine est d'ailleurs aussi généralement admise par les jurisprudences étrangères, et plusieurs jugements du Tribunal de Genève déclarent que l'art 1^{er} de la Convention de 1869, aux termes duquel toute contestation entre un Français et un Suisse devra être portée devant le Tribunal du défendeur, ne met pas obstacle à ce que la demande en validité de la saisie-arrêt soit portée devant un tribunal français, lorsqu'elle a été pratiquée en France sur un saisi Suisse (3).

Supposons en second lieu que le saisissant agisse en vertu d'un titre privé ou de la permission du juge français. Sa demande aura deux chefs distincts : la reconnaissance de sa créance et la validité de la saisie-arrêt. Par la combinaison des art. 13 C. C. et 59 C. Pr., si le saisi est autorisé à être domicilié en France ; par la combinaison des art. 13 et 14 C. C., si c'est le saisissant

(1) Seine, 40 avril 1880. Ann. Clunet 1880 p. 304.

(2) Ann. Clunet 1881 p. 60.

(3) Trib. Civ. de Genève, 6 février 1881, Ann. de Clunet 1882, p. 236 et 1883, p. 551.

qui jouit de cette autorisation, nous sommes amenés à décider que l'un et l'autre chefs sont de la compétence des tribunaux français. Mais il a été jugé à ce sujet (1), que l'existence de l'agence d'une Compagnie étrangère en France ne donne pas à cette Compagnie la situation de l'étranger autorisé à avoir son domicile en France et ne lui permet pas d'assigner un étranger devant les tribunaux français, par application de l'art. 14 C. C. Une mesure conservatoire telle qu'une saisie-arrêt, autorisée par le président d'un tribunal français, ne suffit pas pour rendre ce tribunal compétent et lui permettre de statuer au fond. C'est ici le cas de rappeler la distinction déjà faite, entre le pouvoir discrétionnaire du président d'un tribunal exerçant sa juridiction gracieuse, comme il fait en accordant pareille autorisation, et le pouvoir contentieux du tribunal compétent. L'élection de domicile faite par le saïssissant, en exécution de l'art. 559 et comme condition indispensable à la régularité de la saisie-arrêt, n'a pu changer l'ordre des juridictions et obliger l'étranger à plaider devant le tribunal français, à raison de contrats qui n'ont pas été formés et ne doivent pas recevoir leur exécution en France.

Lorsque ni le saisi ni le saïssissant ne sont domiciliés en France, notre jurisprudence a été autrefois jusqu'à refuser aux tribunaux français compétence pour connaître de la validité, même quant à la forme. Aujourd'hui elle fait une distinction entre le fond et la forme de la saisie-arrêt, distinction que certaines jurisprudences étrangères rejettent. Telle est celle des Pays-Bas, qui refuse aux juges néerlandais compétence pour

(1) Trib. Com. Marseille 25 février 1878. *Clunet* 1878, p. 372.

connaître d'une action personnelle introduite par un étranger contre un étranger à cause d'une obligation contractée en pays étranger, et quand aucune des parties n'a aux Pays-Bas ni résidence, ni domicile, et de la saisie-arrêt faite à la charge du défendeur aux mains d'une tierce personne résidant aux Pays-Bas : la demande en validité, dit un arrêt de la Cour de Bois-le-Duc, n'est qu'accessoire, et l'incompétence sur la demande principale entraîne avec soi l'incompétence sur la demande accessoire (1).

Aujourd'hui la jurisprudence française s'est arrêtée à la solution suivante : « Les tribunaux français peuvent déclarer la saisie-arrêt valable dans la forme et la maintenir provisoirement comme mesure conservatoire, en fixant en même temps au créancier étranger un délai dans lequel il doit, à peine de déchéance, la faire déclarer valable quant au fond par le tribunal compétent. » (2) Il n'est pas possible en effet d'attribuer compétence à un tribunal étranger pour connaître de la validité d'une saisie-arrêt faite en France, alors que le tiers saisi y a son domicile ; d'autre part, si dans cette hypothèse, la compétence des tribunaux français, qui en somme porte atteinte au principe général *actor...*, doit être admise dans les rapports internationaux, il n'y a aucun motif de la reconnaître sur la question de l'existence de la créance : sur la validité, les tribunaux n'ont à envisager que l'observation des formes ; sur la question de fond, ils ont à se préoccuper de maintes dispositions législatives, de maintes conditions de fait, que les juges nationaux des parties sont seuls à même d'apprécier. Ainsi,

(1) 15 nov. 1884. Ann. Clunet 1888, p. 408.

(2) M. Glasson, art. déjà cité.

sur les contestations relatives même à la validité du titre en vertu duquel la saisie est pratiquée, le saisi actionné par un étranger a le droit de demander à être renvoyé devant le juge de son pays, et qu'il soit sursis sur la question de validité jusqu'après décision de ce juge. (1) Exéquatur sera donné à cette décision par les tribunaux français qui, sur le vu de ce titre devenu ainsi exécutoire, valideront la saisie-arrêt. En ordonnant qu'il sera sursis au jugement de validité, les juges français indiqueront un délai dans lequel le saisissant devra se munir d'un titre exécutoire, afin que le tiers saisi ne reste pas indéfiniment dans l'impossibilité de payer le saisi. Faute par lui d'obtenir de ses juges nationaux reconnaissance de sa dette dans le délai fixé, les juges français annuleront la saisie-arrêt comme faite sans titre. Ce délai sera variable, et les tribunaux pour le déterminer, devront s'inspirer des circonstances de fait.

M. Dodo fait observer qu'en donnant compétence au tribunal du domicile du tiers saisi pour la validité de la saisie-arrêt effectuée entre étrangers, la jurisprudence ne déduit pas les conséquences logiques du principe dont elle part et qui est d'ailleurs en lui-même parfaitement juste. Les mesures d'exécution, dit-elle, sont soumises à la loi du lieu où elles sont pratiquées : c'est donc la loi française qu'il faut appliquer dans notre cas, puisque par hypothèse, les biens saisis-arrêtés sont détenus en France. Or cette loi veut que le saisi soit assigné en validité devant le tribunal de son domicile, non comme on le fait, devant celui du tiers saisi. Il y aurait

(1) Lyon, 25 juillet 1874, *Ann. Clunet*, 1876, p. 273.

donc lieu à compétence du tribunal étranger sur la validité même, sauf à demander par la suite l'exéquatur de ce jugement aux tribunaux français. Ce système, selon M. Dodo, présente l'avantage que le plus souvent ce sera le même tribunal qui sera compétent sur les deux questions de validité et de fond, et qu'il n'y aura plus lieu de se préoccuper de savoir si les juges français doivent connaître des différends entre étrangers, puisque le seul cas où ils pourront y être appelés dans notre hypothèse, sera celui où le saisi sera domicilié en France : or dans ce cas tout le monde est d'accord pour reconnaître compétence à nos tribunaux. La juridiction étrangère, chargée de connaître de la validité de la saisie-arrêt, devra, suivant le principe international, faire application de la loi étrangère ; puis son jugement sera rendu exécutoire en France, exécuté ensuite contre le tiers saisi, conformément au droit commun.

Cette opinion a l'inconvénient de multiplier les instances, pour arriver à faire valider la saisie-arrêt. Elle complique la procédure certainement quand, le saisissant ayant un titre exécutoire, la question du fond n'est pas agitée ; et elle n'arrive pas à simplifier le système selon lequel les juges de la validité doivent surseoir jusqu'à ce qu'ait été jugée l'existence de la créance. En poussant jusqu'à l'extrême la logique de ses raisonnements, M. Dodo tombe dans une contradiction. On peut contester la valeur du principe international que toute saisie est soumise à la loi du lieu où se trouve le bien saisi, et qu'en conséquence, c'est le tribunal du lieu où se poursuit cette saisie qui doit connaître de sa validité ; mais dès l'instant qu'on l'admet, et c'est le cas de M. Dodo, il semble étrange de considérer qu'il faille

faire exception à la conséquence de ce principe dans l'hypothèse où son application s'explique le plus facilement par l'idée de souveraineté des Etats. Nous avons vu déjà qu'il y a atteinte à cette idée, quand on donne à un Etat pouvoir de sanctionner, en quelque sorte par l'intermédiaire de son pouvoir judiciaire, les actes d'exécution effectués sur le territoire d'un autre Etat, au nom de son gouvernement. Admettons même enfin qu'il faille pousser jusqu'à la rigueur la logique et que le tribunal du saisi soit compétent pour connaître de la validité de la saisie-arrêt, même lorsqu'il est étranger : pour que son jugement puisse produire effet en France, il faudrait qu'il fût déclaré exécutoire en France ; l'opinion générale étant que les tribunaux français doivent réviser quant au fond, on verra ce spectacle bizarre d'une juridiction française révisant un jugement étranger ayant lui-même pour but de voir si les formes françaises ont été appliquées dans une saisie-arrêt pratiquée en France. L'intervention du tribunal étranger semble au moins parfaitement inutile.

Done, pour nous résumer, nous arrivons à cette conclusion que, lorsqu'il s'agit d'une saisie-arrêt pratiquée par un étranger contre un étranger sur des biens situés en France, la saisie-arrêt produisant ses effets en France, ce sont les tribunaux français qui seront compétents pour connaître de sa validité. Mais le principe de Droit International sur lequel repose cette conclusion doit-il avoir son application réciproque dans toutes les nations ? Ainsi, déciderons-nous d'une manière générale que tout tribunal étranger sera compétent pour connaître de la validité de la saisie-arrêt, pratiquée sur des biens situés dans le territoire de l'Etat dont il relève,

en vertu d'une autorisation des autorités judiciaires de ce même État, quelle que puisse être la nationalité des parties?

La question se pose, quand, soit le saisissant, soit le saisi est français. Les art. 14 et 15 du C. C. ne font-ils pas obstacle à ce que le tribunal du lieu de la saisie soit compétent quant à la question de validité? L'article 14 n'autorise-t-il pas le saisissant français à faire juger cette question par ses tribunaux nationaux? L'art. 15 n'oblige-t-il pas le saisissant à assigner en validité le saisi français devant les tribunaux français?

De ces deux dispositions, la seconde n'est qu'une application de la règle *actor sequitur forum rei*. La première au contraire est une dérogation à cette règle générale, dérogation édictée dans l'intérêt exclusif des nationaux français, et qui, par conséquent, ne saurait tolérer la réciprocité. La question revient donc à savoir si l'une et l'autre de ces dispositions constituent de simples facultés accordées aux Français, auxquelles ils peuvent renoncer, ou si au contraire, elles sont des mesures d'ordre public qui ne seraient en conséquence susceptibles d'aucune dérogation. La jurisprudence offre des solutions très différentes.

Un arrêt de la Cour de Rouen du 2 mars 1885, déclare que la saisie-arrêt pratiquée à l'étranger par un étranger, sur les biens d'un Français, en vertu d'une permission du juge local, et ultérieurement validée par ce juge, est un acte régulier ayant l'autorité de la chose jugée, et dont l'appréciation échappe aux juges français. Il y avait pourtant lieu dans l'espèce à l'application de l'art. 15. C. C. : il s'agissait en effet d'une obligation commerciale, passée entre un Anglais créancier et un Fran-

çais débiteur, et qui devait produire ses effets en Angleterre. Le créancier anglais prit jugement en Angleterre, et saisit-arrêta entre les mains du consul de France à Edimbourg, des sommes qui avaient été déposées entre ses mains par le défendeur saisi. Le Tribunal d'Edimbourg valida la saisie-arrêt. Le défendeur français se pourvut devant le Tribunal de commerce de Rouen, à l'effet de faire décider que cette saisie-arrêt avait été pratiquée à tort, car la question de l'existence de la créance n'était pas de la compétence des juges anglais. Le tribunal, et dans la suite la cour de Rouen, rejetèrent les prétentions du demandeur français, défendeur en Angleterre. Il résulte des considérants du jugement et de l'arrêt que le saisi « ne pouvait demander à un tribunal français, l'infirmité d'une sentence étrangère, exécutée à l'étranger. » Bien que l'arrêt ne le dise pas expressément, il n'en résulte pas moins de son esprit que le principe de souveraineté doit primer l'art. 15; celui-ci d'ailleurs ne semble pas être considéré comme d'ordre public, il n'est qu'une simple faculté à laquelle on peut renoncer, puisque quand il s'agit d'une obligation commerciale, on applique l'art. 420 C. Pr. : « Le demandeur pourra assigner à son choix... devant le tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué. »

Un arrêt de la Cour de Rennes (1) avait jugé, au contraire un an auparavant, « qu'il est évident que le législateur qui a donné au Français l'éminente prérogative d'être jugé par les tribunaux français, même lorsqu'il joue le rôle de demandeur vis-à-vis de l'étranger, n'a

(1) Ann. de Clunet 1886, p. 343.

pas entendu le livrer à la merci des tribunaux étrangers, lorsqu'il est lui-même actionné comme défendeur; ainsi, soit comme demandeur, soit à plus forte raison comme défendeur, le Français peut toujours en matière personnelle et mobilière invoquer la protection de la justice de son pays; il peut sans doute renoncer aussi à ce droit édicté en sa faveur, mais sa renonciation doit être aussi certaine et absolue que son droit lui-même. » L'art. 420 n'est pas invoqué quand il s'agit de déroger au principe de compétence internationale. Il doit être restreint au cas de différends entre nationaux français.

La doctrine de cet arrêt est peu recommandable, elle donne une extension excessive à la portée des art. 14 et 15 C. C., dont le premier, établi en faveur des Français, est déjà exorbitant; elle donne une primauté insoutenable à l'application de ces articles sur le principe de souveraineté.

La véritable solution à donner à cette question se trouve dans les conclusions de M. le Procureur Général Baudouin devant la Cour de Limoges, qui amenèrent un arrêt, à elles conforme du 29 juin 1885. Il arrive, mais par une voie différente, à la même solution que l'arrêt de Rouen, à savoir que le tribunal français est incompétent pour prononcer la nullité d'une saisie-arrêt pratiquée en pays étranger, en vertu de la permission d'un juge étranger, car il y a là un acte de souveraineté étrangère que le juge français est sans autorité pour apprécier (1).

Un Français, du nom de Nanet, avait été déclaré en

(1) Ann. de Clunet 1886 p. 343. Dall. 85.2.263.

faillite par jugement du tribunal d'Aubusson du 26 mars 1874, confirmé par arrêt de Limoges, qui reportait la cessation des paiements au 2 juin 1870. La Compagnie des chemins de fer du Nord de l'Espagne, qui avait été reconnue sa créancière par décisions espagnoles de 1867, fit opposition en 1872 entre les mains du Crédit Castillan, débiteur de Nanet, et toucha les sommes en 1882 et 1883. Le syndic de la faillite Nanet assigna la Compagnie des chemins de fer espagnols, devant le tribunal d'Aubusson, jugeant commercialement, à l'effet de voir déclarer nulles les saisies et oppositions par elle pratiquées contre Nanet, et s'entendre obliger à en donner main levée. Ce tribunal accueillit la demande ; mais comme la Compagnie, ayant reçu paiement du Crédit Castillan, avait donné main levée des oppositions, il ne s'agissait plus que de voir si des dommages-intérêts n'étaient pas dûs au syndic, dans le cas où la Compagnie n'aurait pas eu le droit de faire obstacle, postérieurement à la déclaration de faillite de Nanet, à la distribution des sommes qu'elle avait antérieurement saisies-arrêtées entre les mains du Crédit Castillan. Par jugement du 31 décembre 1884, le tribunal déclara que la Compagnie des chemins de fer du Nord de l'Espagne avait fait à tort sa saisie-arrêt et la condamna à payer des dommages-intérêts au syndic. La Compagnie fit appel devant la Cour de Limoges, en invoquant l'incompétence du tribunal d'Aubusson pour juger la validité d'une saisie-arrêt pratiquée en pays étranger, en vertu d'une permission du juge étranger. M. le Procureur Général Baudouin distingue deux chefs d'incompétence : sur le premier, l'incompétence *ratione personae*, il considère qu'en vertu de l'art. 14, le syndic

français pouvait assigner la compagnie espagnole devant les tribunaux français, car l'application de cet article est indépendante de la nature du procès engagé ; or, l'art. 635 déclarant que tout ce qui relève de la faillite est de la compétence des tribunaux de commerce, le tribunal d'Aubusson était compétent pour connaître de la question. La Compagnie du Nord de l'Espagne objecte que Nanet a renoncé au bénéfice de l'art. 14, en l'actionnant devant les tribunaux espagnols, pour être admise, une telle renonciation doit être certaine, absolue ; le serait-elle, que dans notre hypothèse, elle ne saurait être opposée au syndic de la faillite Nanet. Donc le tribunal est compétent *ratione personae*.

En second lieu, le tribunal d'Aubusson était-il compétent quant à la matière ? Le Nord Espagne conteste sa compétence à deux points de vue. D'abord, dit-il, en vertu de l'article 567, les tribunaux civils ont seuls le droit de connaître de la validité d'une saisie-arrêt ; le tribunal d'Aubusson était donc incompétent, puisqu'il jugeait commercialement. Nous savons qu'ici le Nord Espagne restreint la portée de l'art. 567 d'une façon que n'admet pas la jurisprudence. Celle-ci considère qu'il n'y a pas de motif pour ne pas appliquer en matière de faillite l'art. 635, et reconnaît en conséquence qu'un tribunal de commerce peut connaître de la validité de la saisie-arrêt, lorsque celle-ci est une conséquence immédiate de la faillite, lorsque le débat n'aurait pu naître, si le failli fût demeuré à la tête de ses affaires. Or, dans notre hypothèse, la saisie eût bien procédé sans la faillite, et le syndic n'en demande la main levée qu'à raison du fait de la faillite. Le tribunal d'Aubusson était donc compétent, même jugeant commercialement.

Reste le second point : le tribunal d'Aubusson était-il incompétent parce que la saisie avait été pratiquée en Espagne ? un tribunal français ne peut ni apprécier, ni contrôler le mérite d'un pareil acte. Ceci est particulièrement incontestable dans notre hypothèse, car en Espagne, la saisie-arrêt est l'œuvre du juge. C'est lui qui, mis en mouvement par la partie saisissante, donne commission rogatoire à un autre de ses collègues, « qui se fait présenter les objets saisis, fait sur eux mainmise, commet un gardien qui les représentera, et le terme arrivé, fait distribuer ou vendre ». A vrai dire, c'est là bien plutôt une saisie-exécution qu'une saisie-arrêt. Il ne serait pas admissible qu'un juge français vînt apprécier les actes du juge espagnol, en approuver ou improver la procédure.

D'une façon plus générale, où le tribunal français puiserait-il le pouvoir d'apprécier un acte d'exécution émané d'une puissance étrangère ? Car notons ici que, si dans la législation espagnole, la saisie-arrêt est une mesure d'exécution, il en est de même dans beaucoup de législations étrangères. M. Baudouin lui-même voudrait lui reconnaître ce caractère dans la législation française ; notre avis est aussi, qu'au point où nous en sommes, la saisie-arrêt est un acte d'exécution, puisque nous lui avons reconnu ce caractère dès l'assignation en validité. Merlin, fait observer M. le Procureur Général, bien qu'il admette en général que les lois qui régissent le mobilier sont du statut réel, se départ de cette idée quand les meubles dont il s'agit ne forment pas une universalité ; il les fait alors rentrer dans le statut personnel. Aussi professe-t-il nettement que c'est la loi de la situation des meubles qu'il faut suivre, pour la saisie

qui en est faite, et que le juge du lieu où se trouvent les meubles est seul compétent pour connaître de la saisie. Nous avons nous-mêmes établi précédemment que c'était effectivement cette loi de la situation des meubles qui devait régir les actes d'exécution sur les meubles : nous ne pouvons donc que nous ranger à l'avis du ministère public et considérer que sur ce dernier chef le tribunal français était incompétent. La Cour de Limoges d'ailleurs, par arrêt du 29 juin 1885, se conformant aux conclusions du ministère public, infirma le jugement du tribunal d'Aubusson. Notons que cet arrêt s'écarte de la jurisprudence ordinaire en ce qu'il regarde la saisie-arrêt comme un acte d'exécution. S'il l'avait considérée en effet comme une mesure conservatoire, il n'aurait eu aucun motif pour refuser aux juges français de connaître de la validité de la saisie-arrêt pratiquée à l'étranger.

De l'analyse des précédents arrêts, il résulte que la tendance actuelle de la jurisprudence française est de restreindre ce que peuvent avoir d'exorbitant les effets de l'application de l'art. 14 C. C. : de nos jours, la confiance réciproque que la plupart des Etats européens peuvent avoir en l'impartialité et les lumières de leurs tribunaux respectifs est suffisante pour que la protection de l'art. 14 doive être considérée comme exagérée. L'égalité devant les tribunaux doit être la même pour les étrangers que pour les Français, et, si le privilège que donne à ces derniers l'art. 14 peut avoir quelquefois sa raison d'être, il doit être atténué dans son application le plus souvent possible. Les tribunaux français ne sont pas suspects d'avoir des idées trop libérales en droit international, puisqu'ils refusent en prin-

cipe encore aux étrangers le droit de faire juger leurs procès devant eux. On ne peut donc qu'apprécier plus vivement cette tendance à faire primer la disposition de l'art. 14 par ce grand principe de droit international, que c'est le juge du pays où s'est effectuée une saisie, qui doit connaître de sa validité.

Notons, pour terminer ce chapitre, que tout ce que nous avons dit relativement à la compétence des tribunaux français quant à la validité de la saisie-arrêt, s'applique dans le cas d'une instance en mainlevée d'opposition, puisque le saisi, dans la demande en mainlevée, continue de se défendre, et que sa situation juridique de défendeur n'est pas modifiée (art. 567).



CHAPITRE III

DE LA DÉCLARATION AFFIRMATIVE

Avec la contre-dénonciation de la demande en validité au tiers saisi et son assignation en déclaration affirmative, nous entrons dans la période de la procédure de saisie-arrêt qui se passe entre le saisissant et le tiers saisi. Dans celle relative à la validité, le saisissant et le saisi seuls étaient en litige : le tiers saisi n'apparaissait pas, ou, s'il était mis en cause, c'était afin que le jugement rendu contre le saisi, l'étant aussi contre lui, il ne put se soustraire à son exécution qu'en interjetant appel, et que ce jugement fut exécutoire contre lui, sans qu'il fût nécessaire de prendre les précautions prescrites quand il s'agit d'exécuter un jugement contre un tiers. Dans la déclaration affirmative au contraire, c'est le saisi qui n'est plus en cause. Cette dernière procédure cependant ne pourra être entamée que si les droits du saisissant contre le saisi sont bien établis ; car auparavant le saisissant n'a aucun motif de s'immiscer dans les affaires du tiers saisi. Celui-ci ne pourrait donc être assigné en déclaration affirmative qu'après le jugement de validité, si c'est ce jugement seul qui établit l'existence de la dette du saisi vis-à-vis du saisissant ; cette procédure pourra au contraire être concomitante à celle de l'instance en validité, si le saisissant a un titre authentique

ou un jugement prouvant à l'égard de tous sa créance sur le saisi. (art. 568) Le but de la déclaration affirmative est de déterminer exactement la dette du tiers saisi vis-à-vis du saisi, afin que le saisissant, par là même, sache le montant et la nature de la créance ou des objets qu'il a saisis arrêtés, et que la mesure soit déterminée, dans laquelle le saisissant peut agir par voie de saisie-arrêt.

Cette seconde période de la procédure s'ouvre par une nouvelle dénonciation du saisissant, mais au tiers saisi cette fois, lui annonçant, par exploit d'huissier, qu'il a dénoncé la saisie-arrêt au saisi, et l'a assigné en validité. L'utilité de cette contre-dénonciation est très contestable, et beaucoup de législations étrangères, postérieures à notre code de procédure, l'ont supprimée. Quoi qu'il en soit, la loi française l'exige, et sous une sanction indiquée dans l'art. 565. « Faute... de dénonciation de cette demande au tiers saisi, les paiements par lui faits jusqu'à la dénonciation seront valables. » Notons que, malgré les termes généraux de cet article, il faut en restreindre la portée aux paiements qui auraient été faits entre le jour de l'expiration des délais donnés pour faire cette dénonciation, et cette dénonciation tardive elle-même.

Quant aux délais et aux formes dans lesquels doit être faite cette contre-dénonciation, ils sont les mêmes que ceux de la dénonciation de l'exploit de saisie-arrêt au saisi. Tout ce qui a été dit à ce sujet pourra donc s'appliquer ici. Notons seulement qu'il ne saurait se présenter sur ce point aucune difficulté de droit international, puisque la contre-dénonciation est faite du saisissant au tiers saisi, et que celui-ci est domicilié en

France par hypothèse, pour qu'il y ait lieu d'appliquer la loi française. Plus généralement, la contre-dénunciation devra être faite dans les formes édictées par la loi à laquelle doit être soumise la saisie-arrêt, c'est-à-dire celle de la situation des biens meubles, qui se confondra le plus souvent avec celle du pays où est domicilié le tiers saisi.

Après la contre-dénunciation au tiers saisi, le saisissant assigne le tiers saisi en déclaration affirmative. Contre-dénunciation et assignation peuvent être faites par un seul exploit, si le créancier est muni d'un titre authentique ou d'un jugement établissant son droit contre le saisi. — Il procède par exploit d'huissier, mais il n'en faudrait pas conclure qu'il y aura nécessairement débat entre le saisissant et le tiers saisi : ce dernier est appelé plutôt en qualité de témoin, et il gardera cette qualité qui exclut toute idée de procès, si sa déclaration est acceptée comme exacte par le saisissant. Cette déclaration doit être faite au greffe du tribunal du saisi, si le tiers saisi est sur les lieux, sinon devant le juge de paix de son domicile (art. 571). Les art. 573 et suivants énumèrent les énonciations qu'elle devra contenir et les pièces justificatives qui devront être fournies à l'appui. En prévision du cas où il n'y aurait aucune contestation, la loi admet ici une double dérogation aux règles ordinaires en matière de preuve et de compétence : elle laisse à la charge du tiers saisi la preuve de ce qu'il déclare, bien que la procédure lui assigne en apparence la situation de défendeur, et elle permet de l'assigner devant le tribunal du saisi. Mais si au contraire, le saisissant conteste la déclaration du

tiers saisi, il y a débat, et l'art. 570 autorise le tiers saisi à demander son renvoi devant son juge.

Telles sont les particularités les plus saillantes de la procédure de déclaration affirmative, lorsque les trois personnes que toute saisie-arrêt met en présence, sont françaises ou du moins domiciliées en France. Quelles modifications pourra y apporter le fait que l'une ou plusieurs d'entre elles sont domiciliées à l'étranger? Notons d'abord, en passant, pour n'avoir plus à y revenir, que pour tout ce qui concerne la forme et la signification de l'assignation en déclaration affirmative, il y a lieu de se reporter à ce qui a été dit sur l'assignation en validité.

Où le tiers saisi devra-t-il être assigné en déclaration affirmative? L'art. 570 parle, et pour les motifs sus-indiqués, du tribunal qui doit connaître de la saisie, c'est-à-dire, lorsque le saisi est français, le tribunal du saisi. Le saisi au contraire est-il étranger, il a été établi dans le chapitre précédent qu'il découlait des principes du droit international et des décisions de la jurisprudence, que c'était alors le tribunal du tiers saisi, ou plus généralement le tribunal du lieu où a été effectuée la saisie, qui était compétent pour connaître de la validité de la saisie-arrêt. Ceci admis, l'expression très compréhensive de l'art. 570, « le tribunal qui doit connaître de la saisie », permet de décider que, si le saisi est étranger, le tiers saisi sera assigné devant son propre tribunal, ce qui permettra d'unir, au cas où le saisissant a titre authentique, l'instance en validité à l'instance en déclaration affirmative. Nous avons vu déjà que l'extranéité du saisissant n'amenait aucun changement à la compétence des tribunaux relativement à la question de

validité; il en sera de même quant à l'assignation en déclaration affirmative.

Déterminons maintenant la forme dans laquelle devra être faite cette déclaration affirmative. Pour les cas ordinaires, où toutes les parties sont françaises, l'art. 571 s'exprime ainsi : « Le tiers saisi assigné fera sa déclaration et l'affirmera au greffe, s'il est sur les lieux, sinon devant le juge de paix de son domicile, sans qu'il soit besoin, dans ce cas, de réitérer l'affirmation au greffe ». Nous allons passer rapidement en revue toutes les hypothèses qui peuvent se présenter, si l'une ou plusieurs des parties sont étrangères.

Si le saisissant seul est étranger, l'art. 571 s'applique sans aucune modification, puisque le tribunal du saisi aura pu connaître de la validité de la saisie. Si c'est le tiers saisi qui est domicilié à l'étranger, c'est d'après la loi étrangère que devra se régler la procédure de saisie-arrêt en général, et plus spécialement la forme de la déclaration affirmative. Supposons enfin que le saisi seul, ou que le saisi et le saisissant sont étrangers, le tiers saisi étant domicilié en France. Il y a lieu ici à l'application de la loi française; mais le tribunal qui a connu de la saisie est, contrairement aux prévisions de l'art. 571, celui du tiers saisi et non celui du saisi. Or cet article veut que la déclaration soit faite par le tiers saisi au greffe du tribunal qui a connu de la saisie, « s'il est sur les lieux ». Cette disposition est certainement édictée en faveur du tiers saisi, afin de lui éviter des déplacements inutiles, puisque, s'il n'est pas sur les lieux, il pourra faire sa déclaration devant le juge de paix de son domicile. D'après cette observation, et le sens très large de l'expression,

« le tribunal qui doit connaître de la saisie », qui ne s'oppose nullement à ce que suivant les circonstances, on entende par là le tribunal du tiers saisi, on peut conclure que le tiers saisi, lorsque le saisi est étranger, doit faire sa déclaration affirmative au greffe de son tribunal, et non au juge de paix. Lorsqu'en droit exclusivement français, il y a lieu à déclaration affirmative devant le juge de paix du tiers saisi, on ne s'accorde pas sur la façon dont cette déclaration parviendra à la connaissance du saisissant. La question se compliquerait donc encore davantage dans le cas où le saisissant est à l'étranger, tandis qu'avec le système que nous soutenons, qui permet au tiers saisi de faire sa déclaration au greffe de son tribunal, elle parviendra immédiatement aux représentants du saisissant, qui a dû, lors de l'exploit de saisie-arrêt, élire domicile dans le lieu où demeure le tiers saisi (art 559).

Reste à considérer un cas tout à fait exceptionnel ; celui où la saisie-arrêt est effectuée sur des biens situés en France, alors que le tiers saisi est domicilié à l'étranger. C'est là une hypothèse qui se présente très rarement, car le plus souvent les meubles ont la même situation que leur propriétaire. Il faut supposer par conséquent que le tiers saisi est débiteur du saisi de corps certains, actuellement entre les mains d'un de ses représentants en France. Ce représentant n'aura nullement à intervenir au point de vue juridique dans la procédure de saisie-arrêt.

Nous avons décidé que les voies d'exécution sur les meubles, (et dès l'assignation, la saisie-arrêt est bien certainement un acte d'exécution), devaient être, comme celles sur les immeubles, régies par la loi de la situation

de ces meubles, et non par la loi du domicile de leur propriétaire, sauf à constater que le plus souvent, ces deux lois se confondront. Les meubles que nous considérons étant situés en France, c'est la loi française qui sera applicable. L'exploit de saisie-arrêt aurait dû être adressé au tiers saisi dans les formes de l'art. 560, mais on aura dû lui laisser le temps de prévenir son représentant en France de ne pas payer le saisi. Si le saisi était français, l'instance en validité a dû être poursuivie devant son tribunal. Le tiers saisi aura alors trois moyens de procéder à sa déclaration affirmative (1) ; ou bien, il la fera dans les formes prescrites par la loi du pays où il habite, selon la règle *locus regit actum* ; ou bien il se déplacera, et viendra la faire lui-même au greffe du tribunal du saisi, conformément à l'art. 570 ; il lui reste enfin un troisième moyen qui paraît le plus simple, c'est de faire sa déclaration à ce greffe par l'intermédiaire d'un mandataire, puisque l'art. 572 le lui permet.

Si le saisi est lui-même étranger, c'est en vertu du même principe, le tribunal français de la situation des biens « qui connaîtra de la saisie. » Le tiers saisi conservera le choix entre ces trois modes de déclaration affirmative ; il n'y aura qu'une modification : c'est que, conformément à tous les principes précédemment développés, ce sera au greffe du tribunal de la situation des biens, et non au greffe du tribunal du saisi, qu'il devra faire sa déclaration, s'il choisit cette voie. Quant aux énonciations que devra contenir la déclaration, les pièces qui devront être fournies à l'appui, il y a

(1) M. Garsonnet.

lieu de se référer à la loi du lieu où s'est faite la saisie-arrêt : les quittances, ou autres actes passés à l'étranger, que le tiers saisi pourrait produire pour justifier sa déclaration vis-à-vis du saisi, auront autant de valeur en France que dans les pays d'où elles émanent.

Parmi les énonciations que l'art. 573 exige de la déclaration du tiers saisi, il faut mentionner « les saisies-arrests ou oppositions formées entre ses mains » antérieurement à celle dont s'agit actuellement. De cette façon, tous les créanciers se connaissant, le saisissant qui poursuivra la distribution des deniers pourra y appeler les autres saisissants ; on procédera conformément aux règles de la distribution par contribution (art. 579.) Si le saisi et les créanciers ne s'accordent pas entre eux quant à cette distribution, le tiers saisi *devra* consigner (art. 657.)

Cette distribution n'offre aucune difficulté si tous les intéressés sont français. Mais si les différents créanciers saisissants, le saisi, le tiers saisi, ne sont pas de même nationalité, comment procéder à cette distribution ? La déclaration affirmative faite à un créancier dans un pays doit-elle être acceptée dans un autre ? Dans la distribution que l'on fera dans un pays, devra-t-il être tenu compte des oppositions effectuées dans un autre ?

Il serait à souhaiter que l'affirmative fût admise sur ces questions, surtout en cas de faillite, car nous avons vu de quel avantage serait en droit international, la reconnaissance de l'universalité des effets de la faillite.

Ce n'est pas là cependant ce qu'admet un arrêt de la Cour de Poitiers du 20 avril 1880. (1)

Grasset, domicilié en France, se prétend créancier de Texereau, autrefois domicilié en Espagne ; le 31 mars 1885, il pratique une saisie-arrêt ès mains de la Compagnie des chemins de fer du Nord de l'Espagne, ayant un de ses sièges sociaux à Paris, qui est elle-même débitrice de Texereau. Assignée en déclaration affirmative, la Compagnie déclare qu'elle doit à celui-ci 27.574 fr., mais que trois oppositions ont été faites sur cette créance en Espagne, où Texereau avait été déclaré en faillite. Il semble dès lors que Grasset devait produire, avec tous les créanciers de Texereau, à la contribution ouverte à la suite de sa faillite, ou qu'en tout cas, si on mettait de côté la faillite, il devait venir en contribution avec les autres créanciers, qui avaient fait opposition, sur la somme que la Compagnie avait dû consigner, après décision de l'autorité judiciaire espagnole. La Compagnie, à diverses reprises, mit Grasset en demeure de se pourvoir devant les tribunaux espagnols, afin de prendre part à la distribution de la somme qu'elle avait été obligée de consigner. Grasset ne fit rien en Espagne, mais le 7 novembre 1878, il fit ouvrir une distribution au tribunal de la Rochelle, sur la somme que la Compagnie avait reconnu devoir à Texereau. La Compagnie fournit un contredit au règlement provisoire à la suite du procès-verbal de distribution. Le tribunal de La Rochelle l'accueillit, par le jugement du 30 juillet 1879, et déclara que la Compagnie s'était valablement libérée : il établit que Grasset, connaissant la si-

(1) Dall. 1880, 2, 229, et An. Clunet, 1884, p. 2590

tuation, n'avait qu'à agir en Espagne sur l'invitation qui lui avait été faite plusieurs fois par la Compagnie, « et que celle-ci ne pouvait absolument rien faire qu'elle n'eût fait, pour sauvegarder les intérêts de Grasset. » En ce qui concerne l'obligation de consigner, « attendu que le paiement effectué par la Compagnie, au préjudice de la saisie-arrêt pratiquée par Grasset, est justifié comme nécessité par la force majeure; attendu, en outre, que la faillite de Texéreau s'étant ouverte en Espagne, il est évident que c'est en Espagne seulement que Grasset pouvait faire valoir ses droits comme créancier de Texéreau.—Par ce motif, dit que la Compagnie des chemins de fer du Nord de l'Espagne s'est valablement libérée aux mains de la faillite Texereau ouverte en Espagne. »

Ce jugement paraît conforme à tous les principes. Cependant, sur appel de Grasset, la Cour de Poitiers l'infirmait. Elle prétendit d'abord que la Compagnie ne justifiait pas suffisamment de son versement en Espagne et de l'état de faillite de Texereau dans ce pays. « Attendu qu'en admettant que la Compagnie ait été, par ordre de justice, obligée de se dessaisir en Espagne des deniers au paiement desquels Grasset avait fait opposition, elle n'en devait pas moins, à raison des circonstances de la cause, demeurer soumise à l'application des articles précités (1142, C. C., et 579, C. Pr.), sans pouvoir invoquer le cas prétendu de force majeure qu'elle allègue. » Le fait que le tiers saisi avait un domicile en France et avait fait sa déclaration affirmative en France, le contraignait à procéder devant les tribunaux français et suivant la procédure française, loin de l'obliger « à poursuivre en pays étranger, sur des don-

nées incertaines, devant des juridictions insuffisamment définies et en se soumettant à des lois étrangères, la continuation d'une action purement personnelle, régulièrement introduite en France.—Attendu que le saisissant n'avait dans ces conditions qu'à appeler, comme il l'a fait, à la distribution par contribution la Compagnie qui pouvait alors, en cas de paiement fait à des créanciers espagnols, tout au moins produire, en se présentant comme subrogée à leurs droits et en justifiant qu'elle les avait dûment désintéressés; que faute d'avoir ainsi procédé devant la juridiction compétemment saisie, elle demeure obligée dans les termes de la déclaration affirmative, définitivement jugée régulière. Par ces motifs déclare mal fondé le contredit de l'intimée au règlement provisoire... »

Cet arrêt, en tant qu'il déclare en fait que la Compagnie ne justifie pas de son versement en Espagne et de la faillite de Texéreau dans ce pays, ne peut être ni discuté ni contrôlé. Mais ses motifs subsidiaires, au cas où cette justification serait faite, sont difficiles à admettre, et contraires au principe, qui tend à être reconnu aujourd'hui, que la faillite prononcée en un pays produit ses effets de désaisissement et d'égalité entre tous les créanciers dans tous les pays.

Les arguments tirés de ce que la Compagnie aurait dû défendre les intérêts de Grasset devant la juridiction espagnole, tombent devant cette constatation qu'elle avait mis Grasset en demeure d'agir devant cette juridiction. Quant à la ressource que la Compagnie aurait eue devant la justice française, de produire à la contribution demandée par Grasset au tribunal de La Rochelle, comme subrogée aux créanciers espagnols par

elle payés, c'est une maigre consolation. Elle ne pourrait d'ailleurs leur être subrogée qu'é si elle les avait valablement payés, et l'arrêt semble admettre qu'elle ne devait pas le faire, sans quoi elle serait libérée aussi bien vis-à-vis de Grasset que des autres créanciers espagnols.

En résumé, le créancier négligent est remboursé uniquement parce qu'il est Français, et la compagnie paie deux fois, sans avoir de faute à se reprocher, puisque, dès le premier jour, elle avait fait connaître la situation. Avec cet arrêt, on arrive à se demander quel peut être l'effet de la disposition de l'art. 573 *in fine*: le saisissant français sera intégralement payé, au lieu de venir en contribution avec les saisissants étrangers, dont les oppositions antérieures ont été portées à la connaissance du saisissant français.

A défaut de déclaration ou des justifications indiquées par les art. 574 et 575, le tiers saisi serait déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie. C'est-là une disposition pénale qui, comme telle, doit être limitativement interprétée et restreinte par conséquent aux personnes qu'y soumet l'art. 577 C. P.; mais elle doit en revanche s'appliquer à tout tiers saisi soumis à la loi française, quelle que soit sa nationalité.

Nous avons vu que la compétence du tribunal du saisi pour recevoir la déclaration affirmative du tiers saisi, par l'intermédiaire du greffe, s'expliquait par ce fait que le tiers saisi était bien plutôt un témoin qu'un défendeur à une action. Mais cette situation spéciale se modifie dès que la déclaration du tiers saisi est contestée par le saisissant. Il y a alors débat : on doit en conséquence revenir aux règles ordinaires de compétence, et

le tiers saisi pourra demander son renvoi devant son juge. D'après ce qui précède, le plus souvent, quand il y aura un étranger partie à la saisie-arrêt, le tribunal qui aura connu de la saisie se confondra avec celui devant lequel le tiers saisi pourrait demander son renvoi. Il n'y a que le cas exceptionnel où ce tiers saisi, détenteur de biens saisis-arrêtés en France, serait domicilié à l'étranger, où il pourrait exiger ce renvoi devant les juges de son pays. Le Tribunal de la Seine a jugé le 1^{er} août 1885, que le tiers saisi de nationalité étrangère, mais en fait domicilié en France, qui a fait une déclaration affirmative et dont la déclaration est contestée, ne peut exciper de son extranéité pour prétendre que le règlement de cette contestation doit être renvoyé devant ses juges nationaux : « Attendu qu'après s'être déclaré compétent pour statuer sur l'allocation d'une pension alimentaire à la dame P..., compétence qui a d'ailleurs été acceptée par son époux, le tribunal est évidemment compétent pour statuer sur les mesures prises par la partie qui a bénéficié de ce jugement, afin d'en obtenir l'exécution ; que la validité de la saisie-arrêt pratiquée par la dame P... sur les sommes qu'elle prétend se trouver en France entre les mains d'un tiers résidant en France, et les contestations relatives aux incidents qui se rattachent à cette saisie, ne peuvent évidemment être appréciées par un tribunal étranger, et doivent l'être nécessairement par le tribunal qui s'est déclaré compétent pour statuer sur le fond du litige (1). »

Il n'y aurait pas lieu à l'application de l'art. 14, qui permet de citer l'étranger devant les tribunaux

(1) Clunet 1886, p. 325.

français pour l'exécution des obligations contractées en France ou à l'étranger envers un Français. Ici le débat existe entre le saisissant et le tiers saisi qui n'ont jamais contracté l'un avec l'autre.

A défaut de contestation sur la déclaration, il n'est fait aucune procédure ni de la part du tiers saisi, ni contre lui (art. 576.)

La déclaration affirmative est le premier acte de procédure qui mette le tiers saisi en rapport direct avec le saisissant ; après que la validité de la saisie-arrêt a été prononcée, le débiteur saisi se trouve, suivant la doctrine de la Cour de Cassation, dessaisi des sommes arrêtées, dont attribution et transport est fait au saisissant ; il devient créancier direct du tiers saisi. En conséquence, le tiers saisi peut toujours être libéré par les modes qu'il aurait pu opposer au saisi, mais il ne peut, en invoquant un fait étranger au saisissant, se libérer valablement au mépris des droits résultant pour celui-ci de la saisie-arrêt qu'il a fait pratiquer. Spécialement, la Cour de Cassation a décidé, relativement au pourvoi adressé par la Compagnie des chemins de fer du Nord de l'Espagne contre l'arrêt de la Cour de Poitiers du 2 avril 1880 (déjà vu) rendu dans l'affaire Grasset, qu'une société française domiciliée en France, tiers saisi, et liée par une déclaration affirmative, « objecterait vainement que, ayant transféré son siège social à l'étranger, dans l'espèce en Espagne, depuis la saisie-arrêt pratiquée entre ses mains et validée par le jugement, elle a dû, pour déférer aux ordres des autorités étrangères, consigner dans ce pays les sommes par elle dues au débiteur saisi. Cette translation, fait étranger à

Grasset, ne saurait préjudicier aux droits antérieurement acquis par celui-ci en France. » (1).

Les effets de la déclaration affirmative sont intimement liés à ceux du jugement de validité : nous allons les reprendre les uns et les autres d'une façon plus précise dans le chapitre suivant.

(1) Cass. 23 mars 1881, Dall. 82, I, 420.

CHAPITRE IV

EFFETS DE LA SAISIE-ARRÊT. — LÉGISLATION COMPARÉE

Maintenant que nous avons examiné les différentes phases de la procédure de la saisie-arrêt, et que nous sommes ainsi fixés sur le mécanisme de cette voie d'exécution, même dans le cas où il se complique par la qualité d'étranger de quelques-unes des parties qui y ont part, il nous reste à déterminer quels sont les effets de cette saisie-arrêt. Nous allons traiter cette question d'abord en droit français, en envisageant les quelques hypothèses où les principes de Droit International peuvent trouver application. Ayant ainsi, par l'examen de cette législation, arrêté en quelque sorte un point de comparaison, nous passerons en revue les principales législations étrangères, pour voir quels sont, dans chacune d'elles, les caractères et les effets principaux de la voie d'exécution correspondant à notre saisie-arrêt. Le chapitre aura donc deux paragraphes consacrés, l'un aux effets de la saisie-arrêt en droit français, l'autre au droit comparé.

§ 1^{er}. — *Effets de la saisie-arrêt en Droit Français*

Le but de la saisie-arrêt est de produire une appropriation, au profit du saisissant, du montant de la créance du saisi contre le tiers saisi; commencée par

l'exploit de saisie-arrêt, cette appropriation est terminée par le jugement de validité.

L'exploit en effet, dès qu'il a été signifié au tiers saisi, a pour effet de rendre indisponible la créance saisie-arrêtée, en ce sens que la loi invalide au profit du saisissant tout acte tendant même indirectement, comme une compensation, à la libération du tiers saisi vis-à-vis du saisi, et considère tout acte ayant pour but immédiat cette même libération, un paiement, une remise de dette par exemple, comme fait au préjudice du saisissant et à l'encontre de ses droits. Il peut donc exiger à titre d'indemnité, de la part du tiers saisi qui n'a pas tenu compte des injonctions que lui adressait l'exploit de saisie-arrêt, le montant de ce qui lui était dû à lui-même par le saisi, à concurrence de la créance dont le tiers saisi est libéré maintenant à l'égard du saisi. Vis-à-vis de celui-ci en effet, le paiement a été valable, car, même après qu'elle a été saisie-arrêtée, la créance qu'il a contre le tiers saisi reste dans son patrimoine. S'il contracte de nouvelles dettes, elle sera, comme tout autre de ses biens, affectée au gage général de tous ses créanciers (art. 2093). Les nouveaux créanciers pourront former de nouvelles saisies-arêts sur la créance déjà saisie-arrêtée, et le montant de celle-ci sera distribué au marc le franc, selon la procédure de contribution, entre tous, les créanciers postérieurs et le créancier premier saisissant. Celui-ci n'a aucun privilège sur la créance saisie-arrêtée. Cette égalité devant la distribution de tous les créanciers, quelle que soit la date de leur saisie-arrêt, est le caractère saillant de la procédure actuelle de saisie-arrêt en droit français. Notre ancienne loi reconnaissait un privilège au créancier pre-

mier saisissant sur les biens saisis-arrêtés, et beaucoup de législations étrangères modernes n'admettent pas ce principe de l'égalité absolue de tous les créanciers.

De ce que la créance saisie-arrêtée demeure, malgré l'exploit de saisie-arrêt, dans le patrimoine du saisi, il résulte qu'il peut la céder. Bien certainement, cette cession, même suivie d'une signification, ne saurait préjudicier aux droits acquis antérieurement par un créancier saisissant ; mais contre tous les tiers dont les droits sont nés après la signification prescrite par l'art. 1690, cette cession est parfaitement opposable, et parmi ces tiers nous ferons rentrer les créanciers postérieurs. Ne devrait-on pas conclure en conséquence, que la saisie-arrêt antérieure à la signification de la cession de la créance saisie-arrêtée, garde toute son énergie, tandis que les saisies-arrêts postérieures n'ont aucune valeur ? Mais que deviendrait alors le principe que le créancier premier saisissant n'a aucun privilège ? Nulle comme cession quant au premier saisissant, la cession de créance vaut au moins à son égard comme opposition ; une saisie-arrêt, en effet, ne forme par elle-même aucun obstacle à des oppositions ultérieures, même pour des créances qui n'auraient pris naissance qu'après cette saisie-arrêt : or, le cessionnaire est créancier du cédant à raison de la garantie qui lui est due, il peut donc lui aussi, faire une opposition sur les biens divers dûs au cédant. Il en résulte que dans le cas où la somme due par le débiteur cédé, respectivement tiers saisi, est insuffisante pour désintéresser à la fois le créancier saisissant et le cessionnaire, elle doit être partagée au marc le franc de leurs prétentions respec-

tives (1). Quels seront, dans la procédure de contribution qui aura lieu nécessairement, les droits du cessionnaire ? Comment les concilier avec ceux des créanciers saisissants, du premier saisissant surtout ? Sur ces questions, a été édiflée une série prodigieuse de systèmes différents, dont l'examen nous entraînerait en dehors des limites que nous nous sommes assignées, en ce qui concerne l'étude de la législation purement française de la saisie-arrêt.

Tels sont les effets de l'indisponibilité de la créance saisie arrêtée, résultant de l'exploit adressé au tiers saisi. Quels sont maintenant les caractères de cette indisponibilité, est-elle d'abord totale ou partielle, c'est-à-dire que si la créance du saisissant contre le saisi, est inférieure au montant de la créance du saisi contre le tiers saisi, cette dernière sera-t-elle indisponible pour le tout ou seulement pour une part égale aux causes de la saisie ? (2). En second lieu est-elle absolue ou relative, c'est-à-dire, le créancier premier saisissant profite-t-il seul de la saisie-arrêt par lui pratiquée, ou bien les créanciers postérieurs pourront-ils aussi se prévaloir de l'indisponibilité qui en résulte ? Bornons-nous à signaler que la jurisprudence, presque constante pour considérer l'indisponibilité comme totale, sauf à corriger ce que cette doctrine peut avoir d'excessif par la *Théorie de l'affectation spéciale*, est assez variable sur la question de savoir si elle est absolue ou relative. Le saisi conserve ainsi le droit de poursuivre le tiers saisi pour ce qui excède les causes de la saisie-arrêt. Si le tiers

(1) M. M. Aubry et Rau, t. IV, p. 433.

(2) M. Dodo, p. 460.

saisi se refuse prudemment à payer, il aura la ressource de consigner: il sera ainsi à l'abri des réclamations du saisissant et des poursuites du saisi.

Tels sont, rapidement passés en revue, les effets de l'exploit de saisie-arrêt: il rend indisponible la créance saisie arrêtée et prépare ainsi l'appropriation de la créance par le saisissant, appropriation consommée en droit par le jugement de validité. Celui-ci entraîne une dépossession de la somme saisie arrêtée, qui passe du saisi au saisissant. Comment s'explique juridiquement cette appropriation, et à quel moment précis s'opère-t-elle? Pour les uns, il y a là application de l'art. 1166: le saisissant ne fera qu'exercer contre le tiers saisi les droits de son débiteur, le saisi. C'est une erreur, car le créancier qui exerce le droit de son débiteur, ne s'en empare pas, et il doit partager avec ses cocréanciers le profit qu'il retire de l'exercice de cette action: or l'appropriation produite après le jugement de validité est exclusive au profit du saisissant, bien que l'exploit de saisie-arrêt ne lui ait donné aucun privilège.

Un autre système voit là une novation: mais la novation entraînerait l'extinction de la dette du saisi, ce qui n'est pas, car le saisi conserve le droit de poursuivre lui-même le tiers saisi, sauf à celui-ci à se mettre à l'abri de ses poursuites en consignant ce qu'il doit. Tout au plus pourra-t-il y avoir une délégation imparfaite.

Dans tous ces systèmes, c'est au moment où sera rendu le jugement que s'effectuera l'appropriation de la créance au saisissant.

La théorie de la jurisprudence est qu'il y a là un transport judiciaire, effectué par une intervention de justice; on objecte à cette opinion qu'un transport de

créance ne saurait être que conventionnel. Selon elle, la créance passe dans le patrimoine du saisissant quand le jugement est passé en force de chose jugée, c'est-à-dire après l'expiration des délais d'opposition ou d'appel.

M. Dodo propose le système suivant : aux termes de l'art. 1239, le paiement est libératoire s'il est fait à celui que la loi ou la justice désignent pour le recevoir. Le jugement de validité constitue une indication de paiement, en donnant créance au saisissant. Le paiement fait aux mains de celui-ci sera donc valable, mais l'appropriation ne sera consommée qu'au moment du paiement. Jusque-là de nouveaux créanciers pourront, par de nouvelles saisies-arrêts, diminuer la part contributoire du premier saisissant. Nous nous rallierions sans arrière-pensée à cette opinion, si elle n'avait pour effet de reporter le moment de la transmission de la créance au jour où le paiement est accompli par le tiers saisi entre les mains du saisissant, et de réduire encore les avantages que le créancier diligent pourra réaliser en effectuant une saisie-arrêt.

Revenons au système de la jurisprudence. Il y a, par le fait du jugement de validité, transport de créance du saisi au saisissant. « Ce jugement emporte saisine de la créance saisie arrêtée au profit du saisissant », mais à deux conditions : la première est que le jugement ait été signifié au tiers saisi ; si en effet l'instance en déclaration affirmative a été séparée de l'instance en validité, le tiers saisi est un tiers quant au jugement de validité ; il faut donc aux termes des art. 147 et 148 C. Pr. et même de l'art. 1690 C. C., puisque nous sommes devant un transport de créance, que le jugement qui l'effectue ait été signifié au tiers saisi. Il faut en second lieu que le ju-

gement de validité soit passé en force de chose jugée. Le jugement remplissant ces conditions, le tiers saisi pourra et devra même vider ses mains en celles du saisissant, jusqu'à concurrence de la créance de ce dernier, et ce paiement le libérera vis-à-vis du saisi. Du jour où le jugement réalise ces conditions, les saisies-arrêts postérieures, la faillite du saisi, ne peuvent porter aucune atteinte au saisissant, tous les faits réalisés après le transport ne peuvent en infirmer la valeur. La jurisprudence considère même qu'un cas de force majeure, tel qu'un ordre émané d'une juridiction étrangère, et en vertu duquel le tiers-saisi est obligé de payer une autre personne que le saisissant, n'empêche pas celui-ci d'exiger un second paiement du tiers saisi (1).

L'arrêt que nous citons prévoit un cas tout à fait exceptionnel. Pour que le tiers saisi ait été obligé d'obtempérer aux ordres d'une juridiction étrangère, espagnole dans l'espèce, il fallait qu'il fût domicilié sur le territoire de cette juridiction; et pour que d'autre part, un tribunal français eût le droit de connaître de la validité de la saisie-arrêt pratiquée entre ses mains, il était nécessaire que ce même tiers saisi fût domicilié en France ou que les biens saisis arrêtés fussent eux-mêmes en France. Dans l'hypothèse effectivement, le tiers saisi était une société espagnole qui avait son siège social en France lors du jugement de validité, mais qui l'avait depuis transporté en Espagne.

Nous avons vu précédemment que les voies d'exécution sont régies par la loi du lieu où se trouvent les

(1) Cass. 23 mars 1881. Dall. 82 1420 sur arrêt de Poitiers du 20 avril 1880 déjà cité.

objets sur lesquels elles sont exercées, quand même ces objets sont des meubles comme dans le cas de la saisie-arrêt, mais que le plus souvent le lieu de la situation des meubles se confondait avec celui du domicile du tiers saisi. Pour que tous les effets de la saisie-arrêt qui viennent d'être esquissés et qui sont liés à l'exercice de la loi française sur cette matière, puissent se produire, il faudra que le tiers saisi soit domicilié en France, ou au moins que les objets saisis arrêtés soient en France. Sous cette condition, le saisissant et le saisi étant étrangers, l'exploit de saisie-arrêt signifié au tiers saisi en France, aura pour effet de rendre indisponible la créance saisie-arrêtée, et nul tout paiement que le tiers saisi fera au saisi. Le saisissant devra s'adresser aux tribunaux français pour faire condamner le tiers saisi à payer une seconde fois. Dans l'hypothèse, rare mais possible, où les biens saisis-arrêtés étant en France, le tiers saisi est domicilié à l'étranger, l'instance étant engagée par le saisissant contre lui, le principe « *actor sequitur forum rei* » voudrait qu'il fût assigné devant le tribunal de son pays. Mais il semble plus simple de donner ici compétence au tribunal qui a déjà connu de la validité de la saisie, c'est-à-dire celui de la situation des biens saisis-arrêtés, d'autant que le différent actuel entre le saisissant et le tiers saisi est une conséquence immédiate de la solution donnée à l'instance en validité.

A supposer maintenant que les biens soient situés à l'étranger, ce seront les effets de la loi étrangère qui se produiront, et comme nous avons refusé au saisissant français le droit d'évoquer la question de validité de la saisie-arrêt devant ses tribunaux nationaux en vertu de

l'art. 14, ainsi nous lui contesterons ici la possibilité d'assigner devant les tribunaux français, pour en obtenir un second paiement, le tiers saisi qui aurait payé le saisi. En effet, la saisie-arrêt pratiquée à l'étranger suivant la loi du pays, validée dans ce pays, est un acte absolument régulier, ayant l'autorité de la chose jugée, et dont l'appréciation échappe par conséquent aux juges français (1). Or, la question de savoir si le saisissant peut exiger un second paiement du tiers saisi est intimement liée à celle de la validité de la saisie-arrêt. Les juges français n'ayant aucun droit de compétence sur la première question de validité, n'en sauraient avoir aucun sur la seconde.

Donc la qualité de Français en la personne du saisissant ou du saisi, ou même chez l'un et l'autre, ne met pas obstacle à la compétence des tribunaux étrangers et à l'application de la loi étrangère, dès l'instant que le tiers saisi est domicilié ou au moins que les biens saisis sont situés à l'étranger. Ce sera d'après les conditions de formes de la loi étrangère que devra être pratiquée la saisie-arrêt et ce seront bien entendu les effets déterminés par cette même loi qui se produiront.

Il nous reste à examiner quels sont ces effets dans les principales législations étrangères, et à les comparer avec ceux que nous avons relatés, comme découlant de notre code de procédure et de la jurisprudence la plus ordinaire de nos tribunaux.

(1) Rouen, 2 mars 1885, *Ann. de Clunet* 1885, p. 87.

§ II. — *Législation comparée.*

La procédure de saisie-arrêt telle qu'elle est exposée dans le Code de procédure français, offre un grave inconvénient : elle est trop compliquée et trop longue pour une mesure qui demande à être menée à bonne fin avec toute la célérité possible. Elle présente une succession de signification, dénonciation, contre-dénonciation, à faire dans des délais sévèrement déterminés. Leur utilité est très contestable, et leur effet est généralement de provoquer des causes de nullité de la saisie-arrêt qu'on a voulu pratiquer. Tout ce mécanisme exagérément délicat et opposé par conséquent au but même de la mesure expéditive que devrait être la saisie-arrêt, s'explique par le seul fait que notre Code de procédure a été rédigé à une époque où le mouvement encore restreint des affaires ne donnait lieu qu'assez rarement à l'emploi de la saisie-arrêt, et où la difficulté des communications exigeait de multiples précautions pour assurer aux différentes parties, en cause dans une saisie-arrêt, la connaissance de ce qu'elles faisaient les unes et les autres. Notre Code de procédure aura toujours le mérite d'avoir été le premier rédigé parmi les codes de procédure européens et de leur avoir servi de modèle, mais ce mérite tend à s'effacer devant ce fait qu'il devient avec le temps, de moins en moins conforme à ce qu'exigent les nécessités actuelles, et qu'il contient une série de dispositions qui depuis 1807, et même depuis la révision de 1842, sont surannées, en tout cas inutiles.

La plupart des codes de procédure étrangers ont été

rédigés au contraire à une époque beaucoup plus récente, et répondent par conséquent infiniment mieux aux besoins présents. Ils tendent tous à simplifier les formes de la procédure et ceci est particulièrement saillant en ce qui concerne la saisie-arrêt. Certains sont arrivés sur ce point à l'extrême limite : cette procédure est restreinte à une seule instance. En droit français, au contraire, la saisie-arrêt exige successivement un exploit au tiers saisi, une dénonciation au débiteur saisi, une contre dénonciation au saisi, une instance en validité quise dédouble souvent puisqu'elle peut amener une instance sur le fond, et enfin une instance en déclaration affirmative. C'est donc une tendance marquée à la simplification qui caractérise les formes de la saisie-arrêt dans les lois de procédure étrangères.

Quant aux effets, notons que certaines de ces lois, se modelant en cela sur la procédure française, ne veulent pas que le fait d'avoir provoqué la saisie-arrêt donne aucun privilège au saisissant ; d'après d'autres au contraire, la diligence du premier saisissant doit au moins lui assurer l'avantage d'être payé avant ses cocréanciers, sur les sommes ou sur la valeur des objets qu'il a saisis-arrêtés, et d'échapper ainsi à la procédure de contribution.

Parmi ces dernières, nous devons donner une place particulièrement importante au Code de procédure de l'Empire d'Allemagne (Civilprozessordnung) du 30 Janvier 1877. Contrairement à l'esprit de la loi française, il reconnaît que toute saisie pratiquée donne au saisissant un droit de préférence sur les autres créanciers. S'il s'agit d'une saisie sur des biens immobiliers, ce droit de préférence peut se trouver en conflit avec d'autres

privilèges sur les immeubles, et par conséquent donner lieu à une procédure de distribution. Si cette conséquence ne résultait pas de la place du titre de la procédure de distribution, immédiatement après celui relatif à l'exécution forcée sur les biens immeubles, elle ressortirait des termes mêmes de l'art. 558. « Il y a lieu à la procédure de distribution, lorsque dans l'exécution forcée sur les biens immeubles, il a été consigné une somme dont le montant n'est pas suffisant pour satisfaire tous les créanciers intéressés à la poursuite. » De cette procédure, il ne saurait être question au contraire à un cas de saisie sur des biens meubles. Cette saisie, en effet, donne au saisissant un droit supérieur à celui des autres créanciers, et entre créanciers saisissants, la primauté se règle par la date de la saisie. L'art. 709 est on ne peut plus explicite sur ce sujet, et établit absolument cette supériorité du droit du saisissant sur les biens meubles. Il est compris dans le titre de la section deuxième du Livre XIII, conçu sous la rubrique : « De l'exécution forcée sur les biens meubles. » « Par la saisie, le créancier acquiert un droit de gage sur l'objet saisi. Le droit de gage assure au créancier dans ses rapports avec les autres créanciers, les mêmes droits qu'un nantissement établi par contrat : il passe avant les droits de gage et les privilèges qui ne sont pas assimilés au nantissement dans le cas de faillite. Le droit de gage établi par une première saisie est préférable à celui qui a été établi par une saisie subséquente. » Cet article est très explicite : il donne formellement un privilège au premier saisissant si, les objets saisis étant vendus, leur prix n'arrive pas à couvrir le montant de toutes les créances. Les conflits ne peuvent survenir qu'au sujet

de la date des différentes saisies, puisque tout nantissement ou autre privilège passe après celui résultant de la saisie. Ceci est, nous le savons, absolument contraire au droit français qui veut que le saisissant soit sur le même pied que tout autre créancier qui produit à la procédure de distribution, au nom de laquelle notre Code de procédure ajoute, pour en bien déterminer le caractère, les mots « par contribution. »

Cet art. 709 du Code de procédure allemand est contenu dans les dispositions générales du titre « de l'Exécution forcée sur les biens meubles, » titre qui se subdivise en plusieurs paragraphes, dont deux sont consacrés, l'un à l'exécution forcée sur les choses corporelles, l'autre à l'exécution forcée sur les créances et autres droits dépendant du patrimoine. L'art. 712 qui commence le premier de ces paragraphes, parle de la saisie « des choses corporelles qui sont entre les mains du débiteur. » Les autres droits dépendant du patrimoine sont donc relatifs aux objets qui ne sont pas entre les mains du débiteur, mais qui cependant lui appartiennent ou lui sont dus. Ce dernier paragraphe a trait par conséquent à la saisie-arrêt; celle-ci se trouve ainsi soumise à la disposition générale de l'art. 709.

Cette différence capitale en ce qui concerne l'effet de la saisie-arrêt en droit allemand et en droit français, est amenée d'ailleurs par d'autres différences dans la procédure de l'un et l'autre pays. Supposons d'abord que le créancier a pour constater ses droits, un jugement passé en force de chose jugée, ou déclaré exécutoire par provision, car un tel jugement seul est susceptible de donner lieu à l'exécution forcée, aux termes de l'art. 644 : contrairement à ce qui se passe en droit français, non

seulement les recours ou oppositions, mais même les délais pour exercer ces recours, sont suspensifs d'exécution. C'est certainement cette hypothèse que supposent les art. 729 à 755, relatifs à l'exécution forcée sur les meubles, puisque l'art. 644 commence le livre de l'Exécution forcée, et par conséquent pose un principe qui plane sur tout ce Livre VIII. Ce créancier veut exécuter ses droits sur une créance dépendant du patrimoine de son débiteur : quelle procédure devra-t-il suivre ?

Notons d'abord qu'en Allemagne, les difficultés relatives à l'exécution des jugements, au lieu de relever comme en France du tribunal correspondant à notre tribunal d'arrondissement (*Landsgericht*), qui a statué sur la question de fond, sont de la compétence du tribunal de baillage (*Amtsgericht*), qui correspondrait plutôt à notre justice de paix. Le *Landsgericht* partage avec les huissiers le soin de veiller à l'exécution forcée, dans certains cas où la loi lui attribue ce pouvoir, art. 684 (1).

C'est ce qui a lieu dans notre hypothèse ; d'après l'art. 729 : « Les actes judiciaires qui ont pour objet l'exécution forcée sur des créances ou autres droits dépendant du patrimoine, sont accomplis par le tribunal d'exécution... » L'art. 729 pose ensuite les règles d'après lesquelles doit être déterminé le tribunal d'exécution compétent dans notre cas. Le créancier s'adressera par requête au tribunal d'exécution : si sa créance a pour objet une somme d'argent, ce tribunal fera par un « décret » (*Arrestbefehl*) défense au tiers débiteur de payer au débiteur saisi. « Le tribunal enjoindra en même

(1) Grundriss der Verfassung und Verwaltung im Deutschen Reiche, von Hue de Grais.

temps au débiteur de s'abstenir de tout acte de disposition de sa créance et particulièrement de son recouvrement », art. 730. Il veillera donc lui-même à ce que son décret soit signifié au tiers débiteur. L'huissier apparaît avec mandat du créancier quand il s'agit de la signification au débiteur saisi. A la demande du créancier, le tiers débiteur est tenu de faire, dans un délai de deux semaines à partir de la signification du décret, une déclaration affirmative (art. 739). La sommation de faire cette déclaration est insérée dans l'acte de signification du décret, et le tiers débiteur peut déclarer ce qu'il doit, à l'huissier, mandataire du tribunal, lors de la signification de ce décret. (Comparez art. 568 à 578, C. Pr. français).

Dans l'hypothèse que nous considérons actuellement, le créancier agit en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée ; en outre, c'est un tribunal qui intervient pour faire au tiers débiteur cette défense de payer. Cette réunion de garanties supprime la nécessité d'une action équivalant à notre instance en validité, et les effets de la saisie-arrêt, quant à la créance saisie-arrêtée, se produiront dès que le tribunal aura signifié sa défense.

Nous avons vu que, notre code de procédure étant muet à ce sujet, les opinions étaient très variées sur le point de savoir à quel titre le créancier pouvait, après l'instance en validité, exiger un second paiement du tiers débiteur qui aura payé le saisi malgré la défense qui lui en aurait été faite. Le Code de procédure allemand, très explicite au contraire, déclare que « la créance saisie est déléguée au créancier, qui peut en faire le recouvrement ou la recevoir en paiement

pour sa valeur nominale à son choix... » Dans la mesure de la créance, le créancier devient donc créancier du tiers saisi, mais dans cette mesure seulement, si bien qu'aux termes de l'art. 741, s'il diffère de poursuivre le recouvrement de la créance qui lui est déléguée, il est responsable vis-à-vis du débiteur saisi du préjudice qui peut en résulter. Mais en vertu de cette délégation, il est autorisé à agir contre le tiers débiteur, pour exiger de lui l'accomplissement des obligations qui lui incombent. Ajoutons pour terminer sur ce point, que le créancier peut renoncer aux droits résultant pour lui de la délégation, et que le tribunal peut au lieu de la délégation, prescrire, sur les conclusions qui lui sont soumises, un autre mode de réalisation de la créance.

Passons à une seconde hypothèse : le créancier a pour faire reconnaître ses droits, non plus un jugement, mais tout autre titre exécutoire. La saisie de la créance se fera suivant la même procédure, mais il peut en faire rétroagir les effets à une époque antérieure à la défense que le tribunal d'exécution fera au tiers débiteur, en faisant signifier « par huissier au tiers débiteur et au débiteur l'avis que la saisie est imminente, avec sommation au tiers débiteur de ne pas payer au débiteur, et au débiteur de s'abstenir de tout acte de disposition de la créance et spécialement de son recouvrement. L'avis signifié, continue l'art. 744, produit les effets d'une contrainte de saisie-arrêt, pourvu que la saisie de la créance soit pratiquée dans le délai de trois semaines. Le délai court du jour de la signification. » Qu'est-ce que cette contrainte dont parle le Code de procédure allemand ?

A côté de la contrainte par corps, qu'elle admet, la loi

allemande organise une contrainte sur les biens, mesure provisoire à laquelle un créancier peut recourir quand il a lieu de craindre que, sans cette mesure, l'exécution du jugement dont il attend le prononcé, soit éludée ou rendue sensiblement plus difficile, mais qui ne peut être exercée qu'« en vertu d'une créance de somme d'argent ou d'un droit qui peut être converti en une créance de somme d'argent ». (art. 796) Le créancier porte sa demande à un tribunal d'exécution, qui accorde ou refuse l'autorisation d'exercer la contrainte. La procédure à suivre pour l'obtention de cette permission est exposée dans les art. 799 à 805. Lorsque l'autorisation de contrainte a été accordée, la main levée peut toujours en être demandée. La contrainte est exécutée suivant les règles de l'exécution forcée, sauf certaines dispositions qui y dérogent. C'est ainsi que pour être valable cette exécution doit avoir lieu dans certains délais déterminés. (V. art. 809 les dispositions additionnelles de la loi du 30 avril 1886) L'exécution de la contrainte sur un droit de créance s'opérera donc d'après les règles esquissées plus haut.

C'est dans le seul cas où il y a lieu à la contrainte, que le code de procédure allemand emploie l'expression « saisie-arrêt ». Ce mode d'exécution a alors un caractère de mesure provisoire qui le rapproche de notre saisie-arrêt, tandis que les autres modes d'exécution sur les créances ont exclusivement le caractère de mesures d'exécution. L'autorisation de la contrainte n'est pas sans quelque analogie avec l'autorisation de saisie-arrêt demandée au juge en l'absence de titre (art. 558 C. Pr. Français).

Suivant l'ordre du code de procédure allemand, nous

n'avons envisagé jusqu'ici que le cas où le droit à saisir portait sur une somme d'argent. Mais la rubrique de notre paragraphe est ainsi conçue : « De l'exécution forcée sur les créances et autres droits dépendant du patrimoine ». Bien entendu, s'il s'agit d'un droit portant sur un immeuble, il y a lieu de se référer au titre de l'exécution forcée sur les immeubles. Si ce droit au contraire a pour objet la délivrance ou la prestation de choses corporelles, l'exécution forcée sur ce droit est poursuivie conformément aux prescriptions des articles relatifs à l'exécution forcée sur une créance. Il y a cette seule différence que, si la saisie a été exercée à la requête de plusieurs créanciers, au cas où elle porte sur un droit de créance, il y a lieu de la part du tiers débiteur à consignation de ce qu'il doit, au tribunal de bailage dont le décret a été signifié en premier lieu. Portée-elle au contraire sur une chose mobilière, celle-ci sera remise à un huissier jusqu'à ce que sa valeur ait été réalisée conformément aux prescriptions des art. 716 à 727.

Telle est, rapidement esquissée, la procédure à suivre en Allemagne quand il s'agit de saisies à exécuter sur des droits; elle repose sur des principes totalement différents de ceux admis dans la procédure française, et si le but est le même que celui de notre saisie arrêt, les effets ne sont pas analogues. La nature même de la saisie est différente : en Allemagne, nous sommes en face d'une voie d'exécution dont le caractère est indiscutable, si bien qu'elle n'est pas mise à part des autres saisies; il n'y a qu'au cas de contrainte, que

nous retrouvons le nom et le caractère conservatoire que possède la saisie arrêt en France (1).

La législation anglaise protège singulièrement les débiteurs : ainsi le créancier d'un corps certain ne peut, en principe, exiger de son débiteur la remise de la chose due elle-même (*specific performance*), encore qu'il s'agisse d'une obligation de donner et non d'une obligation de faire, laquelle se résout toujours en dommages et intérêts (2).

Dans ces conditions, la nécessité des mesures conservatoires se fait sentir beaucoup moins qu'en France. Nous retrouvons en Angleterre dans la voie de contrainte (*attachment*) donnée à un créancier sur les choses qu'il sait être dues à son débiteur, le même caractère de mesure d'exécution qu'en Allemagne. C'est une règle générale, pour ne pas dire absolue, que seul, le créancier muni d'un jugement de condamnation peut atteindre même les sommes dues à son débiteur. La saisie arrêt comme mesure conservatoire, ou ce qui lui est équivalent, est en conséquence fort peu développée

(1) Pour tout ce qui concerne la procédure allemande, nous nous sommes reportés à la traduction du Code de Procédure civile pour l'Empire d'Allemagne, par MM. Glasson, Lederlin et Dareste.

(2) Le débiteur condamné à une réparation pécuniaire peut alors, à son choix, ou payer la somme ou se décider à exécuter l'obligation primitive. Dans le premier cas, le montant des dommages et intérêts sera immédiatement arbitré par le juge, s'il s'agit d'une dette d'argent et dont le montant soit certain ; par un jury constitué ad hoc, si l'obligation a un autre objet que le paiement d'une somme d'argent. Pour prévenir cette fixation par le jury, les parties peuvent avoir recours à une clause pénale. (Lehr., *Éléments de droit civil anglais*, liv. 3, sec. I, Ch. 4.) Notons que tout ce qui précède est un principe maintenant abandonné dans la pratique. Depuis la fusion des tribunaux ordinaires et des Cours d'équité, la tendance des tribunaux est d'obliger le débiteur à délivrer la chose due. (*Specific performance*).

en Angleterre ; on ne la rencontre que dans des cas tout à fait spéciaux que nous examinerons plus loin.

Supposons donc que le créancier a obtenu un jugement : la procédure anglaise offre dès ici une particularité fort intéressante. (Rules of the suprême Court 1883. Order 42 ; rule 32.) Le créancier, s'il ne parvient pas à obtenir le paiement correspondant à ce jugement, peut, sur un ordre du juge, faire interroger son débiteur sur ses moyens de solvabilité, et notamment sur le point de savoir s'il a des créances contre des tiers (1). Apprend-il que son débiteur est lui-même créancier d'une tierce personne (*garnishee*), qu'il a de l'argent, des valeurs qui se trouvent actuellement aux mains d'un banquier, d'une Compagnie ou d'un tiers susceptible d'être poursuivi en recouvrement (2), il peut obtenir *ex parte*, c'est-à-dire au fond sinon en la forme, sur requête, une ordonnance, aux termes de laquelle il est fait opposition à cet argent et à ces valeurs, en garantie de la dette consacrée par le jugement. Cette ordonnance est signifiée au « *garnishee* » et l'effet de cette signification est de lui interdire de se dessaisir des fonds (3). Le « *garnishee* » est appelé ensuite devant le juge pour faire valoir les raisons qu'il peut avoir de ne pas payer jusqu'à due

(1) De Franqueville, *Système judiciaire de la Grande-Bretagne*. — *Manuel de Procédure anglaise*, par Rand Bailey, ch. X.

(2) Deux Actes du Parlement permettent au créancier de saisir les fonds d'Etat, actions et obligations de compagnie, appartenant à son débiteur.

(3) Du mot « signification » employé ici, il ne faudrait pas conclure à l'intervention d'un officier ministériel quelconque : toute personne en Angleterre peut faire une signification à la condition d'en rapporter la preuve au moyen d'un « *affidavit* ». On appelle ainsi la déclaration sous serment, fréquemment usitée en Angleterre, émanée des parties en litige ou des témoins.

concurrence le créancier de son créancier. S'il ne se présente pas, ou si, se présentant sans contester son obligation, il ne paie pas sur le champ, le juge peut ordonner que le jugement soit exécuté contre lui jusqu'à due concurrence. Si au contraire, il conteste son obligation, le juge renvoie le créancier à le poursuivre, comme exerçant les droits de son débiteur. (Common Law Procedure Act 1854. Rules of the supreme Court 1883, order 45 rules, 1, 2, 3, 4, 7) (1). La créance, la valeur ou l'objet ainsi saisi par ordre de justice entre les mains d'un tiers, est affecté d'une manière toute spéciale à la garantie de l'exécution du jugement qu'a obtenu le créancier, mais jusqu'à due concurrence seulement de la créance reconnue et protégée par ce jugement.

Le journal de Clunet 1889 (p. 487) rapporte la décision suivante prise par la Cour de l'Amirauté. Des réparations ayant été faites à un navire, le demandeur au procès, qui les avait exécutées ne put obtenir paiement et un procès s'en suivit. Le demandeur ayant obtenu gain de cause, fit, par ordre de la Cour, saisir le navire. Avant que celui-ci ne fût vendu, la Compagnie qui en avait été propriétaire fut mise en liquidation. Le navire ayant été vendu alors, le liquidateur de la Compagnie contestait au demandeur le droit d'être payé par privilège sur ce prix, les réparations ne constituant pas par elles-mêmes un gage maritime au profit de celui qui les

(1) Les actes du Parlement, qui correspondent aux lois votées par nos Chambres, se désignent soit par un titre qui en indique l'objet, avec mention de l'année où ils ont été promulgués, ex: Rules of the supreme Court, 1883; soit par l'indication des années du règne pendant lequel a été tenue la session parlementaire, et du numéro d'ordre que chaque acte, formant un chapitre, occupe dans les travaux de cette session, ex: 1 et 2 Victoria, Cap. 110.

fait. Il fut décidé par la Cour d'Appel, après le Tribunal de première instance, que la saisie du navire provoquée par la Cour de l'Amirauté, mettait le demandeur dans la situation d'un créancier gagiste, depuis le jour où elle avait eu lieu.

Arrivons maintenant à deux procédures tout à fait exceptionnelles, comme intervenant avant tout jugement et ayant le caractère conservatoire de notre exploit de saisie-arrêt. C'est d'abord la procédure spéciale des *injunctions* au moyen de laquelle il est possible dans certains cas extrêmement rares, à un créancier qui n'a pas encore de jugement, de faire interdire à un tiers de se dessaisir des fonds que ce tiers doit à son débiteur. Une *injunction* est une ordonnance, par laquelle le juge enjoint ou défend à une personne de faire une chose déterminée. Le principe, assez vaguement formulé dans le « Supreme Court of Judicature Act. 1873 sec. 25 », est que le juge peut accorder une *injunction* lorsque cela est juste et convenable.

La « *Lord Mayor's of London Court* » (Cour du Lord Maire de Londres) jouit d'un pouvoir de juridiction quelquefois plus étendu que celui des autres Cours supérieures, sur le reste du Royaume. Entre autres privilèges spéciaux, elle possède celui de pouvoir autoriser une opposition sur l'argent et autres biens ou valeurs, placés dans son cercle d'action, avant qu'aucun jugement n'ait été obtenu. « Bien que ce pouvoir soit seulement applicable aux marchandises, à l'argent et aux biens dont le lieu de dépôt se trouve en dedans des limites de l'ancienne Cité de Londres, il n'en est pas moins d'une grande utilité, quand on observe que la plupart des magasins, des docks, des maisons de banque et des

agences, sont précisément situés dans la Cité et relèvent conséquemment de la Cour du Lord Maire. Sur la remise d'un affidavit, dûment complété, témoignant d'une dette contractée vis-à-vis d'un créancier de bonne foi, la Cour du Lord Maire rendra une ordonnance, aux termes de laquelle l'argent, les marchandises et autres objets qui peuvent être la propriété du débiteur, seront frappés d'opposition entre les mains d'un tiers, si ce tiers relève de la juridiction de ladite Cour. » (1)

Les législations anglaise et allemande ne confondent donc pas, comme le Code de Procédure français, la voie d'exécution qu'un créancier dirige contre les biens de son débiteur entre les mains d'un tiers, en vertu d'un jugement exécutoire, et la mesure conservatoire par laquelle un créancier sans titre tâche de sauvegarder le gage général qu'il a sur les biens de son débiteur, en conservant dans leur intégrité les créances que celui-ci peut avoir. Elles ont établi pour des cas divers des procédures bien différentes, au lieu de s'en tenir, comme en France, à une procédure hybride.

La législation italienne distingue aussi nettement la procédure d'exécution sur les biens d'un débiteur entre les mains d'un tiers, de ce qu'elle appelle le « séquestre conservatoire, » mesure qui correspond à la fois à notre saisie conservatoire et à notre saisie arrêt faite sans titre, en vertu de la permission du juge. « Le créancier qui a de justes motifs de soupçonner chez son débiteur l'intention de fuir, ou de craindre de sa part quelque soustraction frauduleuse, ou qui est en péril de perdre les garanties de sa créance, peut demander le séquestre

(1) Rand Bailey id.

des biens mobiliers appartenant ou des sommes dues à ce même débiteur, si la loi ne défend pas que ces biens puissent servir de gage. » Art. 924 C. Pr. Italien. Le code de procédure traite de l'une et l'autre mesure en des titres fort éloignés l'un de l'autre.

Là d'ailleurs, s'arrête l'analogie entre la loi italienne et les lois allemande et anglaise. Celles-ci, quant à la question de l'exécution forcée, reposent sur le principe du droit de préférence du premier saisissant et sur l'application à toute saisie de la règle : « *potior tempore, potior jure.* » Le code italien s'est au contraire conformé à la théorie de la législation française : tous les saisissants, quel qu'ait été le temps de leur action, sont sur un pied de parfaite égalité devant la distribution des deniers. Le projet du code voulait cependant maintenir le privilège du premier saisissant, qui avait existé dans les anciennes législations, sous prétexte qu'il faut empêcher dans l'intérêt public que chacun des créanciers ne se laisse induire à saisir tous les biens du débiteur, au lieu de se restreindre à ceux qui suffiraient pour éteindre sa créance. Ce privilège fut néanmoins rejeté, conformément au rapport de M. Vacca, garde des sceaux, sur le projet de Code : « Ce privilège n'est pas conforme aux principes. Les principes attestent que les privilèges dérivent de la nature intime de la créance, non d'une circonstance qui lui est extrinsèque ou accidentelle. Dans le système du projet, l'expérience le prouve, à peine le débiteur tombe-t-il en mauvaise fortune, que chacun des créanciers se hâte d'agir pour se procurer le prix de sa diligence ; au lieu de procéder d'accord, ils procèdent à l'insu l'un de l'autre. Ainsi et par l'accumulation des frais, ils préparent sûrement la ruine du débiteur. Les

créanciers les plus dignes d'intérêt, les veuves, les mineurs, les absents, se voient primés par des créanciers plus adroits, plus actifs, et mieux informés. » (1)

Au point de vue des formes, le législateur italien, imitant en cela le code de procédure de Genève, a introduit en cette matière de la saisie arrêt toutes les simplifications désirables : la question même est de savoir s'il ne les a pas exagérées, au détriment de la sécurité du débiteur saisi.

Toute saisie mobilière doit être précédée d'un commandement (art. 562). Après quoi, au lieu de quatre actes comme en France, exploit de saisie arrêt, dénonciation au saisi, contre-dénonciation au tiers saisi, assignation en validité, les lois italienne et genevoise n'exigent qu'un seul et même acte, par lequel en même temps, la saisie est faite, le débiteur et le tiers saisi assignés devant le juge, (le préteur en Italie), l'un aux fins de validité, l'autre aux fins de déclaration. Le tiers saisi déclare ce qu'il doit au saisi, à l'audience, sous le contrôle du juge, du saisissant et du saisi : si quelque difficulté est soulevée relativement à cette déclaration, elle pourra être immédiatement tranchée.

Ainsi se trouvent réunies en une seule instance, les deux procédures françaises de validité et de déclaration affirmative. Il y a dans le fait de substituer la publicité de l'audience au secret du greffe, une excellente innovation, mais les autres simplifications sont, il semble, un peu excessives. Elles auront sans doute pour excellent résultat de rendre la procédure de saisie arrêt aussi simple et aussi expéditive que possible : il n'y aura là

(1) M. Allard, *Examen critique du Code de Procédure italien*.

aucun inconvénient, quand le saisissant agira en vertu d'un titre authentique. Mais s'il agit tout simplement en vertu d'un titre sous seing privé ou de l'autorisation du juge, la procédure française, en exigeant que la saisie arrêt ait été déclarée valable avant que le tiers saisi puisse être assigné en déclaration affirmative, met un obstacle absolu à une immixtion abusive du créancier dans les affaires du tiers saisi : notre procédure repose donc sur le principe rationnel du respect des droits d'autrui. Ajoutons enfin que la suppression des délais empêche le débiteur de se mettre en mesure d'arrêter la saisie en désintéressant le créancier. Sous la réserve de ces critiques, la procédure italienne et genevoise a pour elle d'être très pratique.

« En Italie, quand le tiers est débiteur de sommes exigibles ou payables au plus tard dans les cent quatre-vingts jours, et qu'il n'y a ni débats ni concours d'autres créanciers, le prêteur, à l'audience du tribunal où se fait la déclaration, assigne ces sommes en paiement (sauf recouvrement) au créancier poursuivant, à concurrence de ses droits. S'il s'agit de sommes à échéance plus éloignée, ou de rentes perpétuelles ou temporaires, le créancier peut offrir de les accepter en paiement, et les rentes perpétuelles sont rachetables aux taux de 5 p.%. S'il ne fait pas cette déclaration, il est procédé à la vente » (art. 619 à 622 (1)).

Terminons cette revue des principales législations étrangères par un coup d'œil sur la loi espagnole, qui présente plusieurs particularités intéressantes sur les

(1) V. Code de Procédure civile allemand, traduction de MM. Glassen, Lederlin et Dareste. Note sous l'art. 730.

saisies en général, et plus spécialement fait de la saisie arrêt une procédure se rapprochant absolument de la saisie exécution.

Lorsqu'une partie a obtenu par un jugement exécutif, la consécration de son droit, elle demande au tribunal qui a prononcé ce jugement, de vouloir bien lui accorder sur son débiteur le droit de saisie, et ce, par une procédure qu'on appelle exécutoire. Ledit tribunal, sur l'instance de la partie, *instancia de parte*, envoie au juge du district où doit se faire l'exécution, un ordre de saisie ou commission rogatoire, qui remplit en Espagne le même rôle que la formule exécutoire en France. Elle donne par elle-même le droit de saisie. Le juge du district procède alors au genre de saisie qui est indiqué par les circonstances, et réalise ainsi le gage du créancier. Il remplit en somme le rôle de l'huissier en France, signifie les actes et opère les saisies, suivant l'autorisation qui lui a été donnée par la commission rogatoire, qui peut être comparée non-seulement à la formule exécutoire française, mais en matière de saisie arrêt faite sans titre, à l'ordonnance du magistrat français qui autorise à saisir (1).

La loi espagnole ne distingue pas deux sortes de procédure, celle de saisie-arrêt et celle de saisie-exécution : sans distinction entre le cas où les effets saisis sont aux mains d'un tiers et celui où ils sont aux mains du débiteur, le juge ordonne qu'on lui représente les effets ou deniers, fait main mise, commet un gardien, et, le terme arrivé, fait distribuer ou vendre. L'art. 993 C. Pr. espa-

(1) Tout ce qui précède est l'analyse d'un jugement du tribunal d'Aubusson 31 décembre 1884. An. de Clunet 1886 p. 343.

gnol crée pour le saisissant un droit de préférence ou de privilège au préjudice des créanciers, dont le titre n'aura pas été déclaré préférable à celui du saisissant par le jugement exécutoire.

CONCLUSION

Cet examen rapide de quelques législations étrangères montre quelles différences profondes existent, quant à la saisie-arrêt, entre la procédure française et celle des autres pays.

C'est d'abord sur la question de principe elle-même : le premier saisissant doit-il ou non avoir un privilège ? Il nous semble que l'égalité absolue de tous les saisissants, admise par la loi Française, est préférable au droit de préférence accordé au créancier premier saisissant, parce que seul, il sauvegarde les intérêts du débiteur malheureux.

C'est, en second lieu, la question des formes : elles sont certainement trop compliquées dans la loi française, et, si nous nous permettions d'émettre un vœu, ce serait pour souhaiter que la révision du Code de Procédure, depuis si longtemps demandée, arrivât à les simplifier. Le projet élaboré par la Commission de réforme et déposé sur le bureau de la Chambre en 1894 par le Garde des Sceaux, M. Antonin Dubost, indique une tendance en ce sens dans les modifications qu'il apporte au titre de la saisie-arrêt. Il maintient la dénonciation au saisi de l'exploit de saisie-arrêt et l'assignation en validité, mais il supprime la contre-dénonciation au tiers saisi.

Il apporte aussi d'heureux changements dans le mode suivi pour effectuer la déclaration affirmative : le saisissant pourrait, dans l'exploit de saisie-arrêt, interpellier le tiers saisi sur le point de savoir s'il est ou non débiteur, de quelle somme, et s'il existe d'autres saisies-arrêts formées entre ses mains. Le tiers saisi pourrait faire, sur l'exploit lui-même, déclaration signée de lui. Ce n'est qu'à défaut de réponse à cette interpellation, que le tiers saisi serait assigné en déclaration affirmative, s'il y avait titre authentique ou jugement. Il pourrait la faire soit par acte d'avoué à avoué, soit au greffe du tribunal ou de la justice de paix.

Notons aussi parmi les innovations indiquées par le projet de réforme, qu'il fait disparaître bien des difficultés sur les questions de compétence, en donnant pouvoir au juge de paix, dans des limites déterminées par le chiffre de la créance, et au Président du tribunal de Commerce, dans les villes où il n'y a pas de tribunal civil, pour autoriser un saisie-arrêt. La demande en validité ou en main levée de la saisie-arrêt peut être aussi de la compétence du juge de paix (1). La loi du 12 janvier 1895, relative à « La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements, » semble s'être inspirée heureusement sur tous ces points, du projet de réforme de la Commission. Étant donné la multiplicité des saisies-arrêts, il serait à souhaiter que le mouvement législatif commencé

(1) Cette réforme aurait aussi le grand avantage de trancher certaines questions controversées et de consacrer législativement certaines mesures adoptées déjà par la jurisprudence ; c'est ainsi que le projet autorise absolument le Président du Tribunal civil à ne donner l'autorisation de saisie-arrêt que sous la réserve de lui en référer en cas de difficulté. Il consacre aussi les théories de l'indisponibilité totale et de l'affectation spéciale ; il déclare que c'est le jugement de validité qui attribue exclusivement au saisissant les sommes saisies-arrêtées.

par cette loi se continuât et s'attachât au titre VII tout entier de notre Code actuel de Procédure.

Puisque nous indiquons nos *desiderata*, il en est un à signaler, dont la réalisation, bien qu'elle ait peu de chance de se produire, serait pourtant bien désirable : c'est l'entente de tous les États sur les différents points de droit international, que nous avons examinés au cours de ce travail. Elle aurait pour effet, dans la saisie-arrest principalement, de supprimer bien des procès et bien des difficultés juridiques. En matière de faillite, elle répondrait à une nécessité.

VU : *Le Président de la thèse*
GLASSON.

VU : *Le doyen de la Faculté.*
GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 1
PREMIÈRE PARTIE	
Conditions de solidité de la saisie-arrêt	
CHAPITRE I. — <i>Conditions de validité quant aux personnes qui sont parties à la saisie-arrêt.</i>	23
CHAPITRE II. — <i>Conditions de validité de la saisie-arrêt quant aux qualités requises de la créance</i>	45
§ I. Conditions exigées de la créance elle-même	46
§ II. Conditions exigées de la créance quant au mode de constatation...	53
1 ^o Titres authentiques ou sous-seing privé	54
2 ^o Jugements	62
CHAPITRE III. — <i>Conditions de validité de la saisie-arrêt quant aux qualités requises des objets saisis-arrêtés</i>	91
DEUXIÈME PARTIE	
Procédure et effets de la saisie-arrêt	
CHAPITRE I. — <i>De l'exploit de saisie-arrêt.</i>	114
§ 1. Formes et signification de l'exploit de saisie-arrêt	114
§ 2. Effets de l'exploit de saisie-arrêt	124
CHAPITRE II. — <i>Instance en validité.</i>	142
§ 1. De la dénonciation et de l'assignation	143
§ 2. Quel est le tribunal compétent sur la demande en validité	147
CHAPITRE III. — <i>De la déclaration affirmative.</i>	178
CHAPITRE IV. — <i>Effets de la saisie-arrêt. — Législation comparée.</i>	193
§ 1. Effets de la saisie-arrêt en Droit Français	193
§ 2. Législation comparée	202
CONCLUSION	221



Paris. — Imprimerie TROUBLÉ, 7 bis, boulevard de Vaugirard.
